PROTÉGER NOTRE ÉCONOMIE

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR PROTÉGER L'ÉCONOMIE

AVANT-PROPOS DU PREMIER MINISTRE
STEPHEN HARPER

À cette élection, les Canadiens ont un choix clair : un choix qui est accompagné des plus importantes conséquences pour notre économie, pour nos emplois et pour nos familles.

Au sein d'une économie mondiale qui est une fois de plus faible et en difficulté, l'économie canadienne reste plus forte que la plupart des autres – mais elle est fragile et doit être protégée contre l'instabilité qui prévaut ailleurs dans le monde.

Le 19 octobre, les Canadiens vont choisir quel parti a le meilleur plan, en cette période difficile, pour protéger notre économie et protéger votre emploi.

Parce que notre vision économique pour le Canada diffère grandement de celle de nos adversaires, votre choix va faire une énorme différence. Les mauvaises décisions gouvernementales sur les taxes, les impôts, les dépenses et les déficits vont exposer notre économie à des dangers, ce qui mettra les emplois des Canadiens qui travaillent fort en péril.

Pour les Conservateurs, la protection de l'économie canadienne est la priorité numéro un.

C'est pourquoi nous avons un plan positif pour protéger l'économie et créer des emplois au cours des quatre prochaines années, et après.

Nous allons :

- **Maintenir le budget fédéral équilibré.**
- **Réduire le fardeau fiscal des petites entreprises et des travailleurs.**
- **Fixer l'objectif de créer 1,3 million de nouveaux emplois supplémentaires bien rémunérés d'ici 2020.**
- **Ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises et aux produits canadiens par l'intermédiaire du Partenariat transpacifique.**
- **Fixer l'objectif d'ajouter plus de 700 000 nouveaux propriétaires d'habitation d'ici 2020.**
- **Offrir de nouvelles réductions fiscales et prestations aux familles et aux aînés.**

Notre plan va permettre à l'économie canadienne de continuer à avancer.

C'est le bon plan pour notre économie.

C'est le bon plan pour les Canadiens.

Bien entendu, nous allons aussi continuer à protéger les Canadiens dans un monde dangereux et incertain, assurant la sécurité de nos rues et de nos communautés.

Mais en définitive, tout cela dépend d'une économie forte et en croissance.

Donc, le choix à cette élection est : À quel gouvernement faites-vous confiance pour gérer et protéger la fragile économie canadienne, et votre emploi, face aux difficultés économiques mondiales ?

Notre Parti conservateur est le seul parti qui a un bilan économique qui a fait ses preuves et un plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire pour l'avenir.

Des déficits permanents, un fardeau fiscal plus lourd et une dette plus élevée, comme le proposent les Libéraux et le NPD, vont ruiner notre économie, vous coûter de l'argent et peut-être mettre votre emploi en péril.

Cette plate-forme présente un plan différent, meilleur, pour les quatre prochaines années. C'est notre plan pour rendre ce pays – le meilleur pays du monde – encore plus fort et encore plus prospère pour les familles canadiennes qui travaillent fort, aujourd'hui et pour les générations à venir.

C'est notre Plan d'action économique. Il fonctionne. Continuons avec ce qui fonctionne.

PROTÉGER NOTRE ÉCONOMIE : NOTRE PLAN CONSERVATEUR

Nous avons un plan positif pour les quatre prochaines années afin de protéger l'économie canadienne, de créer de nouveaux emplois, bien rémunérés, et d'aider les familles et les aînés.

✓ BUDGET ÉQUILIBRÉ

Nous avons équilibré le budget l'année dernière – un an plus tôt que prévu – et nous affichons déjà un important surplus cette année. Un budget équilibré représente les fondements du plan d'allégement fiscal pour protéger notre fragile économie et aider les familles canadiennes. Nous allons continuer à faire les bons choix pour maintenir l'équilibre budgétaire et un faible fardeau fiscal.

✓ PAS DE HAUSSES D'IMPÔTS

Notre engagement envers l'allégement fiscal est enraciné dans notre bilan : les Canadiens savent que nous allons faire ce que nous disons et que nous allons gérer l'argent des contribuables de façon responsable. Nous sommes prêts à aller encore plus loin et à enchâsser notre plan d'allégement fiscal dans la loi. Notre loi contre les hausses d'impôts va soutenir notre engagement envers l'allégement fiscal – pour les familles, les aînés, les travailleurs et les petites entreprises – avec la rigueur de la loi pour les quatre prochaines années.

✓ DES EMPLOIS NOUVEAUX ET MEILLEURS

Notre priorité numéro un est l'économie – créer des emplois et stimuler la croissance économique. Le Canada est en tête du G7 en matière de création d'emplois depuis 2006 parce que nous avons fait les bons choix. Nous avons créé 1,3 million de nouveaux emplois nets depuis le creux de la récession économique mondiale, et notre plan va créer 1,3 million de nouveaux emplois bien rémunérés d'ici 2020.

EXPANSION DU COMMERCE

Le Canada est une nation commerçante, et nous faisons des percées historiques pour ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises canadiennes et leurs travailleurs. Le Partenariat transpacifique est le plus important accord de libre-échange de l'histoire. Il offre près de 800 millions de nouveaux clients dans toutes la région Asie-Pacifique pour les biens et les services canadiens. La participation à cet accord est une bonne chose pour le Canada, qui va créer des emplois et des possibilités, et protéger notre économie.

DEMEURE FAMILIALE

L'accession à la propriété est une façon essentielle de soutenir les familles canadiennes. Et nous aidons un plus grand nombre de Canadiens à devenir propriétaires en offrant un nouveau soutien à l'achat et aux investissements dans une habitation. Aujourd'hui, un ménage canadien sur sept est propriétaire de sa maison – l'un des taux les plus élevés du monde industrialisé. Et avec notre plan pour l'accession à la propriété abordable et responsable, nous voulons ajouter plus de 700 000 nouveaux propriétaires d'ici 2020.

SOUTENIR LES AÎNÉS

Les aînés canadiens méritent notre respect et notre gratitude parce qu'ils ont passé leur vie à travailler fort au service de nos familles, de nos communautés et de notre pays. Notre gouvernement réduit le fardeau fiscal et améliore les prestations afin de rendre la vie plus abordable aux aînés canadiens. Et avec notre plan, les aînés célibataires et veufs vont bénéficier d'un nouvel allégement fiscal majeur afin de pouvoir vivre leurs dernières années dans la dignité et le confort.

Voici nos priorités :

- **Maintenir l'équilibre budgétaire.**
- **Réduire le fardeau fiscal des familles, des aînés et des petites entreprises.**
- **Créer 1,3 million de nouveaux emplois.**
- **Ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises et les travailleurs canadiens.**
- **Aider 700 000 autres Canadiens à être propriétaires de leur habitation.**

C'est notre plan en cinq points pour protéger la fragile économie du Canada et la faire avancer pour les quatre prochaines années.

Table des matières

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR L'ALLÉGEMENT FISCAL ET L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE 9

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR UNE ÉCONOMIE PLUS FORTE 17

Maintenir un faible fardeau fiscal 20

Ouvrir des marchés aux entreprises canadiennes 22

Réduire la paperasserie 26

Stratégie pour le secteur manufacturier 28

Formation de la main-d'œuvre pour des emplois nouveaux et meilleurs 31

Notre système d'immigration de calibre mondial 35

Stimuler l'innovation et la recherche et le développement 38

Créer des débouchés pour les agriculteurs canadiens 41

Promouvoir les pêches du Canada 44

Soutenir le secteur de la foresterie canadienne et sa main-d'œuvre 47

Développer de nouvelles possibilités minières 49

Développement responsable des ressources 51

Bâtir l'infrastructure économique 53

Soutenir le développement économique du Nord 56

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR LES AÎNÉS ET LES FAMILLES QUI TRAVAILLENT FORT 61

La demeure familiale 65

Épargner pour les études des enfants 68

Épargner pour une retraite sûre 70

Un allégement fiscal pour les aînés célibataires et veufs 72

Aider les Canadiens handicapés 75

Soutenir toutes les familles 77

Protéger les consommateurs 81

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR UN CANADA PLUS SÛR 86
Combattre le terrorisme djihadiste 89
Lutter contre le soi-disant État islamique 92
Protéger les minorités persécutées dans le monde entier 94
Cybersécurité 98
Soutenir l'Ukraine 100
Soutenir la force militaire du Canada 104
Renforcer nos ressources et nos institutions militaires 107
Souveraineté dans le Nord 110
NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR DES RUES PLUS SÉCURITAIRES 113
Stratégie nationale antidrogue 116
Cibler les gangs criminels 119
Protéger les aînés contre la fraude 121
Peines de prison à vie et autres priorités en matière de justice 123
Protéger les Canadiens et supporter les victimes 127
NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR DES COMMUNAUTÉS FORTES 133
Nouveau Plan Chantiers Canada 137
Soutenir les anciens combattants du Canada 139
Bénévolat et société civile 142
Commémorer le patrimoine et la culture du Canada 144
Promouvoir les arts, la culture et le sport 147
Soutenir le système de santé public universel 150
Trouver un remède au cancer 153
Protéger la Côte Ouest canadienne 155
Conservation et développement économique rural 157
Protéger notre patrimoine naturel 160
Lutter contre les changements climatiques 162
Soutenir le développement économique et social des Canadiens autochtones 164
Renforcer la citoyenneté canadienne 167
Protéger la démocratie du Canada 169
Chiffrer notre plan 173

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR L'ALLÉGEMENT FISCAL ET L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Pour protéger l'économie canadienne, un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **S'assurer que le budget fédéral reste équilibré**
- ✓ **Contrôler les dépenses du gouvernement**
- ✓ **Maintenir un faible fardeau fiscal**
- ✓ **Continuer à réduire le ratio dette-PIB**
- ✓ **Maintenir notre loi sur l'équilibre budgétaire**
- ✓ **Adopter une loi contre les hausses d'impôts pour interdire les hausses fiscales au cours des quatre prochaines années**

Les budgets ne s'équilibrent pas d'eux-mêmes. Les familles canadiennes et les propriétaires de petites entreprises le savent. Nous aussi. Pour garder nos finances publiques sur des fondations solides, nous devons travailler fort et faire des choix difficiles.

Notre gouvernement conservateur contrôle les dépenses, réduit le fardeau fiscal et maintient le niveau d'endettement le plus bas du G7, et de loin. Ce sont les fondations de notre plan pour l'économie canadienne.

- ✓ **L'équilibre budgétaire nous permet de remettre plus d'argent dans les poches des familles qui travaillent fort. Et c'est ce que nous faisons. Le fardeau fiscal fédéral est à son plus bas en plus de 50 ans.**
- ✓ **L'équilibre budgétaire nous permet de maintenir un faible niveau d'endettement. Une faible dette publique veut dire qu'une moins grande part de l'argent des contribuables sert à payer les intérêts de la dette, et aide les entreprises à faire des emprunts et des investissements à faible coût.**
- ✓ **L'équilibre budgétaire nous permet**

de faire des investissements ciblés et abordables afin de protéger notre fragile économie et d'aider les familles. Ce sont les fondements de notre récente amélioration de la Prestation universelle pour la garde d'enfants, nos investissements historiques dans l'infrastructure, et les nouvelles mesures de notre plan pour les quatre prochaines années.

- ✓ **L'équilibre budgétaire nous permet de protéger des programmes essentiels comme la santé et l'éducation sans devoir faire d'importantes compressions dans les dépenses comme les gouvernements libéraux précédents.**

- ✓ **L'équilibre budgétaire assure que nous ne laissons pas une dette massive à nos enfants et petits-enfants.**

C'est pour ces raisons que notre gouvernement conservateur est si déterminé à équilibrer le budget. L'équilibre budgétaire représente les fondements de notre plan d'allégement fiscal, qui aide les familles canadiennes et protège la fragile économie du Canada.

Nous avons accusé un déficit temporaire en 2009 afin de protéger et de créer des emplois face à la pire récession économique mondiale depuis les années 1930. Cependant, dans le cadre de notre Plan d'action économique, nous avons aussi présenté un plan clair et crédible pour rétablir l'équilibre budgétaire. Et nous nous concentrons sur ce plan depuis.

Contrairement au gouvernement libéral précédent, nous continuons à augmenter les paiements de transfert aux provinces et aux territoires pour la santé et l'éducation, comme promis. Et nous maintenons un faible fardeau fiscal. Nous avons éliminé le déficit en contrôlant les dépenses gouvernementales, en éliminant le gaspillage et les chevauchements, et en nous débarrassant des programmes obsolètes ou inefficaces.

« Les Conservateurs bénéficient également d'un autre avantage, offert, mais non garanti, par le fait d'être au pouvoir : faire presque exactement ce qu'il dit qu'il va faire. Dans le budget de 2010, le Conservateurs ont présenté un plan pour équilibrer le budget en fonction de ce que rapportait le gel des dépenses de programme directes pendant cinq années de suite. Lors de la campagne électorale de 2011, les Conservateurs ont promis d'éliminer un déficit budgétaire de 33 milliards de dollars à temps pour les élections de 2015. À l'époque, je pensais qu'aucun de ces engagements n'était réaliste, mais les Conservateur ont tenu ces deux promesses. »

Stephen Gordon, professeur d'économie à l'Université Laval (5 octobre 2015).

Notre plan fonctionne. Nous sommes retournés à l'équilibre budgétaire en 2014-2015 – une année complète plus tôt que prévu. Et, selon le ministère des Finances, nous allons afficher un deuxième budget équilibré de suite cette année.

Les solides finances publiques du Canada font l'envie du reste du monde et un gouvernement conservateur réélu va assurer que ça reste ainsi.

Dépenser au-delà de nos moyens, comme les Libéraux et le NPD veulent que nous fassions, entraînerait des déficits structurels qui mineraient notre économie, causerait des hausses fiscales, des compressions de programme, et laisserait une lourde dette aux futures générations. Il suffit de regarder des pays comme la Grèce pour voir les conséquences du gaspillage et des dépenses irresponsables.

Ce n'est pas notre plan, et ce n'est pas la voie pour le Canada. Nous allons continuer à exécuter notre plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire pour l'emploi et la croissance, et nous allons rester à flot, dépensant intelligemment, selon nos moyens, et gardant nos livres équilibrés.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va équilibrer le budget chaque année au cours des quatre prochaines années, tout en maintenant un faible fardeau fiscal, en augmentant les transferts aux provinces et aux territoires pour la santé et l'éducation, et en faisant des investissements abordables pour protéger l'économie et aider les familles canadiennes.**

Nous allons faire cela en contrôlant la croissance des dépenses de programmes directes et en maintenant le gel des budgets de fonctionnement une année de plus. Ces mesures vont nous donner la marge de manœuvre financière requise pour faire les investissements abordables de notre plan et assurer que le budget reste équilibré sans que le fardeau fiscal augmente.

Notre plan repose sur les projections financières du budget de 2015 présenté en avril. Ces projections sont fondées sur les conseils d'experts indépendants et d'économistes du secteur privé de premier plan, et comprennent une réserve pour éventualités pouvant s'élever à 3 milliards de dollars par année afin de tenir compte de l'incertitude économique mondiale.

Bref, les Canadiens peuvent compter sur nous pour maintenir un budget équilibré et un faible fardeau fiscal au cours des quatre prochaines années. Nous sommes si déterminés à atteindre ces objectifs que nous allons les enchâsser dans la loi.

Notre loi sur l'équilibre budgétaire assure que le seul déficit acceptable est celui qui répond à une récession ou à des circonstances vraiment exceptionnelles. Les déficits hors de tels rares scénarios sont inacceptables.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va respecter la *Loi sur l'équilibre budgétaire* afin de maintenir le contrôle des dépenses, l'équilibre budgétaire et un faible fardeau fiscal.**

- ✓ **Nous allons aussi continuer à réduire le fardeau de la dette afin d'atteindre notre cible de ratio dette-PIB de 25 pour cent d'ici 2021. Le Canada a aujourd'hui le plus bas niveau d'endettement des pays du G7, et de loin, et nous allons nous assurer que nos enfants et petits-enfants ne sont pas obligés de payer le prix d'emprunts et de dépenses irresponsables.**

Les Canadiens savent qu'ils peuvent nous faire confiance pour que nous réduisions leur fardeau fiscal et le gardions à un bas niveau. C'est une différence majeure entre notre Parti conservateur et les Libéraux et le NPD. Ces deux partis promettent une espèce de combinaison de hausses fiscales pour les particuliers, les familles, les aînés et les petites entreprises – notamment en annulant le fractionnement du revenu et en éliminant le Compte d'épargne libre d'impôt, en tout ou en partie.

« Les déficits d'aujourd'hui sont les taxes et les impôts de demain. Ce projet de loi met une pression plus que nécessaire pour que le gouvernement fédéral équilibre son budget chaque année et prévoie même des sanctions en cas de dépôt d'un budget déficitaire. »

Dan Kelly, président, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (8 avril 2015)

Notre engagement envers l'allégement fiscal est enraciné dans notre bilan. Les Canadiens savent que nous allons faire ce que nous disons et que nous allons gérer les dollars des contribuables de façon responsable. Mais contrairement aux Libéraux et au NPD, nous sommes prêts à aller encore plus loin et à enchâsser notre plan d'allégement fiscal dans la loi.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va adopter une mesure législative interdisant l'augmentation du taux de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers et des sociétés, du taux des taxes de vente et des charges sociales discrétionnaires au cours des quatre prochaines années. Cette promesse soutient notre engagement envers l'allégement fiscal avec la rigueur de la loi.**

À RISQUE

Notre gouvernement conservateur est le seul parti qui a un plan clair pour maintenir un budget équilibré et un faible fardeau fiscal. Non seulement nous avons un bilan clair, mais nous présentons de nouvelles mesures pour assurer que le budget reste équilibré et que le fardeau fiscal continue de baisser.

Les Libéraux et le NPD proposent des plans pour accuser de gros déficits permanents, augmenter le fardeau fiscal des travailleurs, des familles et des petites entreprises, et exposer notre économie à des risques. Ils le feront en :

- **Ajoutant des milliards de dollars en nouvelles dépenses, accusant des déficits permanents et cumulant des milliards de dollars sur la dette.**
- **Abolissant notre loi sur l'équilibre budgétaire pour pouvoir accuser des déficits sans rendre de comptes aux Canadiens.**
- **Mettant d'importants programmes comme la santé et l'éducation à risque en raison de leurs dépenses imprudentes et irresponsables.**
- **Éliminant la baisse d'impôt pour les familles, qui offre un allégement fiscal pouvant s'élever à 2 000 $ pour 1,7 million de familles.**
- **Éliminant la Prestation universelle pour la garde d'enfants, qui verse près de 2 000 $ par année pour chaque enfant de moins de 6 ans et 700 $ par année pour les enfants de 6 à 17 ans. La PUGE est versée à la totalité des près de quatre millions de familles avec enfants.**
- **Éliminant le Compte d'épargne libre d'impôt, qui aide 11 millions de Canadiens à épargner sans payer d'impôt.**
- **Annulant le fractionnement du revenu de pension, qui offre à un million de couples âgés un allégement fiscal annuel de plus de 1 milliard de dollars.**

- **Augmentant les charges sociales des travailleurs et des petites entreprises. (1,000$ par années pour quelqu'un gui gagne 60 000$).**
- **Augmentant le prix de tout ce que les familles canadiennes achètent – dont l'essence, l'épicerie et le chauffage – en imposant des stratagèmes de tarification du carbone à l'économie canadienne.**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR UNE ÉCONOMIE PLUS FORTE

Pour protéger notre économie et créer des emplois, un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Fixer l'objectif de créer 1,3 million de nouveaux emplois d'ici 2020**
- ✓ **Réduire le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9 pour cent**
- ✓ **Réduire les charges sociales des petites entreprises et des travailleurs de plus de 20 pour cent**
- ✓ **Mettre en oeuvre le Partenariat transpacifique**
- ✓ **Offrir de nouveaux incitatifs aux manufacturiers pour qu'ils achètent du nouvel équipement et investissent dans les nouvelles technologies**
- ✓ **Offrir un allégement fiscal aux entreprises qui engagent des apprentis**

Alors que la majeure partie du reste du monde continue à lutter avec les effets de la récente récession financière mondiale, le Canada s'en est sorti dans une position de force relative.

Nous avons l'un des meilleurs bilans de création d'emplois du G7. En fait, depuis le creux de la récession mondiale, 1,3 million de nouveaux emplois nets – dont la plupart sont des postes à temps plein, bien rémunérés, dans le secteur privé – ont été créés. Ainsi, un plus grand nombre de Canadiens travaillent qu'avant la récession. Un plus grand nombre de Canadiens travaillent qu'à tout autre moment de l'histoire de notre pays.

Et c'est tellement plus qu'un simple chiffre. Avec chaque emploi créé, un Canadien connaît la dignité de soutenir sa famille, et une autre famille a un avenir meilleur.

Avoir un bon emploi fait la différence entre s'inquiéter pour aujourd'hui et rêver pour demain – et c'est pourquoi la création de nouveaux emplois bien rémunérés pour les Canadiens va

rester notre priorité première.

Le meilleur moyen d'assurer des emplois nouveaux et meilleurs est de créer les conditions permettant à nos entreprises dynamiques de faire ce qu'elles font le mieux. Les entreprises créent des emplois et des opportunités qui rendent notre économie plus forte, et de nouveaux produits et idées qui rendent notre vie meilleure. Ça veut dire que nous devons continuer à exécuter notre plan conservateur pour équilibrer le budget, maintenir un faible fardeau fiscal et une faible dette, ouvrir de nouveaux marchés pour les produits canadiens, faire des investissements sensés et abordables dans l'économie, et soutenir les entrepreneurs et les petites entreprises alors qu'ils embauchent du personnel et prennent de l'expansion.

Le maintien d'un budget équilibré et la réduction du fardeau fiscal des petites entreprises sont la bonne façon pour le gouvernement de protéger la fragile économie du Canada et de créer des emplois.

Les autres partis ont une vision différente. Les Libéraux et le NPD pensent qu'ils peuvent augmenter le fardeau fiscal, accuser des déficits et cumuler une lourde dette publique sans détruire des emplois. Mais il suffit de regarder ailleurs dans le monde pour voir les conséquences de ce type de programme de fardeau fiscal et de dette élevés. Il mine l'ingéniosité des petites entreprises et réduit la récompense de l'innovation et du travail assidu. Il punit la réussite et dissuade les entrepreneurs d'entrer sur le marché. Il freine la création d'emplois et, en définitive, il détruit des économies. Au Canada, ça voudrait dire qu'un plus grand nombre de Canadiens seraient sans travail et chercheraient un emploi. Les Canadiens ne peuvent tout simplement pas se permettre l'ordre du jour de hausses fiscales des Libéraux et du NPD.

La voie à suivre est claire : seul un gouvernement conservateur réélu va continuer à exécuter son plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire afin de protéger l'économie canadienne et de créer des emplois.

C'est la voie à suivre. Elle fonctionne. Et nous avons l'intention de continuer à aller de l'avant.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va tirer profit de notre bilan de création d'emplois et exécuter un plan positif pour créer 1,3 million de nouveaux emplois nets d'ici 2020.**

Maintenir un faible fardeau fiscal

Nous savons qu'un faible fardeau fiscal aide les petites entreprises à croître et à créer de nouveaux emplois bien rémunérés. Grâce à notre plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire pour l'emploi et la croissance économique, le Canada a le plus bas taux d'imposition global sur les nouveaux investissements des entreprises de toutes les principales économies avancées, et notre taux d'imposition des petites entreprises continue à baisser. Aujourd'hui, le Canada est souvent cité comme l'un des meilleurs pays du monde où faire des affaires.

Un gouvernement conservateur réélu va maintenir et améliorer ce bilan d'allégement fiscal.

- ✓ **Nous n'allons pas augmenter le fardeau fiscal des entreprises qui créent des emplois pour les Canadiens, ou celui des travailleurs canadiens. Notre loi contre les hausses d'impôts va interdire l'augmentation du taux d'imposition du revenu, des taxes de vente et des charges sociales discrétionnaires des entreprises et des travailleurs pour les quatre prochaines années.**

- ✓ **Au lieu de cela, nous allons exécuter notre plan visant à réduire le taux d'imposition des petites entreprises – que nous avons déjà réduit de 13 pour cent à 11 pour cent – de deux autres points de pourcentage, à neuf pour cent, d'ici 2019. C'est la plus forte réduction du taux d'imposition des petites entreprises en un quart de siècle.**

Les Libéraux et le NPD promettent d'augmenter les charges sociales des travailleurs et des petites entreprises de milliards de dollars. Mais nous savons que la réduction des charges sociales encourage les petites entreprises à embaucher plus de Canadiens et à leur verser de meilleurs salaires. C'est pourquoi nous travaillons si fort pour maintenir des impôts bas.

Notre bilan d'allégement fiscal est clair. Nous maintenons de faibles charges sociales et, en 2014, nous avons créé le Crédit pour l'emploi visant les petites entreprises de deux ans afin d'offrir un allégement fiscal de plus de 550 millions de dollars à 780 000 entreprises créatrices d'emplois, partout au pays.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à réduire les charges sociales. À compter de 2017, quand le gel des cotisations à l'assurance-emploi expirera, nous allons les réduire de plus de 20 pour cent – un avantage considérable pour les petites entreprises et les travailleurs canadiens. Nos petites entreprises pourront engager encore plus de travailleurs et, pour les 16 millions de travailleurs, ça représentera une augmentation salariale considérable.**

Nous sommes le seul parti – le seul à qui on peut faire confiance – pour maintenir un faible fardeau fiscal pour les petites entreprises et leurs travailleurs au cours des quatre prochaines années.

« La FCEI se réjouit de la décision du gouvernement fédéral d'alléger le fardeau des taxes et des impôts imposé aux PME maintenant que l'équilibre budgétaire est atteint. Pour les membres de la FCEI, la baisse du taux d'imposition des petites entreprises est une mesure plus efficace que des mesures trop ciblées, comme des crédits d'impôt, pour renforcer leur performance puisqu'elle permet aux entrepreneurs de choisir eux-mêmes là où ils souhaitent investir. »

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (21 avril 2015)

Ouvrir des marchés aux entreprises canadiennes

Depuis le jour où les commerçants français et britanniques ont jeté les fondations de notre économie moderne, le Canada est une nation commerçante. Le commerce est le moteur de notre économie. Il représente l'équivalent 60 pour cent de notre PIB, et un emploi canadien sur cinq. Les entreprises et les travailleurs canadiens savent que nous pouvons faire concurrence aux meilleurs du monde si les conditions sont égales. Nous savons aussi que tout va mieux quand nos produits et nos services peuvent se rendre sur les marchés mondiaux sans obstacles ou restrictions.

Pourtant, les gouvernements précédents ont laissé tomber les Canadiens quand il a fallu négocier un accès commercial pour les produits canadiens. Alors que d'autres étaient occupés à conclure des accords de libre-échange et à bénéficier d'un accès préférentiel à des marchés importants, les Libéraux n'étaient même pas à la table des négociations. Et les entreprises et les travailleurs canadiens en subissaient les conséquences.

Notre gouvernement conservateur a remédié à cette inaction et a ouvert de nouveaux marchés aux produits et services canadiens.

Quand nous sommes entrés en fonctions, le Canada avait des accords de libre-échange avec cinq pays seulement. Nous avons aujourd'hui conclu des accords avec 44 pays, représentant plus de la moitié du marché mondial, notamment des accords commerciaux historiques avec la Corée du Sud et l'Union européenne, qui a une économie de 500 millions de personnes et de 18 milliards de dollars. Ces accords donnent aux entreprises canadiennes et à leurs travailleurs un accès à plus de la moitié du marché mondial.

Cependant, il reste à faire. Il y a quelques jours, nous avons conclu l'accord de Partenariat transpacifique (PTP) avec 11 autres pays fondateurs, dont les États-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le PTP

est le plus gros accord de libre-échange de l'histoire. Il offre un meilleur accès aux biens et services canadiens à près de 800 millions de consommateurs dans les pays de la région Asie-Pacifique, à forte croissance.

C'est un bon accord pour le Canada, qui va bénéficier considérablement à notre économie et à la prospérité des Canadiens. Le PTP va protéger et créer des emplois, stimuler la croissance économique du Canada et assurer la sécurité financière des travailleurs et des entreprises dans toutes les régions du pays. Il garantit un accès préférentiel aux biens et services canadiens dans différents secteurs, dont l'agriculture et l'agroalimentaire, les poissons et fruits de mer, la foresterie, les métaux et les mines, et les produits manufacturés industriels.

✓ **Le Partenariat transpacifique est un accord historique qui va améliorer les perspectives économiques du Canada, aujourd'hui et à l'avenir. C'est pourquoi un gouvernement conservateur réélu va ratifier et mettre en oeuvre le PTP.**

Dans le cadre des négociations sur le PTP, nous avons défendu et protégé le système de gestion de l'offre du Canada, comme nous nous étions engagés à le faire. Nous avons limité l'accès à seulement trois et un quart pour cent de notre marché laitier. De plus, nous avons annoncé des programmes clés pour assurer que les secteurs soumis à la gestion de l'offre – et les communautés qui en dépendent – continuent à prospérer. Dans le but d'assurer la stabilité des agriculteurs, soumis à la gestion de l'offre, dans le cadre de la mise en application de nos accords commerciaux, nous avons créé des programmes de garantie du revenu et des quotas à long terme. De plus, nous soutenons les investissements dans les technologies de pointe pour notre secteur de la transformation et la commercialisation des produits canadiens de classe mondiale, qui sont de la meilleure qualité qui soit.

Le libre-échange fonctionne uniquement quand il est juste – ce qui se traduit par un système de redressement moderne et efficace si une entreprise canadienne est traitée injustement.

« C'est un moment passionnant pour le Canada. Nous prévoyons des gains énormes pour les agriculteurs, les transformateurs d'aliments et des entreprises de la foresterie, des mines, de l'aérospatiale, des services financiers et la technologie de l'information, entre autres industries. »

Chambre de commerce du Canada (5 octobre 2015)

« C'est un moment historique pour les centaines de milliers de Canadiens qui travaillent dans le secteur agricole et agroalimentaire, axé sur les exportations. Que vous soyez une ferme familiale qui dépend des marchés mondiaux, un transformateur ou un exportateur, ou que vous viviez dans une communauté soutenue par l'agriculture ou la transformation des aliments, l'accès amélioré aux marchés du PTP promet un avenir stable et prospère. »

Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (5 octobre 2015)

« [Le gouvernement] devrait améliorer l'alignement et la coordination, et développer une interface à guichet unique pour les entreprises. Les affaires sont influencées par les ministères des divers gouvernements. Une stratégie coordonnée pour aider les entreprises à gagner des mandats devrait être dirigée par une seule entité fédérale. Cette entité de coordination devrait aussi offrir une interface à guichet unique pour les entreprises qui recherchent une approbation et du soutien. Elle devrait mobiliser les intervenants sur divers enjeux, dont la mobilité internationale et interprovinciale de la main-d'œuvre, le développement du capital humain, l'accès aux ressources naturelles, les services frontaliers, l'intégration du transport, et le commerce et la réglementation. »

Forum sur la politique publique, Attirer des investissements et des mandats internationaux au Canada (2011)

Un gouvernement conservateur réélu va prendre des mesures pour moderniser notre système et assurer qu'il est comparable aux pratiques et aux politiques de nos principaux partenaires commerciaux. À cette fin, nous allons :

- ✓ **Demander à l'Agence des services frontaliers du Canada de mener une enquête exhaustive sur les plaintes, même dans les cas où l'examen préliminaire du Tribunal canadien du commerce extérieur est négatif.**
- ✓ **Exiger que le Tribunal canadien du commerce extérieur fasse un examen quinquennal automatique de tous cas de non-conformité, assurant que le conflit a été résolu de manière satisfaisante.**
- ✓ **Continuer à travailler avec des intervenants comme l'Association canadienne des producteurs d'acier pour assurer que le système est efficace et accessible, et créer des conditions égales pour les entreprises canadiennes.**

Le gouvernement fédéral offre une vaste gamme de programmes et de services aux entreprises qui veulent investir au Canada et aux entreprises canadiennes qui veulent offrir leurs produits et services à l'étranger. Ces initiatives favorisent les investissements et la création d'emplois au Canada, et soutiennent les entreprises canadiennes exportatrices qui cherchent de nouveaux marchés et de nouveaux clients.

Il y a toutefois place pour l'amélioration. Le système peut être complexe pour les petites entreprises. Les efforts du gouvernement pour attirer des investissements et promouvoir la création d'emplois peuvent parfois être freinés par un manque de coordination.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va créer un Bureau de promotion du commerce et des investissements, qui sera chargé de coordonner les efforts déployés par le gouvernement pour encourager les entreprises étrangères à investir au Canada, et de promouvoir les exportations canadiennes à l'étranger. Le Bureau sera un guichet unique pour attirer les investissements et les mandats de production au Canada, et pour aider les entreprises canadiennes en croissance à pénétrer de nouveaux marchés.**

Réduire la paperasserie

Les petites entreprises devraient se concentrer sur la création d'emplois, pas sur la paperasserie. C'est pourquoi notre gouvernement conservateur traite la réduction de la paperasserie bureaucratique en priorité.

Nous avons adopté la règle du « un pour un », une première mondiale, qui oblige les bureaucrates à éliminer un règlement existant avant de pouvoir en créer un nouveau. Nous prenons des mesures pour harmoniser la réglementation canadienne avec celle de nos principaux partenaires commerciaux. Et nous améliorons la façon dont nous consultons les petites entreprises sur les politiques gouvernementales.

Le résultat de toutes ces mesures est un changement de culture radical au sein du gouvernement fédéral, accordant une priorité sans précédent aux besoins des petites entreprises canadiennes. Et les avantages jusqu'à présent sont évidents : les petites entreprises dépensent aujourd'hui 32 millions de dollars de moins pour traiter les formalités administratives réglementaires. Cela représente des centaines de milliers d'heures de travail qu'elles peuvent maintenant consacrer à faire fructifier leurs affaires, au lieu de remplir des formulaires.

Mais il est toujours possible de faire plus.

Un gouvernement conservateur réélu va tirer profit de ce bilan en :

- ✓ **Lançant une nouvelle ronde nationale de consultations, demandant aux propriétaires de petites entreprises, partout au pays, de faire des commentaires sur les réformes apportées et des suggestions sur les futures mesures.**

- ✓ **Élargissant la « base du fardeau administratif », augmentant considérablement la quantité de paperasserie sujette à la règle du « un pour un ».**

- ✓ **Avec une base plus exhaustive, réduisant le fardeau global de 20 pour cent. Nous atteindrons cet objectif en maintenant les normes les plus élevées qui soient dans tous les domaines, notamment la santé et la sécurité.**

Pour atteindre cet objectif de 20 pour cent, nous allons prendre des mesures immédiates, à court terme, afin de réduire la paperasserie de façon véritable, mesurable et significative pour les Canadiens.

- ✓ **Nous allons travailler avec le Conseil canadien du commerce de détail afin de mieux harmoniser les règles canadiennes sur les sièges d'auto pour enfants avec celles des États-Unis. Cela réduira le fardeau administratif des détaillants, tout en leur permettant d'offrir plus de choix et de meilleurs prix aux parents de jeunes enfants.**

- ✓ **De plus, nous allons rendre la vie plus facile aux 1,2 million de Canadiens qui réclament des frais de bureau à domicile, dont 80 pour cent sont des travailleurs autonomes. Toute personne faisant une réclamation une fois pourra utiliser les mêmes estimations de coûts, ajustées en fonction de l'inflation, les années suivantes.**

« [Nous] pouvons être fiers que le Canada soit maintenant le premier pays du monde à exiger que pour tout nouveau règlement mis en place, un fardeau équivalent doit être supprimé. »

Laura Jones, vice-présidente exécutive, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (24 avril 2015)

Stratégie pour le secteur manufacturier

Dans un monde en évolution rapide, une chose ne change pas : le secteur manufacturier du Canada est absolument essentiel à notre économie en croissance. Il représente environ 11 pour cent de notre PIB et 61 pour cent de nos exportations, et offre de bons emplois sûrs à près de 1,7 million de Canadiens, partout au pays. Indirectement, il emploie des millions d'autres travailleurs. Les entreprises manufacturières versent 1,85 milliard de dollars par semaine en salaires, partout au pays.

Cependant, ce qui change est la nature du travail. Il devient plus spécialisé, et la compétitivité mondiale est plus forte.

Le chef libéral Justin Trudeau soutient que le secteur manufacturier est chose du passé, qu'il est temps pour le Canada de « s'éloigner du secteur manufacturier ». Notre gouvernement conservateur n'est pas d'accord. La fabrication joue un rôle clé dans l'économie canadienne depuis avant la Confédération – et, avec le bon plan, elle va continuer à soutenir des emplois de qualité bien rémunérés et une activité économique, partout au pays. Notre gouvernement conservateur a un plan positif pour soutenir notre secteur manufacturier. Nous :

- ✓ **Réduisons le fardeau fiscal pour qu'il soit plus facile pour les manufacturiers d'investir dans la technologie et l'équipement de pointe.**
- ✓ **Aidons les Canadiens à acquérir les compétences et à recevoir la formation dont ils ont besoin pour profiter des nouvelles possibilités dans le secteur manufacturier.**

- ✓ **Ouvrons de nouveaux marchés aux manufacturiers pour qu'ils trouvent de nouveaux clients et vendent leurs produits.**

- ✓ **Faisons des investissements stratégiques pour encourager la recherche et le développement, et la création de nouveaux produits et technologies.**

Voilà ce qu'est notre stratégie pour le secteur manufacturier. Et elle fonctionne. Les salaires dans le secteur ont augmenté de près de 20 pour cent depuis que nous sommes au pouvoir. Cependant, il est possible de faire plus pour soutenir ce que l'association Manufacturiers et Exportateurs du Canada appelle notre « renaissance manufacturière ».

Les manufacturiers doivent investir dans de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement pour rester concurrentiels au palier mondial, intensifier leurs activités et créer des emplois de qualité. Pour les y aider, nous réduisons régulièrement les impôts sur ces investissements.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va exécuter notre plan décennal de réduction du fardeau fiscal des manufacturiers canadiens qui acquièrent la machinerie et l'équipement dont ils ont besoin pour réussir.**

Le Canada attire des investissements dans la fabrication de qualité à valeur ajoutée. Cependant, nous pouvons faire plus pour stimuler la fabrication de pointe, partout au pays.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va soutenir un nouveau Centre de fabrication avancée, en partenariat avec les employeurs, nos collèges et nos universités, et d'autres intervenants pour encourager le développement de nouveaux produits et technologies de pointe. Ce nouveau centre, qui sera situé dans le Sud-Ouest de l'Ontario, sera un catalyseur d'investissements et d'emplois de qualité, à valeur ajoutée, dans le secteur manufacturier.**

« Ces dernières années, le gouvernement fédéral a présenté un certain nombre de mesures fiscales qui apportent déjà une contribution constructive à l'investissement des entreprises, à l'innovation et à la croissance de l'emploi. Les réductions du taux d'imposition des sociétés, le prolongement de l'amortissement sur deux ans des machines et du matériel de fabrication et de transformation, l'élimination des droits d'importation sur les matériaux et le matériel utilisés dans la fabrication, et la signature d'accords internationaux sur le commerce établiront un cadre propice à la croissance à venir. »

Jay Myers, président, Manufacturiers et Exportateurs du Canada (août 2014)

« Ce nouveau fonds correspond exactement à ce que nous demandions. Nous pensons qu'une démonstration de technologie est importante parce qu'elle améliorerait la capacité des principaux manufacturiers du Canada d'assurer de nouveaux investissements dans des mandats de R&D industrielle majeurs, renforcerait notre base technologique dans la fabrication de pointe, et offrirait de nouvelles possibilités sur des chaînes d'approvisionnement de haute technologie aux petites et moyennes entreprises dans tout le secteur manufacturier canadien. »

Jay Myers, président, Manufacturiers et Exportateurs du Canada (20 septembre 2015)

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va créer un Fonds de démonstration des technologies de fabrication de 100 millions de dollars afin de soutenir les gros projets de fabrication de pointe au stade du développement et précommercial. Ce fonds reposera sur les investissements existants majeurs que nous faisons dans la science et la technologie pour faire du Canada un leader mondial des nouvelles technologies de fabrication.**

- ✓ **Nous allons également renouveler le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile pour dix ans, à compter de 2018-2019, avec un financement de base de 100 millions de dollars par année. Cela aidera à créer un cadre stable et prévisible pour les nouveaux investissements dans le secteur.**

- ✓ **De plus, nous allons modifier les paramètres du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile dans l'immédiat pour que le matériel soit une dépense admissible et pour offrir des subventions au lieu de prêts remboursables pour les investissements dans des installations nouvelles et les investissements dans installations existantes afin de garantir un réinvestissement, et une présence et une exploitation continues.**

Nous croyons toujours que l'expression « Fabriqué au Canada » se traduit bien dans le monde entier : des produits de qualité fabriqués par des travailleurs hautement qualifiés, et qu'elle donne l'assurance que ces produits sont les meilleurs qui soient. Et sous notre gouverne, le Canada ne va jamais tourner le dos à cet héritage d'excellence.

Formation de la main-d'œuvre pour des emplois nouveaux et meilleurs

Le programme de notre gouvernement conservateur consacre des ressources importantes pour soutenir les Canadiens qui cherchent à améliorer leurs compétences en vue d'un nouvel emploi, à apprendre un métier spécialisé ou à faire reconnaître leurs titres de compétence étrangers. Les bonnes compétences représentent souvent la clé pour trouver un nouvel emploi ou pour obtenir une augmentation de salaire.

Dans le cadre de ce programme, notre gouvernement accorde toujours la priorité au soutien des programmes d'apprentissage et des Canadiens qui travaillent dans les métiers spécialisés. Il s'agit de personnes qui construisent, à proprement parler, notre grand pays et, selon une estimation, le Canada aura besoin d'un million de travailleurs qualifiés de plus d'ici 2020.

Le Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis est l'une des mesures que nous avons prises pour aider les jeunes Canadiens à entreprendre une carrière dans les métiers spécialisés. Ce crédit connaît un succès retentissant alors que le nombre d'entreprises qui ont recours à ce crédit d'impôt a été multiplié par six – il est passé d'environ 2 000 à presque 12 000, employant près de 68 000 apprentis.

Pour bâtir sur cette réussite, et pour encourager davantage les employeurs à créer plus d'emplois pour la prochaine génération de travailleurs qualifiés, un gouvernement conservateur réélu prendra de nouvelles mesures pour soutenir les gens qui veulent se diriger vers les métiers spécialisés et pour aider les Canadiens qui désirent actualiser leurs compétences en vue d'un nouvel emploi ou d'un emploi mieux rémunéré. Par exemple, nous allons :

- ✓ **Améliorer et prolonger le Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis – augmenter le montant que les employeurs peuvent demander à 2 500 $ et accorder le crédit durant les troisième et quatrième années des programmes d'apprentissage.**
- ✓ **Créer un nouveau Programme d'expérience pour l'emploi dans les métiers spécialisés afin d'aider jusqu'à 2 000 jeunes Canadiens à acquérir une précieuse expérience de travail dans les métiers spécialisés.**
- ✓ **Travailler avec les provinces et les territoires, les employeurs et les établissements postsecondaires intéressés afin d'élaborer des programmes qui répondent mieux aux besoins des employeurs et du marché.**
- ✓ **Mettre en œuvre les Prêts canadiens aux apprentis pour aider les gens qui aspirent à intégrer les métiers spécialisés à obtenir la formation dont ils ont besoin.**
- ✓ **Continuer à appuyer les programmes de formation professionnelle comme la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones et le Fonds pour les compétences et les partenariats, pour aider les Premières Nations à participer pleinement à l'économie et à trouver des emplois de qualité bien rémunérés.**
- ✓ **Continuer à soutenir des programmes comme le Fonds d'intégration et le Fonds pour l'accessibilité afin d'aider les Canadiens handicapés à participer au marché du travail.**

Le Canada est un exemple de liberté et de prospérité pour le monde entier, et il attire de nombreux immigrants chaque année en quête d'un meilleur endroit pour élever leur famille et réaliser leurs rêves.

Cependant, trop souvent, ces immigrants sont confrontés à des obstacles quand ils veulent poursuivre leur carrière au Canada en raison de la difficulté à faire reconnaître leurs qualifications professionnelles, une situation qui les entraîne à être sous-employés et incapables de maximiser leur

« Nous appuyons entièrement l'objectif du prêt canadien aux apprentis, qui est d'aider davantage d'apprentis à terminer leur apprentissage et à devenir des ouvriers qualifiés. Le gouvernement du Canada a reconnu le fardeau financier que doivent assumer les apprentis lorsqu'ils retournent aux études tout en continuant de faire face à leurs obligations financières mensuelles. Les mesures de soutien telles que le prêt canadien aux apprentis aident à atténuer cette pression constante. »

Nobina Robinson, PDG, Polytechnics Canada (20 mars 2015)

« La [Subvention canadienne pour l'emploi] permettra aux employeurs de tenir les rênes et veillera à ce que les budgets de formation soient consacrés à de véritables emplois. »

Progressive Contractors Association of Canada

propre potentiel et leur contribution à notre pays. En fait, ce problème coûte à l'économie canadienne environ 2 milliards de dollars par année.

Notre gouvernement travaille fort pour aider les nouveaux Canadiens dans cette situation. En 2011, nous avons lancé un programme pilote qui accordait des prêts pour soutenir les nouveaux Canadiens qui avaient besoin d'aide durant la période de formation et d'obtention de permis nécessaires à la reconnaissance de leurs titres de compétences étrangers au Canada. Il a connu un grand succès – nous avons accordé 2 000 prêts partout au pays, et nous avons récupéré plus de 99 pour cent de la somme prêtée. Aussi, dans le Plan d'action économique de 2015, nous avons rendu ce programme permanent.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu bâtira sur cette réussite en doublant la taille du programme et en se donnant pour objectif de verser jusqu'à 20 000 prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers.**

- ✓ **Nous allons également travailler avec les provinces et les territoires, par l'intermédiaire du Cadre pancanadien d'évaluation et de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger, en vue de faire passer les délais de service d'une année à 60 jours en ce qui concerne les décisions d'accréditation touchant les groupes professionnels recherchés, ciblés par le Cadre.**

La Subvention canadienne pour l'emploi est la réforme la plus importante du programme fédéral de formation de la main-d'œuvre depuis des décennies. La nouvelle Subvention canadienne pour l'emploi aide les employeurs à former des employés nouveaux ou existants pour pourvoir des postes vacants. Elle offre des subventions fédérales allant jusqu'à 10 000 $ par employé pour l'actualisation des compétences à condition que la formation soit liée à un emploi nouveau ou meilleur. Le programme porte fruits. Près de 50 000 subventions ont été accordées jusqu'à maintenant.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir la Subvention canadienne pour l'emploi et envisager des moyens de se baser sur ses réussites pour les transférer à d'autres programmes de formation de la main d'œuvre.**

Notre système d'immigration de calibre mondial

Le Canada est un pays accueillant qui attire nombre des meilleurs talents du monde, à la recherche de liberté et de possibilités, tout en maintenant notre tradition de réunification des familles et de protection des réfugiés. Notre gouvernement conservateur maintient l'immigration à des niveaux historiquement élevés, attirant de nouveaux arrivants qui ont les compétences et l'expérience dont notre économie a besoin. Depuis 2006, nous avons accueilli plus de 2,5 millions de nouveaux résidents permanents, dont 240 000 réfugiés, et accordé la citoyenneté à 1,6 million de nouveaux Canadiens.

Pour assurer que les nouveaux arrivants réussissent tout en contribuant à la croissance de l'économie canadienne, le gouvernement conservateur apporte d'importantes réformes, dont :

- ✓ **Passer à un système d'immigration rapide et flexible où la priorité consiste à répondre aux besoins du marché du travail canadien.**
- ✓ **Créer la catégorie de l'expérience canadienne, qui invite les étudiants étrangers qui ont obtenu un diplôme dans les collèges et les universités canadiens à rester et à obtenir la résidence permanente.**
- ✓ **Améliorer considérablement la répartition géographique des immigrants partout au Canada, notamment en multipliant par dix le Programme des candidats des provinces.**
- ✓ **Éliminer l'arriéré considérable créé par des gouvernements libéraux précédents, qui laissaient les gens voulant s'établir au Canada attendre pendant des années.**

- ✓ **Établir un nouveau système de déclaration d'intérêt qui passe d'un traitement passif des demandes à un traitement accéléré pour les demandeurs qui ont une offre d'emploi ou des compétences recherchées.**
- ✓ **Réformer le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour éviter les abus et assurer que les Canadiens sont toujours les premiers à décrocher les emplois offerts.**
- ✓ **Augmenter le taux de réunification des familles de 10 pour cent, tout en créant le nouveau et populaire Super visa pour parents et grands-parents, un visa pour entrées multiples de dix ans.**
- ✓ **Réduire de moitié les droits exigés pour l'établissement imposés par les Libéraux, permettant aux nouveaux venus d'économiser des centaines de millions de dollars.**
- ✓ **Tripler les services d'établissement, par exemple des cours de langues et de techniques de recherche d'emploi gratuits.**
- ✓ **Offrir des services d'orientation avant l'arrivée gratuits à des immigrants économiques choisis, les aidant à faire reconnaître leurs titres de compétences étrangers et à trouver du travail avant d'arriver au Canada.**

Alors que notre gouvernement accueille un nombre record de nouveaux venus, nous renforçons l'intégrité de notre système d'immigration, ciblant ceux qui abuseraient de la générosité du Canada en :

- ✓ **Adoptant la *Loi sévissant contre les consultants véreux* et désignant un nouvel organisme de réglementation plus sévère des consultants en immigration.**
- ✓ **Luttant contre la fraude de l'immigration par le mariage par une exigence de résidence de deux ans, ce qui permet de réduire considérablement les mariages de convenance.**

« Nous félicitons le ministre Kenney et le gouvernement d'avoir apporté des modifications à nos politiques et programmes d'immigration de façon à favoriser la croissance économique en tenant compte de nos besoins en travailleurs de métiers spécialisés. »

Chambre de commerce du Canada (11 décembre 2012)

- ✓ **Réformant le régime de l'asile pour assurer que les demandeurs d'asile légitimes sont protégés et que les faux demandeurs sont refusés, un traitement qui nécessite quelques mois, et non plus des années. Cela a permis de réduire considérablement le nombre de demandes d'asile infondées au Canada.**

- ✓ **Luttant efficacement contre la traite de personnes par l'adoption de la *Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada*, qui aide à empêcher les dangereux passeurs de clandestins par bateau de cibler le Canada.**

- ✓ **Améliorant considérablement les vérifications de sécurité par l'adoption d'un système de visas biométriques, des autorisations de voyage électronique pour ceux qui n'ont pas besoin de visa, un système de données sur les entrées et les sorties, et la *Loi accélérant le renvoi des criminels étrangers*.**

Ces politiques aident à transformer le système d'immigration du Canada, à soutenir l'économie canadienne et à offrir plus de possibilités aux nouveaux Canadiens .

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à rendre le système d'immigration plus rapide, plus flexible et plus à l'écoute des besoins de l'économie canadienne.**

- ✓ **Nous allons demeurer un chef de file mondial de la protection des réfugiés.**

- ✓ **Nous allons augmenter le nombre de demandes au titre du Programme de parrainage des parents et grands-parents, alors que l'arriéré et les délais de traitement continuent à baisser.**

Stimuler l'innovation et la recherche et le développement

Le marché est dynamique. Les entreprises canadiennes prennent de l'expansion et réussissent en devançant la concurrence. Cela veut dire adopter de nouvelles technologies et concevoir de nouveaux produits, services et procédés. Pour devancer la concurrence, il ne faut jamais être complaisants et toujours innover.

Notre gouvernement conservateur aide les entreprises canadiennes à investir et à croître par un allégement fiscal ciblé, un nouveau financement pour développer des produits et des procédés, et des partenariats avec des universités, des collèges et des écoles polytechniques afin de tester les nouvelles idées et d'en faire les prochaines grandes réussites technologiques.

Un gouvernement conservateur réélu va continuer à aider les entreprises canadiennes à adopter des technologies avancées et à réaliser des activités de recherche et développement en :

- ✓ **Mettant en oeuvre le Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile de 100 millions de dollars afin de soutenir le développement de produits et la démonstration de technologies par les fournisseurs de pièces canadiens.**
- ✓ **Mettant en oeuvre le Fonds pour la fabrication de pointe de 200 millions de dollars afin de soutenir les méthodes de production et les produits nouveaux et innovateurs en Ontario.**
- ✓ **Travaillant avec le secteur de l'aérospatiale canadien de classe mondiale pour concevoir une initiative de fournisseur national afin d'assurer que ce secteur reste un leader mondial en matière de technologies et une source majeure d'emplois de qualité.**

- ✓ **Continuant à participer à la Station spatiale internationale, ce qui va créer de nouvelles possibilités pour l'industrie spatiale canadienne – et en intensifiant le soutien au secteur des télécommunications satellites par l'intermédiaire de son partenariat avec l'Agence spatiale européenne.**

- ✓ **Offrant un soutien continu à la transformation du Conseil national de recherches du Canada afin de mieux répondre aux besoins des entreprises canadiennes en matière de recherche et de développement. Cela comprend un soutien continu au Programme d'aide à la recherche industrielle, qui aide les petites et moyennes entreprises à financer des initiatives de recherche.**

- ✓ **Améliorant notre soutien à l'Institut national d'optique de Québec pour qu'il reste un chef de file de la recherche optique et photonique axée sur les affaires.**

Nous allons également continuer à soutenir la recherche et le développement dans les universités, les collèges et les écoles polytechniques du Canada. Notre gouvernement investit plus de 13 milliards de dollars dans la science, la technologie et l'innovation depuis 2006. Et le Canada est régulièrement en tête du G7 en ce qui a trait aux dépenses en recherche et développement dans l'éducation supérieure en tant que part du PIB.

Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir la recherche postsecondaire de base et appliquée en :

- ✓ **Mettant en oeuvre le Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada, de 1,5 milliard de dollars, afin de soutenir des projets de recherche de classe mondiale qui créent des avantages économiques à long terme pour le Canada.**

- ✓ **Continuant à soutenir la Fondation canadienne pour l'innovation afin de financer l'infrastructure de recherche dans les universités, les collèges et les écoles polytechniques. Nous allons allouer 1,33 milliard de dollars sur six ans, à compter de 2017-2018, pour soutenir les travaux continus de la Fondation.**

« [L'Association] applaudit l'annonce faite dans le budget fédéral aujourd'hui sur un Programme d'innovation pour les fournisseurs du secteur de l'automobile. Un programme qui comble l'écart critique de soutien pour le développement de produits industriels entre la recherche fondamentale dans les universités et des produits pleinement commercialisés est une mesure bienvenue. »

Association canadienne des constructeurs de véhicules (21 avril 2015)

« Cette initiative nationale de la chaîne d'approvisionnement aura d'importantes répercussions à long terme sur la capacité de l'industrie à faire croître les entreprises qui la composent et à s'intégrer plus rapidement que par le passé à cette chaîne d'approvisionnement. Ce sont là d'excellentes nouvelles pour les sociétés canadiennes, pour leurs employés et pour notre économie. »

Association des industries aérospatiales du Canada (21 avril 2015)

« C'est un moment crucial pour l'excellence en recherche et l'innovation au Canada. La création d'un ambitieux nouveau fonds de recherche en excellence, avec l'engagement à améliorer le financement de la recherche de découvertes par l'intermédiaire des conseils subventionnaires fédéraux, est un investissement catalyseur. Cela montre que le gouvernement adopte une approche stratégique pour créer une prospérité au Canada. »

Association des universités et collèges du Canada (11 février 2014)

« Il s'agit d'un point tournant en matière d'excellence en recherche et d'innovation au Canada. La création d'un ambitieux fonds d'excellence en recherche, jumelée à un engagement à accroître le financement de la recherche fondamentale axée sur la découverte accordé par l'entremise des organismes subventionnaires fédéraux, représente un investissement catalyseur. Cela montre que le gouvernement adopte une approche stratégique pour créer une prospérité au Canada. »

Association des universités et collèges du Canada (11 février 2014)

« L'investissement de 1,33 milliard de dollars du gouvernement fédéral dans la Fondation canadienne pour l'innovation – le plus gros investissement ponctuel jamais fait dans l'infrastructure – va permettre aux universités d'attirer les meilleurs talents et de faire de la recherche de pointe qui transforme des vies et répond aux objectifs stratégiques de réussite du Canada. »

Conseil des universités de l'Ontario (21 avril 2015)

✓ **Investir dans le soutien continu au Conseil de recherches en sciences humaines, aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.**

Créer des débouchés pour les agriculteurs canadiens

Il n'est pas exagéré d'affirmer que la ferme familiale représente les fondations du Canada que nous aimons aujourd'hui. Les produits ont évolué, les marchés ont changé et la technologie a progressé, mais certaines choses demeurent les mêmes : avant le lever du jour jusqu'à bien après la tombée de la nuit, les agriculteurs de partout au pays s'emploient avec acharnement à nourrir les Canadiens. Leurs tâches sont difficiles et risquées sur le plan financier, mais absolument essentielles pour les Canadiens.

Elles sont également cruciales pour notre économie. Les secteurs agricole et agroalimentaire comptent pour plus de 100 milliards de dollars en activité économique chaque année et emploient plus de deux millions de Canadiens. L'importance de l'agriculture pour notre intérêt national ne peut être surestimée. Le soutien de notre gouvernement conservateur aux agriculteurs est inébranlable.

Une part importante de notre soutien au secteur est axée sur l'innovation et la science des cultures. Notre gouvernement appuie continuellement la recherche stratégique menée par l'industrie en lien avec les technologies, les procédés, les pratiques et les services agricoles, et leur développement – une recherche qui stimule la croissance et crée des emplois et des possibilités dans l'industrie en la rendant plus durable et plus concurrentielle à l'échelle mondiale.

Les projets que nous soutenons sont aussi diversifiés que l'industrie elle-même. Le programme Agri-innovation, par exemple, est utilisé pour développer des outils de lutte antiparasitaire dans l'industrie du bleuet, pour trouver de nouvelles façons novatrices en vue de transformer des produits alimentaires en produits à valeur ajoutée respectueux de l'environnement, et pour accroître la

compétitivité de notre industrie de transformation des aliments, tout en rendant nos aliments meilleurs, plus sains et plus sûrs.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va augmenter de 100 millions de dollars sur trois ans le financement du programme Agri-innovation et placer les projets sous la direction d'universités et de collèges admissibles au financement.**

Nos agriculteurs et leurs produits peuvent rivaliser avec les meilleurs du monde. Notre gouvernement les aide à pénétrer des marchés mondiaux et à trouver de nouveaux clients. Nous avons établi le Secrétariat de l'accès aux marchés en 2009 à titre de guichet unique pour aider les agriculteurs canadiens en répondant à leurs questions liées au commerce. Nous avons engagé des délégués commerciaux spécialisés en agriculture. De plus, nous cofinançons des activités de marketing avec l'industrie afin d'améliorer la présence agricole du Canada sur les marchés prioritaires.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va accroître le soutien au programme Agri-marketing pour aider à promouvoir les produits agricoles et agroalimentaires canadiens dans le monde entier, en s'appuyant sur notre réputation internationale d'excellence et en augmentant la visibilité de l'image de marque du Canada sur des marchés importants.**

- ✓ **Nous allons également continuer à élargir les activités du Secrétariat de l'accès aux marchés afin qu'il aide les agriculteurs canadiens à se diversifier sur de nouveaux marchés.**

- ✓ **Alors que nous ouvrons de nouveaux marchés pour les produits agricoles, nous continuons à défendre les agriculteurs et les industries du Canada en protégeant notre système de gestion de l'offre dans toutes les instances et les négociations commerciales internationales.**

« Cette mesure démontre que le gouvernement est à l'écoute des préoccupations des agriculteurs. Elle reflète son engagement constant à régler les problèmes de services du système de transport ferroviaire au Canada et nous rapproche de la résolution du défi logistique complexe auquel nous sommes confrontés en matière de transport des grains. »

Canadian Canola Growers Association (30 mai 2014)

« Le solide soutien du gouvernement fédéral à l'ouverture de nouveaux marchés et au maintien de l'accès va beaucoup aider le secteur du soja. Alors que la culture et la production de soja augmentent au Canada, ce partenariat avec le gouvernement du Canada va aider à garantir de nouveaux marchés et contribuer à la croissance économique du secteur »

Jim Everson, directeur exécutif, Soy Canada (25 juin 2015)

Nous comprenons que l'accès au marché nécessite également un système de transport robuste avec des règles et des responsabilités équitables. Notre gouvernement a adopté en mai 2014 la *Loi sur le transport ferroviaire équitable pour les producteurs de grains* afin d'offrir aux agriculteurs et aux expéditeurs plus de certitude et de meilleures normes de services en matière de volumes de grain.

Nous avons également lancé un examen plus vaste de notre système de transport afin de déterminer quels changements politiques devraient être faits pour régler les questions clés du secteur des transports, notamment en assurant que les chaînes d'approvisionnement du Canada ont la capacité, la souplesse et la résilience requises pour répondre aux demandes futures. Le comité d'examen, dirigé par l'honorable David Emerson, formulera des recommandations au gouvernement plus tard cette année.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu prendra des mesures afin d'améliorer le réseau de transport du Canada et de soutenir l'accès aux marchés pour les agriculteurs canadiens, conformément aux recommandations de l'examen sur les transports.**

Promouvoir les pêches du Canada

La pêche commerciale est un pilier de l'économie canadienne depuis le 16e siècle.

Aujourd'hui, la pêche commerciale du Canada emploie directement et indirectement environ 80 000 Canadiens et exporte environ 5 milliards de dollars de poissons et fruits de mer, chaque année.

Notre gouvernement a un bilan solide en matière de soutien aux Canadiens qui gagnent leur vie sur l'eau et il s'engage à assurer la réussite continue de cette industrie et la prospérité des Canadiens qu'elle emploie. Voici quelques-unes de nos réalisations :

- ✓ **Nous avons pris de nouvelles mesures contre les pêcheurs qui ne respectent pas la politique Préserver l'indépendance de la flottille de pêche côtière dans l'Atlantique canadien.**
- ✓ **L'entretien et les mises à niveau continus de ports pour petits bateaux au Canada – notamment plus de 250 projets d'améliorations portuaires pour petits bateaux prévus au cours des deux prochaines années.**
- ✓ **L'établissement et l'expansion du Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives pour conserver et protéger les pêches récréatives au Canada. Le programme a financé près de 300 projets de conservation partout au pays à ce jour.**
- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à se fonder sur ces initiatives en mettant l'accent sur la science, la conservation d'aires maritimes et la promotion de produits canadiens sur les nouveaux marchés, notamment grâce au Partenariat transpacifique.**

Le principal produit de pêche commerciale au Canada est le homard , avec des exportations qui génèrent plus d'un milliard de dollars par année. Il soutient les familles de pêcheurs depuis plus d'un siècle et joue un rôle important dans les économies des collectivités côtières du Canada atlantique et du Québec.

Notre gouvernement a vu les moments forts et les périodes difficiles de la pêche au homard, et a investi des sommes considérables dans l'initiative pour l'industrie du homard du Fonds d'adaptation des collectivités et dans le Programme des mesures transitoires à court terme pour aider l'industrie à traverser la récession mondiale. De plus, le programme de mesures de durabilité pour l'industrie du homard de l'Atlantique offre un appui à la restructuration et à la rationalisation, et aux programmes de conservation et d'intendance pour soutenir la viabilité à long terme de l'industrie.

Nous allons poursuivre ces efforts.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va financer une nouvelle initiative d'image de marque pour le homard en coopération avec le Conseil canadien du homard. Cette mesure permettra de soutenir le travail du Conseil à la promotion de l'image de marque du homard du Canada, tant au pays que sur les marchés d'exportation partout dans le monde. Nous allons également explorer de nouveaux marchés pour le homard canadien.**

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va également travailler en collaboration avec les provinces et le Centre scientifique du homard du Collège vétérinaire de l'Atlantique de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard pour poursuivre la recherche dans le domaine de la biomasse, afin d'obtenir de l'information précieuse qui éclairera les décisions politiques sur la pêche au homard durant les années à venir.**

« Les actions posées grâce au Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives nous permettent de mettre en place des mesures correctives nécessaires au rétablissement et à la réhabilitation des habitats du poisson afin de favoriser les pêches récréatives et restaurer des habitats du poisson dégradés. »

Regroupement des gestionnaires des ZEC de la Capitale-Nationale (3 mars 2015)

« La pêche au homard de l'Atlantique est le pilier de notre industrie. Cette année, nous allons investir près de 5 millions de dollars pour percer de nouveaux marchés en Europe et en Asie, améliorer nos procédés et moderniser notre infrastructure. Le Premier ministre reconnaît nos investissements et notre engagement dans cette industrie en assurant que le gouvernement fédéral fait des investissements et a un egagement similaires. »

Louisbourg Seafoods Limited (10 septembre 2015)

✓ **Nous allons également soutenir la pêche au saumon de l'Atlantique en confrontant le Groenland au sujet du problème de surpêche des stocks de saumon de l'Atlantique du Canada et augmenter les prises de bar rayé pour améliorer la survie de jeunes saumons de l'Atlantique à la suite de la présentation d'une prochaine étude scientifique du MPO.**

Notre industrie de la chasse au phoque est d'une importance capitale pour de nombreuses communautés côtières, en particulier chez les peuples autochtones du Canada.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à chercher des marchés nouveaux et élargis pour ces produits, notamment par l'établissement d'un système de certification pour démontrer que les produits résultant de la chasse autochtone satisfont aux normes de l'Union européenne.**

Dans le cadre de la fin des négociations sur l'Accord de libre-échange Canada-UE, nous nous sommes engagés à travailler avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour soutenir les personnes touchées par l'élimination des exigences minimales de transformation (EMT) dans le secteur des pêches.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à travailler avec la province pour offrir une indemnisation pour les pertes découlant de l'élimination progressive de ces exigences. Nous avons mis de côté, à cette fin, 280 millions de dollars (93 millions de dollars par année sur 3 ans), qui seront bonifiés par la province dans une proportion de 70:30. Dans le cas où il ne s'entendrait pas avec la province pour offrir un programme d'indemnisation conjoint, nous allons indemniser les travailleurs qui auront été directement touchés par l'élimination progressive des EMT.**

Soutenir le secteur de la foresterie canadienne et sa main-d'œuvre

Nos immenses forêts font partie des caractéristiques qui nous définissent le plus en tant que pays, et l'industrie forestière était déjà une source de prospérité pour le Canada avant la Confédération. Aujourd'hui, cette industrie soutient plus de 200 000 familles canadiennes et ajoute 20 milliards de dollars à notre PIB national.

Et nous sommes fiers de dire que notre industrie forestière établit la norme de référence en ce qui concerne la gestion forestière écologique. Plus de 160 millions d'hectares de forêt canadienne sont administrés par des entreprises dont les pratiques de gestion progressistes et durables leur ont valu d'être certifiées par des organismes indépendants. En fait, près de la moitié de toutes les forêts du monde administrées à ce niveau d'excellence sont situées au Canada, un nombre quatre fois supérieur à celui de notre concurrent le plus proche.

Et la chose ne passe pas inaperçue. Une enquête menée en 2014 par des acheteurs internationaux de bois et de produits du bois a révélé que l'industrie forestière canadienne a la meilleure réputation au monde en matière d'environnement.

Il reste que certains groupes continuent de véhiculer des faussetés auprès des clients de notre industrie au sujet des pratiques forestières canadiennes, sabotant ainsi les entreprises et nuisant aux vaillants travailleurs qui sont fiers de leur industrie. Des scieries ont fermé et des Canadiens ont perdu leur emploi à cause de ces fermetures.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va aider l'industrie forestière canadienne à contre-attaquer en créant un fonds où seront versés des montants équivalents aux contributions du secteur privé pour promouvoir les produits forestiers canadiens et nos pratiques de gestion durables, et pour contrer ceux qui mènent des campagnes de désinformation.**

Ce nouvel engagement repose sur d'autres mesures que nous allons prendre pour aider à soutenir l'industrie forestière canadienne et ses travailleurs :

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va rester à l'affût d'occasions commerciales non exploitées pour étendre et diversifier notre marché des exportations ici en Amérique du Nord et partout au monde. Notamment, nous allons renégocier un accord pour permettre l'entrée de nos exportations de bois d'œuvre sur le marché des États-Unis.**

- ✓ **Nous allons continuer à encourager la croissance et la modernisation de l'industrie dans le cadre du Programme d'innovation forestière, lequel soutient la recherche et le développement.**

- ✓ **Et nous allons continuer à investir dans le Programme de transformation de l'industrie forestière, lequel appuie le développement de nouvelles technologies pour rendre notre industrie forestière plus efficace et plus respectueuse de l'environnement.**

« En présentant cette mesure budgétaire, le gouvernement du Canada reconnaît la contribution majeure de l'industrie forestière à l'économie nationale. Forte de 216 500 emplois directs, dont quelque 60 000 au Québec, l'industrie contribue à hauteur de près de 21 milliards de dollars par année au PIB du Canada. »

Conseil de l'industrie forestière du Québec (21 avril 2015)

Développer de nouvelles possibilités minières

Le Canada est un chef de file mondial dans le secteur minier. Depuis l'exploitation des mines d'or au Yukon à celles du fer au Labrador, ces activités permettent à l'industrie minière de fournir à près de 400 000 Canadiens des emplois qui, pour la plupart, sont parmi les mieux payés au Canada. Il s'agit du secteur d'activités principal de quelque 150 collectivités rurales et nordiques canadiennes, un secteur qui emploie le plus grand nombre proportionnellement d'Autochtones, toutes industries confondues.

Nous sommes toujours fermement déterminés à assurer que ce secteur vital demeure une source d'emplois et de perspectives d'avenir pour les générations futures de Canadiens.

Le Crédit d'impôt pour l'exploration minière aide les petites sociétés minières à réunir plus de 5,5 milliards de dollars aux fins d'exploration depuis 2006. Pendant la seule année 2013, plus de 250 sociétés ont utilisé ce crédit pour obtenir des fonds de 19 000 investisseurs particuliers.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va prolonger de trois ans le Crédit d'impôt pour l'exploration minière afin de soutenir d'autres projets d'exploration minière et d'autres investissements.**

Entretemps, la mise en œuvre de centaines de nouveaux projets miniers dans ce vaste et merveilleux pays, comme le Cercle de feu du nord de l'Ontario et le Plan Nord au Québec, est hypothéquée par les coûts élevés liés au fait de travailler loin des axes routiers et des centres d'approvisionnement.

Bon nombre de ces projets, s'ils étaient mis en œuvre, pourraient changer la donne économique pour les Canadiens qui vivent dans les régions avoisinantes.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va soutenir le développement économique dans ces collectivités en créant un crédit d'impôt bonifié en matière d'exploration minière pour les projets menés en régions nordiques et éloignées.**

Ces nouveaux engagements reposent sur notre plan existant pour soutenir l'industrie minière du Canada.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir les emplois et la croissance dans l'industrie minière en allant de l'avant avec son plan d'investissements accrus dans l'Initiative géoscientifique ciblée afin de promouvoir l'exploration minière par le secteur privé.**

- ✓ **Nous allons également élargir la gamme de coûts admissibles en vertu de la politique des Frais d'exploration au Canada pour que soient incluses les études environnementales et les consultations communautaires.**

« Le gouvernement a fait certains investissements stratégiques dans l'innovation, la sécurité maritime et l'infrastructure qui devraient rapporter des dividendes au fil du temps. Dans l'ensemble, le gouvernement fédéral maintient des investissements qui sont importants pour notre secteur tout en étant nécessaires pour que les Canadiens profitent de l'éventuelle reprise du marché des produits de base. »

Association minière du Canada (21 avril 2015)

« La PDAC demande depuis longtemps la prolongation du CIEM au-delà de l'engagement historique d'un an de même que des mesures pour atténuer le coût élevé de l'exploration minière en région éloignée et nordique. L'élection nationale est une occasion tout indiquée de mettre l'accent sur des politiques déterminantes pour assurer la prospérité du Canada au 21e siècle. Nous encourageons tous les partis politiques à s'engager à améliorer le CIEM afin que le Canada demeure un chef de fil mondial dans le secteur de l'exploration minière et du développement »

Prospectors and Developers Association of Canada (2 septembre 2015)

Développement responsable des ressources

Le Canada est un des grands fournisseurs d'énergie au monde, produisant à la fois du pétrole et du gaz naturel, du charbon, de l'uranium et des biocarburants.

Il n'est donc pas étonnant que l'industrie de l'énergie soit plus qu'une source de pouvoir. Offrant directement et indirectement des emplois à plus de 900 000 Canadiens et représentant près du tiers de nos exportations de marchandises, l'industrie de l'énergie est également source de débouchés nouveaux et de prospérité.

Mais même les personnes qui ne gagnent pas leur vie dans l'industrie de l'énergie profitent de façon réelle et considérable de sa réussite : elle apporte chaque année au gouvernent des milliards de dollars, qu'il peut investir dans les programmes et les services sur lesquels compte la population canadienne.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir cette industrie cruciale et les nombreux Canadiens qui en dépendent pour leur subsistance. Cela consiste à ne pas s'ingérer dans le processus d'examen des projets indépendant et à s'appuyer sur des données scientifiques et sur les recommandations d'organismes d'experts indépendants pour prendre une décision finale sur des projets individuels.**

Le Canada possède de vastes réserves de gaz naturel, une ressource riche d'un potentiel immense pour la création d'emplois et la croissance au cours des prochaines décennies si l'on peut l'exporter pour satisfaire à la demande toujours croissante des pays de la région Asie-Pacifique. La façon la plus efficace pour ce faire consiste à le transporter sous forme liquide, ce qui requiert la création d'installations pour traiter notre gaz naturel aux fins d'expédition.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu ira de l'avant avec son projet de soutenir la création d'une industrie du gaz naturel liquéfié en aidant les investisseurs à couvrir leurs coûts de démarrage au moyen d'une Déduction pour amortissement accéléré (DAA) sur la machinerie et l'équipement utilisés dans les installations affectées au traitement.**

Notre gouvernement a un excellent bilan en ce qui concerne le cofinancement d'investissements dans des projets de démonstration de technologies propres pour aider à leur mise en marché. Ces investissements sont bons pour l'environnement et bons pour notre économie.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir le travail de Technologies du développement durable Canada pour financer le développement et la démonstration de nouvelles technologies propres afin de favoriser des gains d'efficacité dans les entreprises et de contribuer au développement économique durable.**

« La DAA pour l'industrie du gaz naturel liquéfié est une excellente nouvelle pour la création d'emplois dans ce secteur en Colombie-Britannique et une excellente nouvelle pour le Canada. Nous travaillons depuis un certain temps avec le gouvernement fédéral et l'industrie pour arriver à ce résultat, et je me réjouis que ça se soit concrétisé. »

Christy Clark, Première ministre de la Colombie-Britannique (19 février 2015)

Bâtir l'infrastructure économique

Les fondateurs de la Confédération ont utilisé un grand chemin de fer pour unir notre pays, sachant qu'un pays d'une telle taille ne pouvait pas fonctionner sans investissements considérables dans l'infrastructure. Cela vaut encore aujourd'hui. Qu'il s'agisse de routes, d'aéroports ou de ports, de métros, de ponts ou d'installations communautaires, les projets d'infrastructure ont pour effet de créer de bons emplois pour des dizaines de milliers de Canadiens, de faire tourner notre économie, d'améliorer notre qualité de vie et de nous relier les uns aux autres.

Plus de 95 pour cent de l'infrastructure publique de base du Canada appartient aux provinces, aux territoires et aux municipalités, mais depuis 2006, le gouvernement conservateur s'engage comme jamais auparavant à soutenir l'infrastructure publique dans tout le pays. Nous avons promis en 2006 d'adopter « une meilleure approche pour régler le déficit du Canada en matière d'infrastructure », et nous l'avons fait.

Le soutien fédéral à l'infrastructure a augmenté considérablement sous notre gouvernement. Il y a une décennie, le financement annuel fédéral était de 571 millions de dollars. Cette année, il dépasse les 5 milliards de dollars. Nous avons également mis en œuvre le plus vaste et le plus long programme d'infrastructure de l'histoire canadienne.

Dans l'ensemble, nos investissements en matière d'infrastructure pour 2013-2023 atteindront en tout près de 85 milliards de dollars. Ce niveau d'investissement est sans précédent et nous y sommes parvenus tout en équilibrant le budget et en réduisant le fardeau fiscal.

L'infrastructure est également essentielle au commerce, et les produits canadiens ont besoin d'une infrastructure moderne pour être acheminés efficacement vers leur destination finale, au pays et à l'étranger. Notre gouvernement fait des investissements historiques en vue d'améliorer l'infrastructure axée sur le commerce, comme les installations portuaires et le rail.

Ces améliorations comprennent les projets d'envergure que sont le Port Metro Vancouver, le Port de Québec, le Port de Montréal, le Saint John Harbour Bridge et le nouveau pont international Gordie Howe entre Windsor et Detroit.

Un gouvernement conservateur réélu continuera de soutenir d'importants investissements économiques comme ceux-ci partout au pays.

- ✓ **Nous allons lancer l'initiative Prospérité maritime Québec pour financer l'infrastructure maritime et portuaire, notamment des améliorations aux installations recevant des navires de croisière et de gros navires comme la Jetée Alexandra du Port de Montréal, le terminal de croisières Ross Gaudreault à Québec et la restauration de la promenade Champlain dans le secteur Foulon.**

- ✓ **Nous allons financer d'importants projets dans le cadre de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique dans l'Ouest pour renforcer notre système de transport et aider les entreprises canadiennes, dont nos agriculteurs, à commercialiser leurs produits.**

- ✓ **Nous allons soutenir d'importants projets de transport en commun, comme le Smart Track dans la région métropolitaine de Toronto, le Train léger sur rail à Surrey et à Ottawa et le Green Line à Calgary, afin de lutter contre les embouteillages, de réduire le temps de déplacement pour les navetteurs et les entreprises et de soutenir de nouveaux projets de développement économique.**

« Cet investissement dans le transport en commun prévu dans le budget est une bonne nouvelle pour les Canadiens et souligne une importante réalisation sur un enjeu clé. »

Fédération canadienne des municipalités (21 avril 2015)

« L'engagement annoncé aujourd'hui démontre un réel progrès dans un enjeu principal pour les municipalités, particulièrement pour les collectivités rurales et éloignées. Si elle est mise en œuvre, cette promesse a le potentiel de rehausser la qualité des services à large bande dans ces régions en améliorant l'accès aux services Internet sur réseaux de fibre optique »

Fédération canadienne des municipalités (26 août 2015)

Gouverner, c'est faire des choix. Nous avons choisi de maintenir un faible fardeau fiscal, d'équilibrer le budget et d'investir dans l'infrastructure parce que nous savons que ces mesures sont bonnes pour notre économie et bonnes pour les Canadiens.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à investir dans l'infrastructure publique de base afin de renforcer notre économie et de rendre la vie de nos concitoyens plus facile et meilleure.**

L'accès à Internet haute vitesse n'est pas simplement une question de qualité de vie. Il s'agit d'une infrastructure essentielle qui contribue aux investissements des entreprises, à la création d'emplois et, ultimement, au développement économique dans les régions rurales et éloignées de notre pays.

Notre gouvernement conservateur déploie beaucoup d'effort et investit considérablement afin d'accroître l'accès à Internet haute vitesse pour toute la population. Nous visons à ce que 98 pour cent des ménages canadiens aient accès à Internet haute vitesse en 2017, et tout est en œuvre pour y parvenir.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu s'appuiera sur son bilan d'amélioration de l'accès à Internet en milieu rural et financera un réseau à haute capacité, comme la fibre optique ou le satellite, dans des centaines de collectivités au pays afin que les personnes et les entreprises des régions rurales et nordiques puissent avoir accès à Internet aux vitesses accessibles dont profite la population canadienne vivant dans les grands centres urbains.**

Soutenir le développement économique du Nord

Les Canadiens sont un peuple nordique. Nos histoires, nos chants et nos sports ont l'hiver comme trame de fond. Et l'Arctique est un élément central de notre identité nationale. Son exploration par de grands héros comme Sir John Franklin forge notre histoire. Sa vaste géographie constitue notre présent. Et ses promesses illimitées sont notre avenir.

Le coût élevé des aliments sains est l'une des difficultés de vivre dans les régions nordiques au Canada. Les distances considérables entre les grands centres d'expédition et certaines de nos collectivités les plus éloignées font grimper les prix. Nourrir une famille devient une entreprise beaucoup plus coûteuse que dans le reste du pays.

Notre gouvernement conservateur a la ferme volonté d'aider les gens dans les communautés du Nord à avoir accès aux aliments sains auxquels ont accès les autres Canadiens et, à ce titre, nous faisons des investissements considérables dans le programme Nutrition Nord Canada, qui subventionne le prix des aliments expédiés dans les collectivités du Nord.

Mais le programme peut être amélioré.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va exiger que tous les détaillants se dotent d'un système de terminaux de point de vente afin que les consommateurs du Nord puissent clairement déterminer à la lecture de leur facture d'épicerie comment et quand la subvention de Nutrition Nord Canada est appliquée.**

- ✓ **Nous allons également élargir le programme Nutrition Nord Canada à 40 autres collectivités.**

Un volet central de la Stratégie pour le nord du Canada repose sur le transfert des pouvoirs relatifs aux terres et aux ressources aux gouvernements nordiques. Au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, des ententes ont été conclues avec le gouvernement fédéral à cet égard, et il s'en est suivi une plus grande prospérité, une croissance accrue et de nombreux nouveaux débouchés.

Mais le transfert des pouvoirs n'est pas uniquement une question de succès économique – il consiste également à donner aux gens du Nord voix au chapitre sur leur avenir et un plus grand contrôle sur leur propre destin.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va s'engager à achever le transfert des pouvoirs relatifs aux terres et aux ressources au gouvernement du Nunavut au cours des quatre prochaines années.**

Un Nord fort et prospère est la clé d'un Canada fort et prospère. C'est pourquoi notre gouvernement travaille avec acharnement à la promotion du développement économique dans le Nord par un nombre important et sans précédent d'investissements dans l'infrastructure, notamment les aéroports, les installations maritimes et les routes.

Ces investissements profitent aux gens du Nord de façon réelle et considérable. Premièrement, lorsque le transport des biens est plus efficace, les prix baissent, et lorsque les prix sont plus bas, il est plus facile de vivre, de travailler et d'élever une famille dans le Nord. Deuxièmement, les investissements dans l'infrastructure créent de nouveaux emplois et des débouchés pour les gens du Nord.

Une meilleure infrastructure améliore aussi la qualité de vie de la population locale en facilitant les déplacements et en les rendant plus sécuritaires.

« Le Conseil consultatif a conclu que d'afficher la contribution de Nutrition Nord Canada sur la facture remise aux consommateurs est une étape importante et nécessaire pour montrer une meilleure transparence. Nous sommes heureux de voir que les détaillants ont accepté de relever le défi et d'obtenir l'appui du ministre face à nos recommandations. Nous sommes résolus à faire une différence dans la vie des résidants du Nord et de leurs familles. »

Nellie Cournoyea, vice-présidente, Conseil consultatif de Nutrition Nord Canada

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va s'appuyer sur son bilan d'investissements en matière d'infrastructure pour améliorer le tronçon de la route 5 qui traverse le parc national Wood Buffalo et relie Hay River à Fort Smith dans les Territoires du Nord-Ouest en élargissant la route, en remplaçant les ponceaux de drainage et en posant un revêtement dur sur le dernier tronçon de 68 kilomètres actuellement en gravier.**
- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir le programme d'Investissements stratégiques dans le développement économique du Nord pour financer des projets de développement économique dans les territoires.**
- ✓ **En outre, nous allons continuer à soutenir le Bureau de gestion des projets nordiques afin de favoriser un climat d'investissements plus stable et attrayant pour la mise en valeur des ressources dans les territoires.**

À RISQUE

Notre plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire soutient l'économie canadienne face aux difficultés économiques mondiales. Le bilan de croissance économique et de création d'emplois du Canada est en tête du reste du monde, mais les conditions restent fragiles et des risques externes menacent notre sécurité financière. Ce n'est pas moment de donner une autre direction à notre pays – une direction qui, nous le savons exposerait notre fragile économie à des risques, coûterait de l'argent aux Canadiens et mettrait leurs emplois en péril.

S'ils en ont la possibilité, les Libéraux de Justin et le NPD de Thomas Mulcair exposeraient la fragile économie du Canada à des risques en :

- **Augmentant de plusieurs milliards de dollars l'imposition globale des entreprises créatrices d'emploi.**
- **Augmentant de plusieurs milliards de dollars les charges sociales des petites entreprises.**
- **Imposant des taxes sur le carbone de milliards de dollars qui mettront les entreprises canadiennes à un fort désavantage concurrentiel et augmenteront le prix de tout pour les consommateurs canadiens.**
- **Abandonnant les efforts pour ouvrir de nouveaux marchés pour les produits canadiens.**
- **Stoppant le développement des ressources pour que les ressources énergétiques du Canada restent dans le sol au lieu d'être exploitées de façon responsable afin de générer des investissements et des emplois.**
- **Se rangeant du côté de groupes d'intérêts environnementalistes au détriment des industries forestière et minière et de leurs travailleurs.**

- **Rétablissant le monopole de la Commission canadienne du blé afin de limiter les choix et les possibilités des producteurs céréaliers de l'Ouest.**

- **Accusant des déficits et cumulant une nouvelle dette considérable, ce qui minerait la confiance des investisseurs, ralentirait l'économie canadienne et imposerait un lourd fardeau aux futures générations.**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR LES AÎNÉS ET LES FAMILLES QUI TRAVAILLENT FORT

Pour protéger notre économie et aider les familles, un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Créer un nouveau Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire permanent**
- ✓ **Augmenter le Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 40 pour cent**
- ✓ **Fixer l'objectif d'ajouter 700 000 nouveaux propriétaires d'habitation d'ici 2020**
- ✓ **Doubler les subventions aux familles à revenu faible et moyen qui épargnent pour les études de leurs enfants**
- ✓ **Offrir un nouvel allégement fiscal aux aînés célibataires et veufs**
- ✓ **Augmenter les subventions aux familles qui épargnent pour un enfant handicapé**

Les familles sont le pilier de nos communautés et, par extension, de notre pays. Quand les familles sont prospères, le Canada est prospère. Nous avons toujours voulu faire du Canada le meilleur pays du monde où élever une famille.

Aujourd'hui, élever une famille est un dur travail, et nous pensons que c'est un travail qui doit être confié aux experts : Maman et Papa. Nous pensons que dans un Canada caractérisé par un faible fardeau fiscal, de bons emplois, des rues sécuritaires et la possibilité de prospérer, ils peuvent faire le reste – et c'est ce que nous faisons.

C'est pourquoi, en matière de taxes et d'impôts, notre gouvernement conservateur s'engage à en prélever le moins possible, et à redonner autant que nous le pouvons – en particulier aux familles à revenu faible et moyen. En fait, le fardeau fiscal fédéral est à son plus bas niveau en plus de 50 ans.

Ce principe est au cœur du programme de notre gouvernement conservateur depuis notre entrée en fonctions. C'est pourquoi nous avons :

- ✓ **Réduit la TPS de sept à six à cinq pour cent.**
- ✓ **Créé et amélioré la Prestation universelle pour la garde d'enfants.**
- ✓ **Offert un allégement fiscal aux familles qui inscrivent leurs enfants à des programmes sportifs et artistiques.**
- ✓ **Créé des crédits d'impôt pour les frais de scolarité, les bourses et les manuels pour les étudiants canadiens.**
- ✓ **Bonifié l'allégement fiscal des usagers du transport en commun.**
- ✓ **Permis le fractionnement du revenu de pension et pris d'autres mesures d'allégement fiscal pour les aînés canadiens.**
- ✓ **Créé et amélioré le Compte d'épargne libre d'impôt.**
- ✓ **Créé la Baisse d'impôt de 2 000 $ pour les familles avec enfants.**

Grâce au plan des Conservateurs, une famille type a aujourd'hui plus 6 600 $ de plus dans ses poches, chaque année – de vraies prestations, de vraies réductions fiscales, sur lesquelles elles peuvent compter.

Nous comprenons les pressions financières auxquelles les familles font face, et nous mettons tout en œuvre pour les aider à joindre les deux bouts. Notre plan laisse à toutes les familles avec enfants plus d'argent dans leurs poches pour qu'elles le dépensent en fonction de leurs priorités, et leur offre la sécurité financière à long terme requise pour répondre à ces priorités en toute confiance.

Nous voulons que toutes les familles réussissent, et nous allons les aider en réduisant leur fardeau fiscal et en leur donnant la liberté de choisir ce qui leur convient le mieux.

Et c'est ce qu'un gouvernement conservateur réélu va continuer à faire.

- ✓ **Nous allons adopter une mesure législative interdisant l'augmentation des taux de l'impôt fédéral sur le revenu et des taxes de vente fédérales, de même que de nouvelles charges sociales discrétionnaires, au cours des quatre prochaines années. Cette promesse soutient notre engagement envers l'allégement fiscal avec la rigueur de la loi.**

La demeure familiale

Pour la plupart des Canadiens, la demeure familiale est le principal actif et le plus gros investissement dans la sécurité financière future. C'est aussi le centre de leur vie – là où elles élèvent leurs enfants, prennent du bon temps avec leurs amis et leur famille, et profitent de l'âge d'or.

C'est pourquoi notre gouvernement conservateur croit qu'il est primordial d'aider les Canadiens à avoir accès à la propriété, à maintenir et augmenter la valeur de leur habitation, et à faire des rénovations alors que leurs besoins et les circonstances changent.

Notre plan pour l'accession à la propriété abordable et responsable fonctionne. Le Canada a l'un des taux d'accession à la propriété les plus élevés du monde, étant devant les États-Unis pour la première fois depuis des décennies. L'accession à la propriété est un moyen majeur de soutenir les familles canadiennes. Et nous pouvons faire plus pour aider les futurs propriétaires à acheter une maison et à y investir.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va fixer l'objectif d'ajouter plus de 700 000 propriétaires d'habitation d'ici 2020. Si cet objectif d'accession à la propriété abordable et responsable est atteint, le nombre de propriétaires canadiens va dépasser les 10 millions.**

Le Régime d'accession à la propriété permet aux futurs propriétaires de faire des retraits libres d'impôt de leurs Régimes enregistrés d'épargne-retraite afin de financer l'achat ou la construction de leur première habitation. En 2009, notre gouvernement conservateur a augmenté le montant des retraits de 20 000 $ à 25 000 $ – la première augmentation depuis la création du programme une génération plus tôt. C'est devenu un outil de financement important pour les acheteurs

d'une première habitation, bénéficiant à près de 200 000 Canadiens par année. Un gouvernement conservateur réélu va de nouveau augmenter la limite du Régime d'accession à la propriété, de 25 000 $ à 35 000 $. Par cette augmentation, nous allons continuer à aider les familles à éprouver le sentiment de fierté et de stabilité offert par l'accession à la propriété.

Le Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire, créé par notre gouvernement en 2009 comme mesure temporaire, a remporté un franc succès. Environ un ménage sur trois a profité de ce programme, qui a permis à plus de trois millions de Canadiens d'économiser en moyenne plus de 700 $. De plus, il a injecté 4,3 milliards de dollars dans notre économie nationale, en une période de difficultés économiques.

✓ **Ce fut un tel succès – si bénéfique pour les familles canadiennes et si bénéfique pour l'économie canadienne – qu'un gouvernement conservateur réélu va créer un nouveau Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire permanent, offert chaque année pour les dépenses de rénovation domiciliaire majeures pouvant s'élever à 2 500 $, à compter de janvier 2017, et à 5 000 $, à compter de janvier 2019.**

Compte tenu de l'importance de l'accession à la propriété, notre gouvernement veut assurer que cela reste un rêve que toutes les familles moyennes peuvent réaliser. Selon certains rapports, les acheteurs étrangers non résidents qui font de la spéculation jouent un rôle important dans l'augmentation du prix des propriétés au-delà de la fourchette des familles moyennes, en particulier à Vancouver et Toronto. Si des spéculateurs augmentent le prix des habitations à des niveaux inabordables, le gouvernement peut et doit faire quelque chose. D'autres pays, dont l'Australie, ont adopté une réglementation qui limite la capacité des acheteurs étrangers d'acheter des habitations existantes à des fins d'investissement.

« Le Régime d'accession à la propriété a aidé tellement de familles canadiennes à réaliser leur rêve de devenir propriétaires. L'engagement pris aujourd'hui d'augmenter la limite de retrait du RAP fera en sorte que ce rêve reste à la portée des jeunes d'aujourd'hui. »

Association canadienne de l'immeuble (12 août 2015)

« Nous sommes ravis de voir que l'importance de la rénovation domiciliaire pour l'économie canadienne est prise en compte pendant la campagne électorale. Un crédit d'impôt permanent est une bonne politique pour tous les Canadiens, aidant les propriétaires à protéger leur habitation et à en augmenter la valeur, tout en répondant au problème chronique de l'économie souterraine 'cash' pour les rénovations et les réparations domiciliaires. »

Association canadienne de l'immeuble (4 août 2015)

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va compiler des données exhaustives sur les acquisitions immobilières par les étrangers non résidents et les résidents temporaires et, si cela contribue à mettre le rêve de la propriété immobilière hors de la portée des Canadiens, nous allons travailler en coordination avec les gouvernements provinciaux afin de prendre les mesures appropriées.**

Épargner pour les études des enfants

L'un des éléments assurant que les enfants canadiens ont un bon départ dans la vie consiste à aider leurs parents à commencer à épargner pour leurs futures études.

Notre gouvernement conservateur a un solide bilan, aidant les familles à épargner pour les études de leurs enfants, notamment en offrant un allégement fiscal par l'intermédiaire de bourses, et axant celles-ci sur les étudiants venant de familles à revenu faible et moyen.

L'une des façons dont nous aidons ces familles est par l'intermédiaire des Régimes enregistrés d'épargne-études. Ces régimes permettent aux Canadiens d'investir sans payer d'impôt jusqu'à ce qu'il soit temps de payer les frais de scolarité. Comme nous comprenons combien c'est important, notre gouvernement conservateur contribue considérablement aux REEE des familles canadiennes en faisant des cotisations de contrepartie. Mais nous voulons faire encore plus.

En 2014, nous avons aidé 2,59 milliards d'enfants à investir dans leur avenir, dont 900 000 enfants de familles à revenu faible et moyen, qui ont reçu des subventions améliorées et ciblées.

Un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Doubler la subvention améliorée pour les familles à revenu moyen de 10 à 20 cents pour chaque dollar sur la première tranche de cotisation de 500 $, chaque année.**
- ✓ **Doubler la subvention améliorée pour les familles à faible revenu de 20 à 40 cents pour chaque dollar sur la première tranche de cotisation de 500 $, chaque année.**

Ces améliorations pourraient représenter un soutien gouvernemental additionnel de pas moins de 2 200 $ de plus par étudiant, ou environ la moitié des frais de scolarité annuels, en supposant un taux de rendement raisonnable.

Ce nouvel engagement repose sur les politiques de notre Plan d'action économique de 2015 qui vont rendre la vie plus facile – et plus abordable – aux étudiants postsecondaires et à leurs familles, dont:

- ✓ **L'élimination du revenu gagné pendant les études de l'évaluation du Programme canadien de prêts aux étudiants pour que ces derniers puissent travailler, gagnant de l'argent et acquérant une précieuse expérience pendant leurs études, sans incidence sur leur admissibilité aux prêts – aidant 87 000 étudiants par année.**
- ✓ **La réduction de la contribution parentale attendue de l'évaluation du Programme canadien de prêts aux étudiants afin de mieux reconnaître la réalité financière des familles canadiennes – augmentant le soutien à environ 92 000 étudiants.**
- ✓ **L'augmentation du nombre d'étudiants de familles à revenu faible et moyen admissibles au Programme canadien de bourses aux étudiants en offrant des bourses pour les programmes de formation professionnelle à court terme.**

« Au Canada, les étudiants inscrits à un programme d'études postsecondaires accueillent favorablement les nouvelles mesures énergiques annoncées dans le budget fédéral de 2015 et visant à accroître l'accès aux études postsecondaires et à rehausser les perspectives de l'emploi à long terme pour les jeunes Canadiens. »

Alliance canadienne des associations étudiantes (21 avril 2015)

Épargner pour une retraite sûre

Les Canadiens sont conscients de la valeur de l'épargne, que ce soit pour une maison, le collège ou l'université, les vacances familiales ou simplement un coup dur. Nous voulons encourager les Canadiens à épargner, et c'est pourquoi nous améliorons considérablement leur capacité à le faire.

Aucune famille n'est exactement la même, et l'imposition d'une approche unique pour l'épargne serait mauvaise pour le Canada et mauvaise pour les Canadiens. Au lieu de cela, nous aidons les Canadiens à épargner de la façon qui leur convient le mieux, à eux et à leur famille. Nous voulons que les Canadiens puissent avoir de grands rêves, sachant que leur argent durement gagné sera là quand ils en auront besoin.

Épargner pour la retraite est une priorité majeure pour les Canadiens. C'est pourquoi notre gouvernement conservateur réduit considérablement le fardeau fiscal afin de laisser aux Canadiens une plus grande part de leur revenu net et élargit la gamme d'options d'épargne volontaires leur permettant d'économiser pour leur avenir.

Le Compte d'épargne libre d'impôt (CELI) est devenu l'outil d'épargne personnelle le plus important en plusieurs décennies. Près de 11 millions de Canadiens ont ouvert un compte, et la valeur totale des actifs détenus représente environ 120 milliards de dollars. De plus, les Canadiens à revenu faible et moyen en bénéficient considérablement – environ la moitié des titulaires de CELI gagnent moins de 42 000 $. Disons-le simplement : le CELI permet à près d'un Canadien sur trois de réaliser leur rêve.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va protéger le CELI et le récent doublement de la limite de cotisation annuelle à 10 000 $ par année.**

Nous allons aussi prendre d'autres mesures pour aider les Canadiens à épargner pour leur retraite et réduire le fardeau fiscal des aînés canadiens en :

- ✓ **Offrant aux aînés une flexibilité beaucoup plus grande pour la gestion de leur revenu de retraite en réduisant les exigences de retrait minimum des Fonds enregistrés de revenu de retraite.**
- ✓ **Augmentant l'exonération cumulative des gains en capital de 500 000 $ à 750 000 $, puis à 800 000 $ et en l'indexant. Nous allons l'augmenter à 1 million de dollars pour les agriculteurs et les pêcheurs afin de les aider à planifier la relève et leur retraite.**
- ✓ **Consultant les Canadiens sur la façon d'améliorer la série d'options d'épargne avec un Régime de pensions du Canada à cotisations volontaires.**

« Le revenu amélioré pour les Canadiens âgés découlait de bien plus que les politiques du gouvernement. Les Canadiens, en tant que particuliers, font preuve d'un jugement sûr quand ils gèrent leur retraite, tirant profit de ressources à l'intérieur et à l'extérieur du système de retraite formel. »

Ancien économiste à Statistique Canada Philip Cross (avril 2014)

« Deux tiers des membres de CARP sont en faveur de l'augmentation de la limite de cotisation au Compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Le soutien à l'augmentation de la limite du CELI découle des préoccupations sur le revenu de retraite adéquat, et toute mesure qui encourage cela est bienvenue. Le CELI est particulièrement utile aux retraités qui ne peuvent plus cotiser à un REER et aux aînés à faible revenu qui ne bénéficient pas autant des cotisations au REER déductibles d'impôt. »

CARP (27 février 2015)

Un allégement fiscal pour les aînés célibataires et veufs

Les aînés canadiens méritent notre gratitude pour leur vie de dur travail au service de nos familles, de nos communautés et de notre pays. Ils ont aidé à faire du Canada le pays fort et prospère que nous connaissons aujourd'hui, et ils méritent de vivre leur âge d'or dans la dignité et la sécurité financière.

Notre gouvernement conservateur réduit le fardeau fiscal et rend la vie plus abordable pour les aînés canadiens, dont les aînés célibataires et veufs. Nous avons :

- ✓ **Créé le Compte d'épargne libre d'impôt (CELI), dont bénéficient 2,7 millions de Canadiens. Le revenu gagné et les retraits n'influencent pas l'admissibilité au Crédit en raison de l'âge, à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti.**
- ✓ **Amélioré le CELI en 2015 pour permettre aux Canadiens de cotiser jusqu'à 10 000 $ par année, les aînés devant bénéficier de 60 pour cent des avantages de cette nouvelle limite de cotisation.**
- ✓ **Permis le fractionnement du revenu de pension des aînés, qui bénéficie à plus de 2,2 millions d'aînés canadiens par année – pour un allégement fiscal fédéral moyen annuel de 900 $.**
- ✓ **Amélioré les règles régissant les Fonds enregistrés de revenu de retraite pour permettre aux aînés de garder une plus grande part de leurs économies de retraite.**

- ✓ **Augmenté le montant du Crédit en raison de l'âge de 2 000 $, offrant aux aînés un allégement fiscal annuel pouvant s'élever à 1 055 $.**
- ✓ **Annoncé la plus forte augmentation au Supplément de revenu garanti en une génération afin d'aider les aînés les plus vulnérables.**
- ✓ **Doublé, à 2 000 $, le montant de revenu maximal admissible au Crédit d'impôt pour revenu de pension.**
- ✓ **Créé en 2015 un nouveau Crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire permanent, qui offre aux aînés un allégement fiscal annuel pouvant s'élever à 1 500 $.**

Les résultats de notre plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire pour les aînés canadiens sont clairs.

- ✓ **Depuis 2006, nous réduisons le fardeau fiscal des aînés canadiens de 3 milliards de dollars, chaque année.**
- ✓ **Près de 400 000 aînés ont été complètement supprimés des rôles d'imposition.**
- ✓ **Et maintenant, un aîné célibataire peut gagner au moins 20 360 $ et un couple peut gagner au moins 40 720 $ avant de payer de l'impôt fédéral sur le revenu.**

Pourtant, les aînés célibataires et veufs sont parmi les citoyens les plus vulnérables du Canada et font face à des défis financiers uniques. Le coût de la vie peut être élevé pour les aînés célibataires qui gagnent un revenu fixe. Et quand un aîné perd son conjoint, il peut perdre l'accès à certaines des prestations que recevait ce dernier et se retrouver dans une situation financière difficile.

« Ce nouvel allégement fiscal va apporter une équité aux aînés célibataires. Certains de nos membres nous disent que parce qu'ils sont célibataires, ils ne peuvent pas bénéficier du fractionnement du revenu de pension aux fins fiscales comme leurs amis mariés. Les aînés célibataires, habituellement des femmes, vont accueillir cette nouvelle favorablement, en particulier ceux qui s'occupent d'une personne à charge comme un enfant adulte ou un proche. »

Susan Eng, vice-présidente exécutive, CARP (15 septembre 2015)

✓ **C'est pourquoi un gouvernement conservateur réélu va créer un Crédit d'impôt pour revenu de pension « équivalent au conjoint » pour les aînés célibataires et veufs. Ce Crédit d'impôt pour aînés célibataires de 2 000 $ va offrir un allégement fiscal à près de 1,6 million d'aînés célibataires et veufs. Le crédit sera mis en application sur quatre ans, à compter de janvier 2017.**

Avec ce nouvel allégement fiscal, notre gouvernement conservateur prend un engagement ciblé et abordable envers les aînés célibataires du Canada – qui méritent notre respect et un soutien financier.

Aider les Canadiens handicapés

Les mamans et les papas qui prennent soin d'un enfant handicapé font des sacrifices incroyables et supportent une charge de travail considérable, par amour. Pour ces familles, la sécurité financière d'un être cher handicapé est une véritable préoccupation. Nous avons la responsabilité d'aider à assurer que leurs enfants vivent une vie aussi remplie que celle de tout autre Canadien.

C'est pourquoi, en 2008, grâce à la vision du regretté Jim Flaherty, notre gouvernement a créé les Régimes enregistrés d'épargne-invalidité. Ce programme permet aux parents et aux familles d'enfants handicapés, et à ces enfants eux-mêmes lorsqu'ils grandissent, de mettre de l'argent de côté pour l'avenir, dans un compte où il croît avec eux, libre d'impôt, jusqu'à ce qu'ils en aient besoin.

Les Canadiens ont ouvert près de 105 000 comptes depuis – et avec la Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité et le Bon canadien pour l'épargne-invalidité, nous augmentons leurs épargnes de plus de 1 milliard de dollars.

Mais nous pouvons faire plus.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va augmenter la subvention maximale annuelle pour les familles à revenu faible et moyen de 3 500 $ à 4 000 $. Ainsi, ces familles vont maintenant recevoir une subvention de contrepartie de 4 $ pour chaque dollar cotisé sur la première tranche de cotisation annuelle de 500 $.**

- ✓ **Nous allons également continuer à travailler avec les provinces et les institutions financières afin d'améliorer l'administration du programme de REEI, et d'élargir la gamme d'options d'investissement offertes aux titulaires de REEI.**

Nous allons prendre ces mesures additionnelles parce que quand l'avenir financier d'un être cher est assuré, vous pouvez vous concentrer sur les choses importantes qui comptent au présent.

Cette mesure repose sur notre bilan de soutien aux Canadiens handicapés pour qu'ils réalisent leur plein potentiel.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va poursuivre notre partenariat triennal avec l'Association canadienne pour l'intégration communautaire afin d'aider à jumeler les personnes ayant des déficiences développementales aux emplois.**

- ✓ **Nous allons aussi poursuivre notre partenariat de quatre ans avec la Sinneave Family Foundation et Autism Speaks Canada, pour augmenter les programmes de formation professionnelle destinés aux personnes souffrant de troubles du spectre autistique.**

- ✓ **Nous allons continuer à soutenir les groupes de travail sur troubles du spectre autistique afin de créer un Partenariat canadien pour l'autisme. Nous serons prêts à soutenir cette initiative dans les domaines de compétences fédérales lorsque le travail de développement sera terminé.**

« Jim Flaherty a conçu les REEI avec une élégante simplicité. En effet, Jim Flaherty est le premier politicien canadien qui a dit 'Je fais confiance aux personnes handicapées pour qu'elles prennent les bonnes décisions avec leur argent'. Il avait raison. Jim Flaherty a compris parce qu'il avait un fils handicapé. Je crois que ça a renforcé sa détermination à passer au-dessus de la mentalité désuète au sujet des personnes handicapées. Il a amélioré cette mesure jusqu'à son dernier budget. »

Al Etmanski, « Grâce à Jim Flaherty, les Canadiens handicapés peuvent réaliser leurs rêves », Globe and Mail (16 avril 2014)

« Nous remercions les leaders qui ont collaboré, partout au pays, pour le Partenariat canadien sur l'autisme. L'ACTSA et ses membres applaudissent le gouvernement du Canada, en particulier le Premier ministre Harper, le ministre Oliver et l'honorable Mike Lake, député, pour les investissements et la reconnaissance de l'importance d'une approche unie pour répondre aux besoins uniques des Canadiens autistes. »

Alliance canadienne des troubles du spectre autistique (avril 2015)

Soutenir toutes les familles

Les familles ont des formes et des tailles différentes, et des besoins différents. Notre gouvernement conservateur soutient toutes les familles – nous pensons que c'est ce qui est vraiment juste.

Ce soutien inclut les familles adoptives. Environ 3 000 enfants sont adoptés au Canada, chaque année – mais en tout temps, il y a environ 30 000 enfants au pays qui recherchent un foyer stable, rempli d'amour, et des milliers de familles canadiennes qui attendent de pouvoir les accueillir dans leur cœur et dans leur vie.

Nous reconnaissons que les frais d'adoption peuvent être élevés et, dans certains cas, prohibitifs. C'est pourquoi nous avons :

- ✓ **Élargi le Crédit d'impôt pour frais d'adoption.**
- ✓ **Élargi les prestations parentales de l'AE aux parents de familles d'accueil qui décident d'adopter.**
- ✓ **Réduit l'arriéré et les temps d'attente pour les enfants adoptés dans le cadre de nos réformes de l'immigration.**
- ✓ **Nous allons continuer à aider les familles adoptives à offrir aux enfants des foyers aimants.**
- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va améliorer le soutien à ces Canadiens compatissants en augmentant le montant admissible au Crédit d'impôt pour frais d'adoption de 15 000 $ à 20 000 $ par enfant, et en rendant ce crédit pleinement remboursable.**

La naissance d'un enfant est un moment passionnant pour toutes les personnes visées, en particulier les mamans et les papas. C'est aussi une période de changements considérables pour les parents alors qu'ils ajustent leur vie professionnelle et familiale à leurs nouvelles responsabilités parentales.

Notre gouvernement conservateur veut soutenir les parents pendant cette période de la plus haute importance. L'amélioration de la flexibilité du travail est une façon de soutenir les mamans et les papas qui veulent passer le plus de temps possible avec leur enfant alors qu'il grandit et fait ses premiers pas. Certains parents voient aussi la transition vers la vie parentale comme un bon moment pour mettre leur esprit d'entreprise à profit. C'est pourquoi un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Améliorer les prestations de maternité et parentales de l'AE et les dispositions fédérales sur les congés afin de donner plus de flexibilité aux nouveaux parents et d'encourager ceux qui veulent devenir des travailleurs autonomes.**

- ✓ **Offrir aux nouveaux parents qui travaillent dans des secteurs sous réglementation fédérale une protection de l'emploi pour s'occuper de leur bébé jusqu'à ce qu'il ait 18 mois, leur permettant de prendre jusqu'à 6 mois de congé sans solde additionnels.**

- ✓ **Les parents pourront choisir de toucher des prestations parentales de l'AE au plein taux pendant une période maximale de 35 semaines, ou répartir ces prestations à un taux moindre pendant une période maximale de 61 semaines. Si l'on combine cela aux autres prestations de maternité de l'AE, les parents pourront gagner un revenu stable pendant 18 mois, alors qu'ils s'occupent de leur bébé.**

« Bonne annonce Monsieur le Premier ministre Harper, merci d'écouter les préoccupations de la Saskatchewan. Plus d'argent dans les poches de TOUTES les familles avec enfants. Pour être clairs, toutes les familles avec enfants vont bénéficier d'une augmentation de 720 $/an de la Prestation universelle pour la garde d'enfants, peu importe leur revenu ou leur état civil. C'est bien. »

Brad Wall, Premier ministre de la Saskatchewan (30 octobre 2014)

- ✓ **Un nouveau projet pilote de deux ans va être créé pour permettre aux parents de gagner un revenu de travail indépendant, sans incidence sur les prestations de maternité ou parentales de l'AE, jusqu'à concurrence de 100 pour cent du seuil maximal des gains assurables de l'AE.**
- ✓ **Les femmes qui touchent des prestations de maternité de l'AE pourront aussi gagner un revenu d'emploi au titre du projet pilote Travail pendant une période de prestations. Pour le moment, cette option est offerte seulement à ceux qui touchent des prestations parentales.**

Nous allons également continuer à soutenir le choix en matière de garde d'enfants et à aider les familles à prendre les dispositions qui leur conviennent. Ce sont les fondements de notre Prestation universelle mensuelle pour la garde d'enfants et de nos autres mesures de soutien à la garde d'enfants, dont la Déduction pour frais de garde d'enfants.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va exécuter son plan visant à augmenter la Déduction pour frais de garde d'enfants de 1 000 $, à compter de cette année. Ainsi, les montants maximaux pouvant être réclamés vont augmenter de 7 000 $ à 8 000 $ pour les enfants de moins de 7 ans, de 4 000 $ à 5 000 $ pour les enfants de 7 à 16 ans, et de 10 000 $ à 11 000 $ pour les enfants handicapés.**
- ✓ **Et, bien entendu, nous allons maintenir la Prestation universelle pour la garde d'enfants, qui offre des chèques mensuels à tous les parents, jusqu'à 2 000 $ par année pour les enfants de moins de 6 ans, et jusqu'à plus de 700 $ par année pour les enfants de 6 à 17 ans.**

Les familles s'entraident. Parfois, des Canadiens doivent s'occuper d'un membre de leur famille gravement malade. Ce genre de situation peut être difficile sur le plan financier, et personne ne devrait avoir à choisir entre s'occuper d'un être cher et garder son travail.

Notre gouvernement conservateur prend diverses mesures pour aider les familles qui font face à une crise en matière de santé familiale, notamment en créant le Crédit d'impôt pour aidants familiaux et une prestation spéciale de 35 semaines pour les parents d'enfants gravement malades.

Mais il reste à faire. Quand un membre de la famille est gravement malade et a besoin de soins, les Canadiens devraient pouvoir s'occuper de leurs proches sans subir de stress additionnel pour leur sécurité financière.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va exécuter notre plan visant à prolonger les Prestations de compassion de l'assurance-emploi de six semaines à six mois.**

« [La Société] applaudit le gouvernement de prolonger les prestations de compassion dans le budget fédéral présenté aujourd'hui, une mesure critique pour assurer que les aidants familiaux du Canada ont le soutien financier dont ils ont besoin. La Société canadienne du cancer félicite le gouvernement pour cet important engagement, qui va faciliter la vie des aidants familiaux. »

Société canadienne du cancer (21 avril 2015)

Protéger les consommateurs

Les Canadiens travaillent fort pour gagner leur vie et sont en droit de s'attendre, en tant que consommateurs, à être traités équitablement en ce qui a trait à la qualité, à la sécurité et au choix.

Nous nous engageons à assurer que c'est le cas.

Un gouvernement conservateur réélu va prendre plusieurs mesures pour protéger le portefeuille des consommateurs, de même que leur santé et leur sécurité. Nous allons :

- ✓ **Adopter une mesure législative permettant au ministère des Transports d'émettre des rappels de véhicules et d'exiger que les fabricants réparent les véhicules défectueux selon les exigences établies, et imposer des amendes sévères aux fabricants et aux importateurs qui ne respectent pas les exigences.**
- ✓ **Adopter une mesure législative pour donner au Commissaire fédéral à la concurrence le pouvoir d'enquêter sur les différences de prix géographiques, afin de réduire l'écart des prix entre les biens de consommation canadiens et américains.**
- ✓ **Continuer à agir pour offrir plus de choix aux consommateurs dans le secteur des services sans fil, pour que les Canadiens puissent bénéficier de prix plus bas et d'une meilleure qualité en matière de téléphones cellulaires, de tablettes et de services wi-fi.**

- ✓ **Aller de l'avant avec une mesure législative exhaustive afin de protéger les consommateurs dans le cadre des transactions financières. Cela comprendra l'interdiction des pratiques « payer pour payer », selon lesquelles les institutions financières exigent des frais pour les paiements sur les hypothèques, les cartes de crédit ou d'autres prêts.**

- ✓ **Poursuivre nos efforts pour évaluer et gérer les risques pour la santé des familles canadiennes ou de notre environnement posés par les substances chimiques nouvelles et existantes. Cela consiste entre autres à considérer les microbilles comme une substance toxique en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*, afin de les interdire au Canada.**

En 2014, notre gouvernement a adopté la *Loi de Vanessa*, nommée d'après la fille du député Terence Young. Vanessa est morte d'une crise cardiaque alors qu'elle prenait un médicament d'ordonnance qui, on l'a constaté plus tard, n'était pas sécuritaire pour la consommation humaine, et Terence a passé les 14 années suivantes à travailler sans relâche pour assurer que cette loi devienne l'héritage de sa fille.

La *Loi de Vanessa* est une mesure législative historique qui donne au gouvernement des pouvoirs accrus pour obliger le rappel de médicaments, imposer de nouvelles sanctions aux entreprises qui commercialisent des produits non sécuritaires, exiger que les risques pour la santé soient clairement précisés sur les étiquettes, et obliger les établissements de santé à signaler les réactions indésirables graves aux médicaments d'ordonnance.

- ✓ **Pourtant, la *Loi de Vanessa* pourrait aller plus loin. Par exemple, nous devrions imposer aux établissements de santé un régime de rapport normalisé des réactions indésirables plus exhaustif. Un gouvernement conservateur réélu va aller de l'avant pour rendre cette importante mesure législative plus efficace pour la protection des familles canadiennes.**

« Je suis fier des mesures significatives que prend notre gouvernement pour améliorer la sécurité des médicaments pour les Canadiens. C'est bien que nous demandions aux Canadiens quelle est l'information dont ils ont besoin et que nous fassions clairement comprendre à l'industrie ce qu'on attend d'elle. Cela va réduire les effets indésirables des médicaments et aider à assurer que les Canadiens consomment les médicaments d'ordonnance de façon plus sécuritaire. »

Terence Young, député (2 avril 2015)

Ces mesures reposent sur notre bilan passé de défense des consommateurs, dont :

- ✓ **Aider l'organisme canadien de réglementation de la radiodiffusion à obliger les compagnies de diffusion satellite et par câble à « dégrouper » les chaînes de télévision pour que les Canadiens n'aient plus à payer pour des chaînes qu'ils ne veulent pas.**
- ✓ **Éliminer la TPS sur les produits d'hygiène féminine.**
- ✓ **Continuer à nous opposer à toute « taxe Netflix » sur les services de vidéos sur demande.**

À RISQUE

Notre gouvernement conservateur met tout en œuvre pour rendre la vie plus facile pour les Canadiens. Les taxes et les impôts sont plus bas. Les prestations sont plus élevées. Et les familles canadiennes ont plus de liberté que jamais auparavant pour choisir leur propre voie vers la prospérité. Nous savons qu'aucune famille n'est pareille, mais que toutes ont une chose en commun : si elles en ont la possibilité, elles vont faire les choix qui sont bons pour elles. Les autres partis ne partagent pas notre optimisme, ni notre confiance envers le solide instinct et le bon sens de nos concitoyens.

S'ils en ont la chance, les Libéraux de Justin et le NPD de Thomas Mulcair mettraient la sécurité financière des familles canadiennes en péril en :

- ✗ **Accusant de gros déficits et augmentant le fardeau fiscal, ce qui exposerait notre fragile économie à des risques, coûterait de l'argent aux familles et mettrait des emplois en péril.**
- ✗ **Éliminant la Baisse d'impôt pour les familles, qui offre un allégement fiscal pouvant s'élever à 2 000 $ pour 1,7 million de familles.**
- ✗ **Annulant la Prestation mensuelle universelle pour la garde d'enfants, qui offre près de 2 000 $ par année pour chaque enfant de moins de 6 ans et plus de 700 $ par année pour les enfants de 6 à 17 ans. La PUGE est versée à la totalité des près de quatre millions de familles avec enfants.**
- ✗ **Éliminant, en tout ou en partie, le Compte d'épargne libre d'impôt, qui aide 11 millions de Canadiens d'épargner sans payer d'impôt.**
- ✗ **Annulant le fractionnement du revenu de pension, qui offre un allégement fiscal de plus de 1 milliard de dollars à plus de 1 million de couples âgés.**
- ✗ **Augmentant les charges sociales – pas moins de 1 000 $ par année pour quelqu'un qui gagne qui gagnent 60 000 $ – des travailleurs canadiens.**

Augmentant le prix de tout ce que les familles canadiennes achètent, ce qui comprend l'essence, l'épicerie et le chauffage, en imposant des stratagèmes de tarification du carbone à l'économie canadienne.

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR UN CANADA PLUS SÛR

Pour assurer la sécurité des Canadiens, un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Adopter une loi sur les « zones désignées » afin de poursuivre les combattants étrangers**
- ✓ **Continuer à participer à la vaste coalition internationale de lutte contre le soi-disant État islamique**
- ✓ **Soutenir les minorités religieuses persécutées partout dans le monde**
- ✓ **Augmenter la Force de réserve et les Forces d'opérations spéciales**

Notre gouvernement conservateur sait que la protection de la sécurité physique des Canadiens est aussi importante que la protection de leur sécurité financière. En définitive, les deux vont de pair. Nous ne pouvons pas avoir une économie forte si les communautés canadiennes ne sont pas sécuritaires. Et nous ne pouvons pas bénéficier d'une véritable sécurité si nous n'avons pas les moyens de payer nos organismes d'application de la loi ou nos militaires. Donc, une économie forte repose sur notre prospérité et notre sécurité.

Nous allons aussi continuer à exécuter une politique étrangère fondée sur des principes et défendre ce qui est juste, au lieu de faire ce qui est populaire. Dans un monde dangereux et instable, nous avons besoin d'un gouvernement qui reconnaît les risques pour les intérêts canadiens et notre sécurité, et qui parle clairement. Et c'est pourquoi nous assurons que les Forces armées canadiennes ont l'équipement et les ressources dont elles ont besoin pour protéger et défendre notre sécurité. Nous faisons des investissements considérables dans la force militaire du Canada après la « décennie de noirceur » des Libéraux. Nous devons aux hommes et aux femmes membres des Forces armées canadiennes notre profonde gratitude et notre plus grand respect, et nous allons continuer à assurer qu'ils ont les ressources requises pour faire leur travail.

Et c'est pourquoi nous assurons que les Forces armées canadiennes ont l'équipement et les ressources dont elles ont besoin pour protéger et défendre notre sécurité. Nous faisons des investissements considérables dans la force militaire du Canada après la « décennie de noirceur » des Libéraux. Nous devons aux hommes et aux femmes membres des Forces armées canadiennes notre profonde gratitude et notre plus grand respect, et nous allons continuer à assurer qu'ils ont les ressources requises pour faire leur travail.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va poursuivre ses efforts pour protéger la sécurité du Canada et des Canadiens, au pays et à l'étranger.**

Combattre le terrorisme djihadiste

Quand le mouvement terroriste mondial menace le Canada et les Canadiens non seulement à l'étranger, mais ici au pays, nous avons réellement besoin d'une clarté morale et d'un leadership solide. Nous devons affronter et répondre à cette menace et l'appeler par son nom – une force du mal qui cherche à détruire notre mode de vie et les valeurs qui nous sont chères. Cette clarté et cette détermination à agir pour protéger notre pays sont au cœur de nos mesures antiterroristes ici au pays.

- ✓ **Le gouvernement conservateur a présenté la première Stratégie antiterroriste en 2012, Renforcer la résilience face au terrorisme, afin de contrer le terrorisme national et international et de protéger les Canadiens et les intérêts canadiens.**

- ✓ **En 2013, la *Loi sur la lutte contre le terrorisme* a criminalisé le fait de quitter ou de tenter de quitter le Canada pour participer à des activités terroristes ou les faciliter.**

- ✓ **En 2014, la *Loi sur la citoyenneté* a été modifiée afin de permettre au gouvernement de retirer la citoyenneté canadienne aux citoyens ayant la double nationalité et de la refuser aux résidents permanents reconnus coupables de terrorisme, de haute trahison, de trahison ou d'espionnage.**

- ✓ **La *Loi sur la protection du Canada contre les terroristes* de 2015 donne au Service canadien du renseignement de sécurité les outils dont il a besoin pour faire enquête sur les menaces à la sécurité du Canada et assurer notre sécurité collective.**

✓ **La *Loi antiterroriste de 2015* assure que les organismes d'application de la loi et de sécurité nationale peuvent faire enquête et contrer ceux qui font la promotion du terrorisme et participent à des activités terroristes, prévenir le déplacement des terroristes par voie aérienne, contrer les efforts de ceux qui veulent utiliser le Canada comme terrain de recrutement, et contrecarrer les attaques prévues en sol canadien.**

Malheureusement – et de façon inexplicable pour la plupart des Canadiens – un petit nombre de jeunes Canadiens choisissent de tourner le dos à notre pays, à nos valeurs et à toutes les possibilités offertes par le fait de vivre ici, et se rendent à l'étranger pour se joindre à des organisations terroristes connues. Certains participent aux atrocités commises par ces groupes en terre étrangère, d'autres cherchent à comploter et à commettre des horreurs similaires en sol canadien. Les Canadiens s'attendent à une véritable action de la part de leur gouvernement pour prévenir de telles attaques.

Nous devons protéger les Canadiens en assurant que les « combattants étrangers » qui se rendent dans les régions du monde contrôlées par des terroristes ne peuvent pas, à leur retour au Canada, agir en fonction des idéologies tordues et avec les compétences mortelles qu'ils ont apprises.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va présenter notre mesure législative sur les « zones désignées », permettant au ministre des Affaires étrangères de désigner toute partie du monde où des terroristes sont actifs comme des zones interdites aux Canadiens qui n'ont pas de raison légitime de s'y rendre. Les déplacements vers les zones désignées seront une infraction grave, entraînant une peine de prison sévère, et les autorités canadiennes pourront arrêter et détenir les combattants étrangers qui tentent de revenir au Canada.**

Pour contrer le terrorisme et la radicalisation des jeunes au Canada par la recherche et l'éducation, notre gouvernement a créé le Projet Kanishka en 2011. Les projets financés visent à identifier les facteurs encourageant la résilience communautaire et à aider les jeunes à résister à l'extrémisme violent.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à lutter contre le problème grandissant de la radicalisation terroriste et de l'extrémisme violent chez les jeunes Canadiens en renouvelant le financement du Projet Kanishka pour cinq années additionnelles.**

La trahison, l'un des crimes les plus graves et les plus anciens du monde, a évolué depuis qu'elle a été codifiée dans le droit anglais au 14e siècle. Étant à l'origine une attaque contre le monarque en règne, elle comprend aujourd'hui le fait de se retourner contre son propre pays.

Aujourd'hui, au 21e siècle, nous assistons à l'émergence alarmante d'une nouvelle forme de trahison. Les « combattants étrangers », qui sont pour la plupart de jeunes hommes, dont des Canadiens, abandonnent la vie en Occident pour se joindre à des groupes djihadistes internationaux dans leur guerre contre notre pays et nos alliés.

Les Canadiens considèrent cela comme une trahison de nos valeurs les plus chères et, en fait, comme une attaque contre nous tous. Il n'y a pas de crime plus grave que de trahir ses concitoyens, et nos lois doivent en tenir compte.

✓ **Nos lois actuelles prévoient la prison à vie pour quiconque est reconnu coupable de haute trahison. Un gouvernement conservateur réélu va moderniser la définition du terme haute trahison pour y inclure la lutte contre les Forces armées canadiennes aux côtés des groupes terroristes djihadistes.**

Lutter contre le soi-disant État islamique

Le soi-disant État islamique en Irak et en Syrie – l'EIIS – est la pire menace pour la sécurité du Canada aujourd'hui. Tous les jours, il fait la guerre à tout ce qui nous est cher : la liberté, la démocratie, la tolérance et l'ouverture. Il cherche à détruire tous ceux qui ne partagent pas sa vision perverse et moyenâgeuse du monde. Et, avec une clarté alarmante, il menace les Canadiens, directement et spécifiquement.

Les attaques terroristes perpétrées au Canada l'an dernier par des tueurs motivés par l'extrémisme de l'État islamique nous rappellent que nous ne sommes pas à l'abri de ces menaces.

Les Canadiens n'ont pas inventé ce mal, et n'ont pas non plus appelé sa haine, mais nous ne pouvons pas l'ignorer dans l'espoir qu'il va disparaître. En fait, c'est parce que l'État islamique a rencontré peu de résistance au départ qu'il a pu établir son soi-disant califat à une vitesse aussi alarmante.

Il utilise maintenant ce territoire pour lancer et motiver des attaques dans le monde entier, voulant remplacer la civilisation par la sauvagerie, et régner par le chaos.

Nous ne devons pas laisser l'État islamique avoir un endroit sûr d'où il peut exécuter un plan d'anarchie et de violence.

C'est pourquoi les Forces armées canadiennes, avec nos alliés de toutes confessions et nationalités, font partie de la vaste coalition internationale qui affronte et combat l'État islamique au Moyen-Orient en ce moment. Nous luttons contre les djihadistes là-bas pour protéger les Canadiens ici.

De plus, nous offrons un soutien majeur aux innombrables hommes, femmes et enfants qui sont obligés de fuir l'avancée du soi-disant État islamique. Nous n'avons pas à choisir, comme certains le prétendent, entre lutter contre les soldats du soi-disant État islamique et aider ses victimes. En fait, il est impératif que nous fassions les deux. Et c'est ce que nous faisons.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu ne va pas se sauver en courant, comme nos adversaires aimeraient que nous le fassions. Nous n'allons pas abandonner nos alliés de la vaste coalition internationale contre le soi-disant État islamique. Nous n'allons pas retirer nos troupes de la lutte contre le terrorisme djihadiste.**

« J'aimerais aujourd'hui, sans rien ajouter au sujet de Daesh (EIIS) et de ses attaques brutales, j'aimerais remercier le Canada, son gouvernement, de recevoir les réfugiés irakiens et pour la générosité de leur donner l'espoir d'une vie nouvelle. J'aimerais aussi dire merci pour toute l'aide financière apportée à l'Irak et à la Syrie. Malheureusement, il faut faire plus, mais la priorité devrait toujours être de défaire Daesh pour que les gens puissent rentrer chez eux et reprendre une vie normale. »

Bashar Warda, archevêque du Diocèse Chaldean d'Erbil, Irak (10 août 2015)

Protéger les minorités persécutées dans le monde entier

Notre gouvernement conservateur a toujours défendu et soutenu les minorités persécutées dans le monde entier. Nous faisons une réelle différence dans la vie des minorités religieuses et des jeunes filles et jeunes femmes. Et nous faisons preuve de leadership en acceptant des réfugiés et en offrant une aide humanitaire.

C'est un élément important de notre politique étrangère fondée sur des principes. Et un gouvernement conservateur réélu va continuer à défendre ceux qui sont ciblés en raison de leur foi ou de leur sexe.

La liberté de religion et de croyance, et la capacité d'exprimer cette liberté sans craindre les répercussions ou la répression, sont un droit de la personne fondamental – pas seulement ici au Canada, mais partout dans le monde. Notre gouvernement a créé le Bureau de la liberté de religion en 2013 afin de promouvoir cette conviction et de défendre la tolérance et le pluralisme dans le monde entier. Ces valeurs font du Canada un grand pays, et notre gouvernement prend leur défense très au sérieux.

Cependant, un monde de liberté de religion universelle est difficile à créer, et il reste beaucoup à faire. Près de 75 pour cent de la population mondiale vit dans des pays où la liberté de religion est sujette à de sévères restrictions.

Le soi-disant État islamique a créé un prétendu califat qui s'étend d'Alep, en Syrie, à près de Bagdad, en Irak – et partout où il domine, d'innocents hommes, femmes et enfants subissent des atrocités au quotidien parce qu'ils ne partagent pas sa version pervertie de l'Islam. Des chrétiens, des yézidis, des druzes, des alaouites, des bédouins sunnites et des ismaéliens chiites font face à la soumission, à la

persécution et, souvent, à une exécution horrible en raison de leurs croyances.

Par l'intermédiaire du Bureau de la liberté de religion, en partenariat avec des groupes de la société civile et des organismes non gouvernementaux, nous pouvons défendre ces peuples opprimés, de même que les valeurs canadiennes. Par principe, nous devons agir.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va tirer profit de notre bilan de promotion de la tolérance et de l'ouverture, et de protection des droits des femmes et des enfants dans le monde entier, en finançant un nouveau programme triennal par l'intermédiaire du Bureau de la liberté de religion afin de soutenir les minorités religieuses persécutées au Moyen-Orient et de protéger leurs lieux de culte et leurs objets culturels inestimables contre la destruction.**

Le règne de terreur du soi-disant État islamique et l'horrible guerre civile en Syrie ont d'énormes répercussions sur d'innocents civils, créant une crise de réfugiés de proportions historiques.

Les Forces armées canadiennes jouent un rôle actif et robuste dans la lutte contre l'EI, mais nous nous engageons également à offrir un soutien et une aide aux peuples qui souffrent en raison des déplacements et de la persécution en raison de la violence continue.

Le Canada est depuis longtemps un refuge pour ceux qui fuient la violence et l'oppression, des Loyalistes de l'Empire Uni aux esclaves fugitifs aux États-Unis aux 18e et 19e siècles, en passant par les Européens de l'Est et les « boat people » vietnamiens fuyant le communisme au 20e siècle. Et au 21e siècle, le Canada ouvre une fois de plus ses portes à ceux qui sont dans le besoin.

Nous nous sommes engagés à accueillir 10 000 réfugiés syriens d'ici septembre 2016 et 3 000 réfugiés irakiens cette année. Ils se joindront aux 20 000 Irakiens arrivés chez nous depuis 2009. Les minorités religieuses en Irak sont victimes de génocide aux mains du soi-disant État islamique, et le Canada va leur offrir un refuge sûr.

« Les filles et les femmes restent gravement désavantagées partout dans le Commonwealth. Les efforts internationaux du gouvernement canadien pour prévenir le mariage d'enfants, précoce et forcé attirent déjà l'attention sur ce défi majeur. »

Dr Asha S. Kanwar, présidente et chef de la direction, Commonwealth of Learning (8 juillet 2015)

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va accepter 10 000 autres réfugiés syriens et irakiens qui fuient la brutalité du soi-disant État islamique.**
- ✓ **Nous allons également offrir une aide humanitaire additionnelle par l'intermédiaire du Fonds de secours d'urgence pour la Syrie, jumelant les dons des Canadiens jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars.**

Chaque année, des millions de filles partout dans le monde – certaines aussi jeunes que cinq ans – sont obligées de se marier. C'est bien plus qu'une infamie, c'est souvent une question de vie ou de mort. Dans le monde en développement, la principale cause de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans est celle des complications à l'accouchement.

Le mariage forcé prive les filles de leur droit à l'éducation, et les condamne à une vie de pauvreté et de dépendance.

Le mariage forcé est aussi une arme de guerre. Les Canadiens sont horrifiés par les reportages montrant que le soi-disant État islamique prend de jeunes prisonnières comme « épouses » ou oblige des familles à les laisser marier leurs filles en échange d'une « protection » contre sa dépravation.

Le Canada est un chef de file de l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, et la protection des femmes et des filles est un élément clé de nos objectifs de développement étranger.

C'est aussi conforme aux valeurs canadiennes, qui nous jugeons universelles. Le mariage forcé est inacceptable au Canada, et nous prenons des mesures pour empêcher qu'il ait lieu chez nous. Cependant, il est tout autant inacceptable partout ailleurs dans le monde, peu importe ce que laissent entendre les défenseurs mal avisés des sensibilités culturelles.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va prendre d'autres mesures pour soutenir les victimes du mariage d'enfants, précoce et forcé, en particulier les « camps de viol » et les marchés d'esclaves en Irak et en Syrie, en créant un nouveau programme, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, pour financer la lutte contre ces pratiques.**

L'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans le monde entier est la priorité première du Premier ministre Stephen Harper en matière de développement. Le Premier ministre Harper est un chef de file mondial sur cette importante initiative. Et des progrès sont réalisés : grâce au leadership et aux actions mondiales du Canada, les taux de mortalité maternelle diminuent et des millions d'enfants additionnels célèbrent le cinquième anniversaire.

Mais il reste à faire. C'est pourquoi notre gouvernement engage des ressources considérables pour soutenir la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants entre 2015 to et 2020.

✓ **Nous allons continuer à rallier les dirigeants mondiaux pour qu'ils suivent l'exemple du Canada afin d'améliorer la santé des femmes et des enfants dans les pays en développement.**

« Au cours des dernières années, le Canada a été un important partenaire dans l'amélioration de l'équité en matière de santé dans le monde grâce à l'accent qu'il met sur la SMNE. Notre fondation se réjouit à la perspective de poursuivre son étroit partenariat avec le gouvernement canadien au cours des 15 prochaines années. »

Melinda Gates, cofondatrice, Fondation Bill & Melinda Gates, (23 janvier 2015)

Cybersécurité

Les percées technologiques donnent lieu à d'importantes améliorations de notre niveau de vie, mais augmentent notre dépendance envers l'infrastructure numérique qui soutient tout, de nos réseaux de communication à nos systèmes financiers, en passant par les réseaux électriques. Et cette dépendance nous rend vulnérables aux attaques qui pourraient compromettre notre quotidien, notre sécurité personnelle, notre économie et même notre sécurité nationale.

La menace de la cybercriminalité a de graves conséquences pour les Canadiens et notre économie. Notre gouvernement conservateur se concentre sur le renforcement de notre cybersécurité afin de protéger les Canadiens.

Depuis 2010, notre stratégie nationale sur la cybersécurité repose sur trois piliers :

- ✓ **Protéger les systèmes du gouvernement.**
- ✓ **Former des partenariats pour protéger les systèmes vitaux externes au gouvernement fédéral.**
- ✓ **Aider les citoyens et leurs familles à bénéficier d'une sécurité en ligne améliorée.**

Dans le Plan d'action économique de 2015, nous avons annoncé un financement considérable pour protéger nos cybersystèmes essentiels, dont la création d'une équipe de la GRC pour enquêter sur la cybercriminalité.

Pourtant, il reste à faire. Nos cybersystèmes peuvent être la cible de services militaires et du renseignement étrangers et de réseaux criminels et terroristes. Alors que de plus en plus de Canadiens utilisent Internet pour les affaires et le commerce, nous devons assurer que nous sommes protégés contre les cyberattaques et la cybercriminalité. Nous avons présenté une

mesure législative qui obligera les exploitants de cybersystèmes vitaux à exécuter de solides plans de cybersécurité respectant des normes établies, et à signaler les infractions à la cybersécurité au gouvernement fédéral.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va enchâsser ces mesures dans la loi en adoptant la *Loi sur la protection des cybersystèmes vitaux du Canada* quand le Parlement reprendra ses travaux.**

« La cybersécurité est une responsabilité partagée, et je salue cette importante mesure visant à améliorer notre collaboration avec le gouvernement fédéral sur cette question importante. Ces améliorations à la Stratégie vont assurer que nos systèmes essentiels ont les données les plus récentes sur les menaces, et nous aider à continuer à tirer mutuellement profit de nos forces. »

Conseil canadien des chefs d'entreprise (22 juillet 2015)

Soutenir l'Ukraine

Le Canada est solidaire avec la population de l'Ukraine, et va continuer à l'être. Notre position est claire : nous n'allons jamais accepter l'occupation et l'annexion illégale de la péninsule la Crimée par le Président russe Vladimir Poutine, ni sa guerre par interaction continue dans d'autres parties de l'Ukraine orientale.

La population de l'Ukraine ne laisse planer aucun doute. L'avenir qu'elle veut est tourné vers l'Occident, avec les libertés, les possibilités et la prospérité que cela apporte. Avec nos alliés de l'OTAN, nous la soutenons sans réserve, et nous restons ensemble en Europe centrale et orientale en tant que rempart contre l'instabilité que crée Vladimir Poutine avec ses dangereuses provocations.

Avec le reste du monde occidental, les Canadiens ont célébré la fin de la Guerre froide et les années de paix qui ont suivi. Cependant, Vladimir Poutine veut retourner en arrière. Il veut que la Russie revive sa prétendue gloire du passé afin de masquer son échec comme dirigeant du présent. Nous attendons le jour où la Russie retournera au sein de la communauté des nations – mais d'ici là, on doit répondre à la belligérance de Vladimir Poutine avec détermination et de vraies conséquences.

Sous notre gouvernement conservateur, le Canada est un chef de file sur la scène mondiale à cet égard, à la fois en dénonçant l'agression non provoquée de Vladimir Poutine et en exerçant des pressions sur la Russie par des sanctions sévères et significatives.

De telles sanctions sont un outil clé de la politique étrangère de notre gouvernement, et leur efficacité a été démontrée avec l'Iran et la Corée du Nord, de même qu'avec la Russie.

Un gouvernement conservateur réélu va renforcer le régime de sanctions du Canada en :

- ✓ **Abaissant le seuil d'infraction auquel des sanctions peuvent être appliquées.**
- ✓ **Ajoutant les « graves atteintes aux droits de la personne » comme motif de sanctions.**
- ✓ **Éliminant les échappatoires qui permettent aux individus sanctionnés de contourner les restrictions de déplacement.**

Ces mesures vont renforcer notre soutien à la population ukrainienne dans sa lutte pour la liberté, de même que notre capacité à répondre aux crises internationales, et aligner notre régime de sanctions sur nos valeurs plus globales. Elles vont aussi renforcer notre engagement à défendre la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit à l'étranger.

Dans le but d'assurer que nos sanctions restent bien ciblées et correctement appliquées, nous devons faire un meilleur suivi des capitaux russes sur les marchés mondiaux – en particulier les capitaux liés à des entreprises appartenant à l'État et aux individus déjà sujets à des sanctions.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va créer un « groupe de travail financier », formé de spécialistes de politique étrangère et d'analystes financiers, assurant que notre régime de sanctions maintient sa rigueur et limite l'influence de la Russie au sein de l'économie mondiale.**

Cependant, notre soutien à l'Ukraine va au-delà des sanctions. Le Canada fournit du personnel des Forces armées canadiennes et de l'équipement essentiel pour aider les forces militaires ukrainiennes dans leur lutte pour maintenir la souveraineté de l'Ukraine. Nous :

- ✓ **Déployons des membres des FAC en Ukraine occidentale pour former leurs homologues ukrainiens.**

« Aux forums internationaux comme l'ONU, le G7 et l'OTAN, et dans le cadre des décisions bilatérales sur le soutien à l'Ukraine par des entraîneurs militaires, le Canada montre son soutien continu et significatif au droit de l'Ukraine à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à la sécurité de ses citoyens. Aujourd'hui, le Canada est parmi les meilleurs amis de l'Ukraine, chose très précieuse pour la population de l'Ukraine. »

Paul Grod, président, Congrès ukrainien du Canada (9 juin 2015)

« Depuis le tout début de la crise, le gouvernement du Canada a la position la plus réfléchie de tous les pays du G7. Il offre un soutien politique et financier inébranlable à l'Ukraine, auquel s'ajoute ce matériel non létal essentiel, qui permet de sauver des vies. Merci de nous offrir ce soutien dont nous avons absolument besoin en ce moment et, point le plus important, de faire ce qui est juste. »

Ihor Kozak, League of Ukrainian Canadians (7 août 2014)

- ✓ **Fournissons du matériel non létal, dont des dizaines de milliers de manteaux, de pantalons et de bottes, de casques, de gilets protecteurs, de radios à haute fréquence, de lunettes de vision nocturne et balistiques, de trousses médicales, ainsi qu'une trousse d'hôpital mobile, des tentes et des sacs de couchage.**
- ✓ **Allouons un million de dollars au Fonds de fiducie de l'OTAN pour l'Ukraine, qui vise à améliorer les capacités de commandement et de contrôle du pays.**
- ✓ **Déployons du personnel militaire dans le cadre de la mission REASSURANCE, dont le NCSM Regina, le NCSM Toronto et le NCSM Fredericton, et participons à des exercices militaires.**

Le Canada reste aux côtés de l'Ukraine face à la provocation et à l'agression russes, et nous n'allons jamais accepter l'occupation du territoire ukrainien par la Russie. Les mesures prises jusqu'à présent sont robustes et significatives, mais nous pouvons faire plus.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va conclure un accord de coopération en matière de défense avec l'Ukraine.**
- ✓ **Nous allons ajouter l'Ukraine à la liste des pays admissibles aux exportations canadiennes en matière militaire et de défense.**

Notre gouvernement, dans le cadre de notre politique étrangère fondée sur des principes, est un chef de file de longue date de la promotion de la libre expression et des droits de la personne dans le monde, et de la condamnation des dictatures pour leurs actions cruelles et antidémocratiques. Le monde numérique est un autre champ de bataille dans cette lutte.

L'annexion illégale de la Crimée et l'occupation illégale de l'Ukraine par la Russie sont accompagnées d'une propagande remarquable de la part de Moscou. La Russie utilise Internet et d'autres médias pour manipuler l'opinion publique et diffuser de la fausse information et des mensonges.

En diffusant des semi-vérités, des rumeurs et de vrais mensonges, le Kremlin non seulement trompe les opposants, mais crée un soutien involontaire et mal informé à sa cause.

Le Canada peut faire plus pour aider l'Ukraine à riposter à la propagande russe.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va créer un Fonds de la liberté numérique pour soutenir les groupes internationaux et les médias indépendants qui utilisent des outils numériques pour défendre la liberté et la démocratie dans le monde. Plus précisément, ce fonds va soutenir les efforts déployés pour contrer la propagande russe en Ukraine et ailleurs en Europe orientale.**

Soutenir la force militaire du Canada

Les Forces armées canadiennes sont un élément central de l'histoire de notre pays depuis plus de 200 ans – central pour notre identité nationale, central pour nos succès en tant que pays, central pour notre survie par moment. Et dans le monde encore moins sûr où nous vivons aujourd'hui, c'est plus vrai que jamais.

Notre gouvernement conservateur fait des investissements majeurs pour améliorer l'état de préparation de nos militaires après la Décennie de noirceur des Libéraux, marquée par des compressions budgétaires et une négligence qui mettait nos militaires en péril et minait la sécurité des Canadiens. Pour assurer que les FAC peuvent mener leurs missions à bien, nous :

- ✓ **Rétablissons la « capacité militaire de base » des FAC après une décennie de noirceur sous les Libéraux. La capacité de transport aérien, de surveillance de la souveraineté et de combat des FAC a été renforcée.**
- ✓ **Prenons les mesures requises pour rebâtir la Marine royale canadienne (MRC) et la Garde côtière canadienne par l'intermédiaire de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale, exhaustive, d'une valeur d'environ 35 milliards de dollars. Avec la construction de navires à Halifax et à Vancouver, la SNACN engage l'industrie, d'un océan à l'autre, dans le soutien aux flottes de la MRC et de la Garde côtière pour de nombreuses décennies.**

- ✓ **Défendons résolument le Canada et nos amis à l'étranger contre la menace croissante du terrorisme en déployant nos forces dans le cadre de la coalition militaire contre le soi-disant État islamique dirigée par le Président Obama.**

- ✓ **Prenons fermement position contre l'agression russe en Ukraine par une mission de formation militaire et un soutien à des mesures de dissuasion en Europe, conjointement avec nos alliés de l'OTAN.**

Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir et à défendre les militaires du Canada parce qu'ils sont là pour nous. Ce soutien comprend une augmentation de 11,8 milliards de dollars sur dix ans du budget du ministère de la Défense nationale afin d'assurer que le Canada peut maintenir une forme militaire prête à servir au combat, au pays et à l'étranger.

Les missions à l'étranger nécessitent parfois les Forces d'opérations spéciales du Canada, qui ont l'agilité et l'adaptabilité requises pour relever tout défi, partout dans le monde. Quand le devoir appelle, les FAC sont toujours là pour nous et nos alliés, et nos Forces d'opérations spéciales sont la pointe acérée de l'épée.

Pour le moment, des membres des Forces d'opérations spéciales sont en Irak, formant et conseillant les forces kurdes et irakiennes dans la lutte contre le soi-disant État islamique – l'affrontant sur place afin de protéger les Canadiens ici au pays.

Peu importe la tâche, de la formation des alliés aux négociations sur les otages, en passant par la réponse aux menaces terroristes et l'action directe contre les ennemis du Canada, les Canadiens peuvent compter sur les hommes et les femmes des Forces d'opérations spéciales pour qu'ils défendent le Canada quand le besoin est le plus pressant.

- ✓ **Dans le but d'aider les Forces d'opérations spéciales à maintenir une capacité opérationnelle optimale, un gouvernement conservateur réélu va augmenter leur effectif de près de 35 pour cent d'ici 2022.**

La Force de réserve a une longue et fière histoire au Canada, bien avant la Guerre de 1812, servant avec distinction lors de tous les conflits dans lesquels le Canada a été impliqué. Quand on combine la Première réserve et la Réserve supplémentaire aux Rangers canadiens et aux organisations de cadets, partout au pays, le Canada compte 24 000 hommes et femmes prêts et capables de répondre à l'appel de leur pays.

La Force de réserve est un élément vital de notre structure militaire, complétant la Force régulière et assurant une capacité d'appoint au besoin. Les réservistes représentaient un membre sur quatre de ceux qui ont servi Afghanistan, et certains servent dans le cadre de notre mission contre le soi-disant État islamique en Irak.

La Force de réserve est aussi un élément important de nos communautés. Elle fait la fierté de plus de 100 villes et villages, aux quatre coins du pays. Et elle est toujours là pour les Canadiens quand le devoir appelle, notamment pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophes naturelles comme des inondations, des feux de forêt et des tempêtes de verglas.

- ✓ **Son service à notre pays est indispensable, et pour assurer que la Force de réserve a l'effectif nécessaire pour réaliser les nombreuses tâches qui lui sont assignées, un gouvernement conservateur réélu va augmenter le nombre de réservistes de 15 pour cent, pour une Force de réserve totale de 30 000 membres au cours des quatre prochaines années.**

- ✓ **Nous allons également simplifier et raccourcir le processus de recrutement des réservistes, améliorer les possibilités de formation et élargir les critères d'admissibilité pour inclure les résidents permanents afin de tirer profit de cet important groupe de candidats possibles et de faciliter le processus d'obtention de la citoyenneté canadienne.**

Renforcer nos ressources et nos institutions militaires

Soutenir les militaires veut dire assurer qu'ils ont les ressources, la formation et les outils requis pour faire leur travail en toute sécurité.

Notre gouvernement conservateur fait des investissements majeurs pour améliorer l'état de préparation de nos militaires après la décennie de noirceur des Libéraux, marquée par des compressions budgétaires et une négligence qui mettait nos militaires en péril et minait la sécurité des Canadiens.

Ça ne se reproduira plus. Un gouvernement conservateur réélu va continuer à investir dans la force militaire du Canada et soutenir les hommes et les femmes qui mettent leur vie en danger pour leurs concitoyens.

Depuis sa fondation en 1952, le Collège royal militaire de Saint-Jean prépare de jeunes Canadiens pour une carrière dans les Forces armées canadiennes.

Le Collège a commencé à décerner des diplômes universitaires en 1985. Cependant, il a été victime des compressions des Libéraux dans les dépenses pour la défense et a fermé dix ans plus tard.

Notre gouvernement a partiellement rouvert le Collège en 2008 en tant que CÉGEP préparant les cadets du Québec pour une formation postsecondaire – en particulier des études au Collège royal militaire de Kingston, en Ontario.

Cependant, nous voulons que le Collège réalise son plein potentiel et fasse plus pour encourager une nouvelle génération d'officiers francophones.

✓ **Si nous sommes réélus, nous allons honorer la contribution passée et actuelle du Québec aux Forces armées canadiennes en refaisant du Collège royal militaire de Saint-Jean une institution postsecondaire à part entière, pouvant décerner des diplômes, similaire au CRM de Kingston. Nous allons collaborer avec le gouvernement du Québec pour réaliser cette promesse.**

Le NCSM Discovery – adjacent au parc Stanley – a été construit lors de Deuxième Guerre mondiale par la Vancouver Half Company de la Réserve de volontaires de la Marine royale du Canada. Son but initial était le recrutement et la formation de près de 8 000 militaires pendant la guerre.

Le NCSM Discovery continue à jouer un rôle important dans la formation et est le quartier général de plusieurs unités de réserve et de cadets.

Notre gouvernement conservateur a récemment annoncé des améliorations à l'installation, qui amélioreront la capacité de la Marine et de la Garde côtière de mener des opérations de recherche et de sauvetage, et de superviser l'intervention en cas de pollution marine dans la région du Port de Vancouver.

✓ **Si nous sommes réélus, nous allons tirer profit de ces efforts en rétablissant et élargissant la base de réserve de la Marine royale canadienne NCSM Discovery à Vancouver, en faisant un centre d'opérations conjointes majeur pour la Marine royale canadienne et la Garde côtière canadienne. Le NCSM Discovery a une fière histoire avec la MRC, et sa construction va respecter l'architecture historique de l'installation existante.**

Les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent ne sont pas que des icônes en matière de géographie – ce sont des éléments déterminants de l'histoire du Canada et l'une des raisons pour lesquelles nous sommes devenus une grande nation commerçante. Avec le développement de la Voie maritime du Saint-Laurent, ils sont devenus notre porte sur le monde. Aujourd'hui, des navires commerciaux font plus de 2 000 déplacements dans les Grands Lacs et la Voie maritime du Saint-Laurent, chaque année. Ils génèrent une activité économique de 34 milliards de dollars au Canada et aux États-Unis, et soutiennent plus de 200 000 emplois stables et de qualité.

Compte tenu de l'importance vitale de ce réseau maritime pour notre économie nationale, et de l'accès qu'il offre à nos régions les plus populeuses et au cœur industriel du Canada, il est impératif que la Marine royale canadienne soit présente dans ces eaux.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va tenir son engagement envers notre sécurité nationale en commandant quatre navires de patrouille pour la Marine royale canadienne, pour les Grands Lacs et la Voie maritime du Saint-Laurent.**

Cet investissement va permettre une formation sur les Grands Lacs et faciliter le recrutement et la rétention de membres de la Réserve navale et des cadets de la Marine. Actuellement, environ la moitié de l'effectif est basé dans la région du Saint-Laurent et des Grands Lacs, en Ontario et au Québec.

Souveraineté dans le Nord

Le Nord revêt aujourd'hui une immense importance géopolitique, et fait donc l'objet d'un intérêt accru par les puissances étrangères, exigeant une présence canadienne pour défendre nos revendications juridiques et historiques sur les terres et les eaux nordiques.

Nous prenons des mesures importantes jusqu'à présent, dont l'expansion des Rangers canadiens, la création d'un Centre d'instruction dans l'Arctique à Resolute, la modernisation des avions de patrouille et l'expansion de notre flotte de transport aérien, l'acquisition de navires de patrouille extracôtiers pour l'Arctique, et le lancement de la construction du brise-glace polaire John G. Diefenbaker.

Pourtant, il reste à faire. Notre gouvernement conservateur va continuer à faire de la protection de notre souveraineté dans le Nord une priorité absolue. Les revendications juridiques et historiques consiste à « l'utiliser ou le perdre », et ce principe est au cœur de notre politique étrangère sur l'Arctique : Dans le Nord, l'exercice de notre souveraineté par l'intermédiaire d'une capacité militaire efficace, d'une diplomatie active et du développement économique est notre objectif premier.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les Rangers canadiens, qui font partie de la Réserve des Forces armées canadiennes, sont nos yeux et nos oreilles dans le Nord, réalisant des activités liées à la sécurité nationale et à la sécurité publique. (Leur devise est Vigilans, qui veut « Les gardiens ».)

Depuis des années, les Rangers canadiens utilisent des fusils Lee Enfield no 4. Les antécédents de service des Lee Enfield pour les militaires canadiens n'ont d'égale que leur robuste fiabilité dans les conditions arctiques,

mais le moment est venu de les remplacer. C'est pourquoi notre gouvernement va remplacer les Lee Enfield des Rangers par de nouveaux fusils au cours des quatre prochaines années.

Les Lee Enfield ont gagné le statut d'icônes, un fier symbole de la distinguée histoire militaire du Canada et de notre souveraineté dans l'Arctique – un peu comme les Rangers eux-mêmes.

- ✓ **Quand les nouveaux fusils modernes seront distribués, un gouvernement conservateur réélu va honorer les Rangers et leurs longs états de service en leur cédant les Lee Enfield qui les ont servis pendant de si longues années.**

Les Rangers juniors canadiens, qui permettent à de jeunes Canadiens âgés de 12 à 18 ans d'apprendre à camper, à faire de la navigation et à manier des armes à feu, et à apprécier la culture et les modes de vie nordiques traditionnels, auront bientôt 20 ans.

Établis de façon permanente en 1998, les Rangers juniors canadiens comptent aujourd'hui plus de 135 membres, qui patrouillent dans des communautés nordiques éloignées et isolées.

- ✓ **Notre gouvernement a augmenté le nombre de Rangers juniors canadiens de 3 400 à plus de 4 200 en 2008. Si nous sommes réélus, nous allons de nouveau augmenter l'effectif, à 5 000, à temps pour le 20e anniversaire de l'organisation.**

À RISQUE

Notre gouvernement conservateur améliore la sécurité du Canada dans un monde troublé et dangereux. Nous reconnaissons la menace posée par le terrorisme djihadiste et faisons les choix et les investissements – dont un soutien aux hommes et aux femmes des Forces armées canadiennes – nécessaires pour protéger le pays. La politique étrangère fondée sur des principes du Premier ministre Harper vise également à ce que le Canada ait la tête haute dans le monde et défende ce qui est bien et juste.

Les Libéraux de Justin et le NPD de Thomas Mulcair mettraient le pays sur une voie descendante très différente. Ils mineraient la sécurité du Canada en :

- ✗ **Enlevant les outils que nous donnons à nos organismes d'application de la loi pour protéger les Canadiens contre les menaces terroristes.**
- ✗ **Nous retirant de la vaste coalition internationale de lutte contre le soi-disant État islamique hors de nos frontières.**
- ✗ **Retournant à une « Décennie de noirceur » de compressions dans les dépenses pour la défense qui nuirait aux Forces armées canadiennes et affaiblirait notre défense nationale.**
- ✗ **Abandonnant notre politique étrangère fondée sur des principes qui soutient Israël et d'autres alliés comme l'Ukraine pour une approche « laisser faire et suivre le courant » qui affaiblirait notre pays et réduirait notre réputation morale.**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR DES RUES PLUS SÉCURITAIRES

Pour assurer la sécurité des rues canadiennes, un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Adopter la *Loi sur les peines de prison à vie purgées en entier* pour assurer que les pires criminels n'aient jamais droit à la libération conditionnelle**
- ✓ **Intensifier notre Stratégie nationale antidrogue**
- ✓ **S'attaquer aux gangs criminels**
- ✓ **Protéger les aînés contre la fraude financière**
- ✓ **Augmenter le soutien aux victimes d'actes criminels**

Pendant trop longtemps, le système de justice du Canada a inversé les priorités : Il était axé sur les soi-disant « droits » et préoccupations des criminels, alors que les victimes et leurs familles étaient laissées à l'écart, sans voix au chapitre. Nous avons travaillé fort pour inverser cette tendance, en particulier en mettant en vigueur notre historique Charte des droits des victimes. Aujourd'hui, les victimes et leurs familles sont de nouveau là où elles doivent être, au cœur de notre système de justice. Jamais un gouvernement n'a fait des préoccupations des victimes une priorité aussi importante.

Ajoutons à cela la longue liste des autres mesures de notre ambitieux ordre du jour sur la loi et l'ordre – pour protéger nos enfants contre les prédateurs et les revendeurs de drogue, pour garder les dangereux criminels derrière les barreaux et loin de nos rues, et pour chasser les armes illégales, les gangs et les drogues de nos communautés – et il n'y a pas lieu de se demander pourquoi le taux de criminalité est à la baisse.

La justice est une valeur canadienne fondamentale, et les Canadiens s'attendent à ce qu'elle soit administrée de façon exhaustive, honnête et transparente. Tout comme nous.

Mais ce n'est pas le cas des Libéraux et du NPD. La seule priorité de Justin Trudeau en matière de justice pénale est de modifier la loi pour permettre la vente de marijuana à l'épicerie du coin, la rendant plus accessible à nos enfants. Et le NPD a une dangereuse politique idéologique en matière de justice pénale qui fait passer les soi-disant « droits » des criminels avant les droits des victimes. Le NPD est laxiste face au crime et s'oppose constamment à des peines plus longues pour les contrevenants dangereux.

Les Canadiens peuvent compter sur notre gouvernement conservateur pour qu'il traite leur sécurité en priorité. Nous partageons les croyances sensées des Canadiens respectueux des lois, et nous allons continuer à prendre de nouvelles mesures pour lutter contre les criminels et soutenir les victimes.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à traiter la sécurité de nos rues et de nos communautés en priorité.**

Stratégie nationale antidrogue

Un élément vital pour assurer la sécurité de nos rues et de nos communautés est de les garder libres des drogues et des gangs organisés qui s'en prennent aux toxicomanes et profitent de la consommation de drogues.

La Stratégie nationale antidrogue de notre gouvernement conservateur vise à inverser les années d'inaction des gouvernements précédents – en fait, dans certains cas, des années où ils ont empiré le problème. Nous avons une approche à trois volets, axée sur la prévention, le traitement et l'application de la loi.

À cette fin, nous :

- ✓ **Renforçons les peines pour les fabricants et revendeurs de drogues dures, notamment des peines de prison minimales exécutoires pour certaines infractions.**
- ✓ **Avons présenté une mesure législative pour réduire le trafic et la consommation de drogues dans les prisons.**
- ✓ **Augmentons les ressources des organismes d'application de la loi et des représentants de la justice pour enquêter sur les crimes liés aux drogues et poursuivre les contrevenants.**
- ✓ **Travaillons fort pour améliorer la sensibilisation, en particulier chez les jeunes Canadiens, aux dangers des drogues.**
- ✓ **Offrons un soutien considérable au traitement, pour aider ceux qui sont tombés dans la toxicomanie.**

Nous avons renouvelé le financement de la Stratégie nationale antidrogue en 2012 et, en 2014, nous avons élargi la stratégie pour inclure l'abus des médicaments d'ordonnance.

Un gouvernement conservateur réélu va tirer profit de ce bilan en élargissant la Stratégie nationale antidrogue pour :

- ✓ **Créer un service d'aide téléphonique sans frais, où les parents pourront recevoir des conseils sur les façons de détecter les signes de consommation de drogues et de dissuader leurs enfants de se droguer.**

- ✓ **Augmenter le financement des équipes de lutte contre les laboratoires clandestins de la GRC, qui enquêtent sur les laboratoires de drogues et ciblent le crime organisé.**

Les preuves démontrent qu'il existe un lien étroit entre la toxicomanie et la santé mentale : 30 pour cent des personnes chez qui on diagnostique un trouble mental auront un problème de toxicomanie à un moment de leur vie.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va demander à la Commission de la santé mentale du Canada, dans le cadre de son nouveau mandat de 10 ans annoncé dans le Plan d'action économique de 2015, de collaborer avec le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies afin d'améliorer l'intégration des initiatives liées à la santé mentale et à l'abus d'alcool ou d'autres drogues.**

La maladie mentale est un défi qui touche la vie de millions de Canadiens. Un Canadien sur cinq en sentira les effets au cours d'une année et un sur trois en fera l'expérience à un point dans sa vie. On estime que les conséquences sur l'économie canadienne représentent près de 50 milliards de dollars par année. Le coût pour les particuliers et les familles peut être mesuré uniquement par la peine et le désespoir.

C'est pourquoi, en 2007, notre gouvernement a créé la Commission sur la santé mentale, avec un vaste mandat de 10 ans, afin d'améliorer le système de santé mentale du Canada et d'augmenter la sensibilisation aux enjeux connexes, et c'est pourquoi nous nous engageons à renouveler ce mandat en 2017.

En plus de mettre l'accent sur les liens entre la consommation de drogues et la maladie mentale, un gouvernement conservateur réélu va établir d'autres priorités pour la Commission.

- ✓ **Près de 4 000 Canadiens s'enlèvent la vie, chaque année. Le suicide est la deuxième cause de décès chez les adolescents, et la principale cause de décès chez les Canadiens autochtones de moins de 44 ans. Plus de 90 pour cent des gens qui se suicident ou qui en font la tentative luttent avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, ou les deux. La Commission de la santé mentale du Canada va exécuter des programmes communautaires de prévention du suicide, notamment dans les communautés des Premières Nations, pour évaluer leur efficacité.**

- ✓ **La Commission va également traiter en priorité les groupes qui, pour diverses raisons, sont plus sujets à la maladie mentale que le reste de la population, ce qui comprend les anciens combattants et les membres des Premières Nations.**

Cibler les gangs criminels

Le crime de gang est une grave préoccupation, partout au pays. Il pose un danger évident pour les honnêtes citoyens – mais ses dommages vont beaucoup plus loin. Les jeunes Canadiens qui tombent dans des gangs criminels risquent de voir la témérité de leur jeunesse leur faire passer leur vie adulte au sein du système carcéral – s'ils survivent.

Notre gouvernement conservateur a été clair : Notre priorité première est la sécurité de nos rues et de nos communautés, et quiconque met cette sécurité en péril doit faire face à la pleine rigueur de la loi.

À cette fin, nous avons pris de nombreuses mesures législatives ciblant les gangs de jeunes, et le crime organisé d'une manière plus générale.

- ✓ **Nous avons adopté une loi pour imposer des peines minimales exécutoires pour le crime lié aux gangs et les infractions impliquant des armes à feu.**
- ✓ **Nous avons modifié le Code criminel pour que tous les meurtres liés au crime organisé soient automatiquement des meurtres au premier degré, et nous avons créé une nouvelle infraction ciblant l'utilisation criminelle insouciante des armes à feu, en particulier les fusillades au volant.**
- ✓ **Nous avons adopté une loi imposant des peines plus sévères pour le recrutement des gangs.**

C'est une infraction criminelle d'appartenir à un gang et de participer à des activités liées à un gang. Cependant, il n'existe pas de liste établie des gangs au Canada, ce qui signifie que l'existence d'un gang en particulier en tant qu'organisation criminelle doit être prouvée dans chaque affaire.

Des comités parlementaires ont recommandé la création d'un système de liste des gangs – similaire à celui des groupes terroristes – et le gouvernement du Manitoba a récemment catégorisé les Hells Angels en tant qu'organisation criminelle. Nous pensons que cette idée a du mérite.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va établir un processus de liste des gangs criminels afin de lutter contre les gangs et d'accélérer le système de justice.**

De plus, nous mettons tout en œuvre pour empêcher que des jeunes deviennent membres de gangs. En 2006, nous avons créé le Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes afin de soutenir les organisations qui interviennent directement auprès des jeunes à risque. Ces organisations cherchent à dissuader les jeunes de se joindre à des gangs ou, dans certains cas, les soutiennent quand ils en sortent.

Les fonds de ce programme, que nous avons rendu permanent en 2011, sont utilisés à diverses fins, de la location de locaux à la formation du personnel, en passant par le mentorat, l'orientation, l'acquisition de compétences et plus encore.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va augmenter les ressources allouées au Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes de 25 pour cent, pour qu'il puisse aider encore plus de jeunes à éviter de passer leur vie dans la criminalité.**

Protéger les aînés contre la fraude

Le courriel dit qu'ils ont gagné à la loterie – mais qu'ils doivent payer des frais de traitement pour toucher leur prix. Ce nouvel ami rencontré sur les médias sociaux, qui atténue leur solitude, aimerait leur rendre visite – mais a besoin d'argent pour payer un billet d'avion. La voix au téléphone dit être un petit-enfant qui est en difficulté pendant un voyage en Europe et qui a besoin d'argent de toute urgence.

Le nombre de trucs que les escrocs utilisent pour prendre les économies durement gagnées des aînés est déconcertant et alarmant. Et quand on combine les escroqueries comme celles-là aux autres types de fraude – des arnaques commerciales au vol d'identité – les Canadiens perdent la somme étonnante de 10 à 30 milliards de dollars aux mains de fraudeurs, chaque année.

La GRC, en coopération avec le Bureau de la concurrence et la Police provinciale de l'Ontario, finance le Centre antifraude du Canada afin de combattre ces types de crime. Cependant, alors que la technologie progresse, il devient de plus en plus difficile de contrôler le problème.

✓ **Pour combattre les fraudeurs qui ciblent les Canadiens, un gouvernement conservateur réélu va allouer plus de ressources au Centre antifraude du Canada afin d'intensifier ses activités de renseignement et de prévention, en particulier la fraude en ligne qui cible les aînés canadiens.**

Nous allons également renforcer les peines pour les escrocs qui volent de l'argent aux Canadiens. En 2011, notre gouvernement a adopté la *Loi sur la défense des victimes de crimes en col blanc*, qui impose une peine de prison minimale obligatoire de deux ans aux criminels qui commettent des fraudes de plus de 1 million de dollars. Elle fait aussi en sorte que les juges doivent envisager la restitution quand ils prononcent la peine.

En 2013, nous avons adopté la *Loi sur la protection des personnes âgées au Canada*, qui fait de l'âge de la ou des victimes un facteur aggravant au prononcé de la peine.

Cependant, le temps passé en prison par les criminels ne rétablit par la situation financière des victimes. Le plus important est qu'elles récupèrent leur argent.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va modifier le Code criminel pour que toute fraude financière de plus de 5 000 $ faisant de nombreuses victimes entraîne une peine de prison minimale obligatoire de deux ans, sauf si le contrevenant fait une restitution complète à ses victimes.**

« La majorité des membres [de CARP] veulent que leurs fonds leur soient restitués, puis que le contrevenant aille en prison ou qu'il soit tenu de rembourser personnellement les fonds, quand on leur demande quel serait le résultat idéal. »

CARP (24 mars 2015)

Peines de prison à vie et autres priorités en matière de justice

Comme la plupart des Canadiens, nous espérons la réadaptation réussie des gens qui sont tombés dans une vie de criminalité. Cependant, notre priorité première est la sécurité des Canadiens et des communautés où ils vivent, travaillent et élèvent leurs enfants. Il existe des criminels si dangereux que, une fois en prison, ils ne doivent plus jamais être relâchés dans nos rues.

Pour le moment, une peine d'emprisonnement à perpétuité – même pour les tueurs les plus violents – offre une possibilité de libération conditionnelle après 25 ans. Quand ces criminels ont droit à une libération conditionnelle, la confiance des Canadiens dans notre système de justice est ébranlée et les familles des victimes sont obligées de revivre l'horreur de leur perte.

Notre projet de loi C-53, la *Loi sur les peines de prison à vie purgées en entier*, assurera que les contrevenants reconnus coupables des meurtres les plus ignobles ou les individus qui sont reconnus coupables de haute trahison seront emprisonnés pour le reste de leur vie, sans possibilité de libération conditionnelle. Cela comprend les meurtres impliquant une agression sexuelle, l'enlèvement, le terrorisme, l'assassinat de policiers ou d'agents correctionnels, ou tout autre meurtre au premier degré de nature particulièrement brutale.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va faire de l'adoption de la *Loi sur les peines de prison à vie purgées en entier* sa principale priorité en matière de justice pénale quand le Parlement reprendra ses travaux cet automne.**

la réintroduction et l'adoption de la *Loi sur les peines de prison* à vie purgées en entier est notre priorité absolue en matière de justice, ce n'est que l'une des nombreuses mesures que notre gouvernement propose afin d'améliorer la sécurité des Canadiens et de nos communautés :

- ✓ **La *Loi sur la conduite dangereuse et avec facultés* affaiblies va refléter la gravité de cette infraction dans l'esprit de la plupart des Canadiens et faire en sorte que la lettre de la loi en respecte l'esprit en limitant le recours à des moyens de défense techniques en cas de conduite avec facultés affaiblies, et en simplifiant la preuve de l'alcoolémie. Elle va aussi faire en sorte que la peine correspond à la gravité du crime pour une vaste gamme d'infractions liées à la conduite, ce qui comprend des peines plus sévères en cas d'alcool au volant.**

- ✓ **La *Loi sur le renvoi des criminels étrangers dangereux* va faire en sorte de déporter les étrangers dangereux qui commettent des crimes graves au Canada, et de renvoyer ces criminels étrangers dans leur pays d'origine, et va rendre les criminels étrangers inadmissibles à la réadaptation (le pardon).**

- ✓ **La *Loi sur les peines sanctionnant la possession criminelle d'armes à feu* va rétablir les peines minimales obligatoires en cas de possession illégale d'armes à feu à autorisation restreinte ou prohibées chargées pour commettre un crime grave ou à un endroit où il y a un véritable risque de blesser des passants innocents. Cela permettra d'appliquer toute la rigueur de la loi aux contrevenants qui ont un comportement criminel grave, tout en exemptant les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois qui entreposent leurs armes de façon légale.**

« Habitat pour l'humanité Canada est fier d'être partenaire d'un gouvernement qui apporte des changements positifs pour les familles à faible revenu qui achètent les maisons abordables d'Habitat et pour les contrevenants du CSS qui veulent redonner à la société. Ce partenariat reflète pleinement la conviction d'Habitat que l'aide, pas la charité, donne aux gens de l'amour-propre et la possibilité d'améliorer leur vie et celle de leur famille. »

Habitat pour l'humanité (14 novembre 2012)

- ✓ **La *Loi visant la protection des collectivités contre le commerce en évolution des drogues dangereuses* va permettre au gouvernement d'intervenir rapidement et efficacement face à l'émergence de nouvelles substances illicites dans les rues canadiennes, d'élargir les lois existantes liées à la possession, la production ou la vente de substances ou de matériel visant à fabriquer des substances illégales contrôlées, et d'améliorer l'inspection, le contrôle et la réglementation de toutes les substances licites contrôlées afin d'empêcher qu'elles soient utilisées à des fins illégales.**
- ✓ **La *Loi sur les droits des victimes au sein du système de justice militaire* va assurer que les victimes d'infractions d'ordre militaire au sein du système de justice militaire ont les mêmes droits que ceux prévus dans la nouvelle Charte canadienne des droits des victimes.**

Un gouvernement conservateur réélu va de nouveau présenter ces mesures législatives au Parlement et veiller à ce qu'elles deviennent les lois du pays. De plus, nous allons continuer à agir pour protéger les Canadiens, notamment en prenant de nouvelles mesures pour contrer le problème des récidivistes chroniques.

De plus, nous allons tirer profit de notre bilan de responsabilisation des contrevenants et du principe de la libération conditionnelle méritée.

Nous nous engageons à aider le plus de détenus possible des prisons canadiennes à se préparer pour une réintégration réussie dans la société après leur libération en leur offrant des possibilités de formation professionnelle.

Quand des contrevenants montrent qu'ils sont prêts à réintégrer la société, nous allons les aider à acquérir des compétences utiles avant leur libération afin d'encourager la réadaptation et de réduire les risques de récidive.

Depuis 2012, un partenariat entre le Service correctionnel du Canada et Habitat pour l'humanité est un succès sur les deux fronts. Plus de 350 détenus se sont portés volontaires pour travailler sur plus 20 projets locatifs, fabriquant des armoires de cuisine et de salle de bains, en passant par la construction de maisons préfabriquées.

- ✓ **Encouragé par ces résultats, un gouvernement conservateur réélu va élargir le partenariat entre le Service correctionnel du Canada et Habitat fpour l'humanité, doublant le nombre de projets au cours des quatre prochaines années.**

Protéger les Canadiens et supporter les victimes

Notre gouvernement conservateur fait plus que tout autre gouvernement de l'histoire pour protéger les enfants et soutenir les victimes de crime. À notre entrée en fonctions en 2006, nous avons hérité d'un système qui se préoccupait plus des criminels que des victimes. Ça devait changer. Et c'est ce que nous faisons.

Voici certaines des mesures concrètes que nous prenons pour protéger les enfants :

- ✓ **Soutenir les Centres d'appui aux enfants et les Centres d'appui aux enfants et aux adolescents afin de coordonner les enquêtes, les poursuites et le traitement dans les cas de violence envers les enfants afin d'aider les jeunes par des services de conseil et autres.**
- ✓ **Adopter la *Loi sur le renforcement des peines pour les prédateurs d'enfants* afin de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants.**
- ✓ **Présenter la *Loi sur la protection des Canadiens contre la cybercriminalité* afin de protéger les Canadiens, en particulier les jeunes, contre l'exploitation en ligne et la cyberintimidation.**
- ✓ **Augmenter les peines en cas d'agression sexuelle contre des enfants et créer deux nouvelles infractions sur la conduite qui pourrait faciliter ou permettre une agression sexuelle contre un enfant.**
- ✓ **Renforcer le Registre des délinquants sexuels.**
- ✓ **Investir 14,2 millions de dollars par année pour protéger les enfants contre les prédateurs par l'intermédiaire de la Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet.**

Mais nous pouvons faire plus en travaillant avec les défenseurs des victimes comme Sheldon Kennedy, afin de protéger nos enfants et d'aider ceux qui ont été victimes de crime.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va doubler le financement des Centres d'appui aux enfants et des Centres d'appui aux enfants et aux adolescents, et réserver des ressources afin d'aider les Centres existants à offrir des services satellites aux communautés qui sont hors des centres urbains ou qui n'ont pas de Centre.**

- ✓ **Nous allons réserver un financement pour la recherche sur les dommages sociaux et économiques « invisibles » subis par les victimes de crime.**

Ces investissements dans le soutien de première ligne aux victimes et aux enfants aidera ceux qui ont été touchés par le crime et assurera qu'ils ont le soutien et l'aide dont ils ont besoin.

Des cas frappants de traite de personnes et de violence sexuelle et en ligne envers des femmes et des filles nous rappellent que nous devons assurer que le Canada est sécuritaire pour tous les Canadiens.

Notre gouvernement conservateur a un solide bilan de soutien aux victimes et de protection des femmes et des filles du Canada contre la violence. Cela comprend :

- ✓ **Un investissement de 100 millions de dollars sur dix ans pour prévenir, détecter et combattre la violence familiale et contre les enfants.**

- ✓ **Le lancement du Plan d'action pour contrer la violence familiale et les crimes violents à l'endroit des femmes et des filles autochtones.**

« Je veux juste dire merci pour cette annonce et merci de vous concentrer sur les victimes. Je pense que pendant longtemps, les gens n'ont pas compris l'impact des dommages invisibles. Je crois que ce que vous faites et ce qui est fait depuis quelques années font en sorte que le soutien aux victimes est devenu une priorité, et c'est ce qu'il faut – merci. »

Sheldon Kennedy (18 septembre 2015)

- ✓ **Le renforcement de notre système de justice par l'adoption de la *Loi protégeant les victimes des délinquants sexuels*, afin de protéger tous les Canadiens, dont les femmes, contre les prédateurs sexuels ou les récidivistes violents, et la *Loi sur la tolérance zéro face aux pratiques culturelles barbares*, qui vise à protéger les filles et les jeunes femmes contre le mariage précoce et forcé.**

- ✓ **Pratiquement doubler le soutien pour mettre un terme à la violence envers les femmes et les filles, par des projets communautaires dans le cadre du Programme pour les femmes de Condition féminine Canada.**

Ces mesures concrètes et pratiques aident à protéger les femmes et les filles afin qu'elles puissent poursuivre leurs rêves et profiter des possibilités qui leur sont offertes.

Malheureusement, il reste à faire.

La traite de personnes est un fléau mondial qui piège quelque deux millions de personnes par année – certaines estimations portant le nombre de victimes, principalement des femmes et des enfants, à pas moins de 15 000. Souvent, ces victimes tombent dans le travail forcé ou la prostitution.

Ce crime terrible est un affront pour les valeurs canadiennes, enlevant aux victimes leur liberté, leurs droits fondamentaux et leur dignité humaine, le plus souvent sous la menace de violence ou de mort.

Notre gouvernement collabore étroitement avec des responsables de l'application de la loi, des organisations de la société civile et des groupes communautaires et religieux pour lutter contre la traite de personnes. Nous avons adopté une mesure législative afin de limiter considérablement le commerce du sexe au Canada, notamment le fléau qu'est la prostitution juvénile. Nous avons établi des peines de prison minimales exécutoires pour la traite d'enfants. Nous avons augmenté l'âge du consentement de 14 à 16 ans.

Et nous accordons un soutien significatif au Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, qui coordonne et soutient les efforts déployés pour traduire les trafiquants en justice et offrir aide et réconfort à leurs victimes

Mais nous pouvons – et allons – faire plus.

Un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Renouveler le Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes quand il arrivera à la fin de son mandat en 2016.**
- ✓ **Augmenter le financement pour aider les femmes à se libérer du commerce du sexe.**
- ✓ **Faire du 22 février la Journée contre la traite de personnes – l'anniversaire de la fameuse décision unanime du Parlement en 2007 de condamner toutes les formes de traite de personnes et d'esclavage.**
- ✓ **Et, prenant comme exemple l'équipe d'enquêteurs sur la traite de personnes de la GRC de Montréal, créer des équipes similaires à Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver.**

Au Canada, les hommes et les femmes sont égaux devant la loi. C'est l'une des valeurs qui font du Canada un pays de possibilités et de prospérité, un pays qui attire d'innombrables immigrants venant du monde entier.

Malheureusement, certains nouveaux venus embrassent la promesse du Canada, mais pas les valeurs qui font ce grand pays, et importent certaines pratiques brutales – la plupart du temps envers les femmes et les filles – qui n'ont pas leur place ici, ni ailleurs.

La tragique vérité est que certaines pratiques, comme la mutilation génitale des femmes, les soi-disant crimes d'honneur, la polygamie et le mariage précoce et forcé, sont réalisées dans certaines communautés culturelles du Canada.

« L'Armée du Salut applaudit l'annonce du gouvernement du Canada et le lancement d'un Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes au Canada. Nous nous attendons à une plus grande coopération entre l'appareil judiciaire et la police, des possibilités de faire une sensibilisation à la cause et d'informer tous les Canadiens sur la façon dont les victimes sont prises au piège et soumises à l'esclavage. Point le plus important, nous soutenons un plan qui améliore l'appui aux victimes de ces crimes horribles, qui soutient leur lutte pour s'en sortir et se refaire une vie, retrouver les libertés qui leur avaient été enlevées et grandir en tant que survivantes. »

Major Brian Venables, Armée du Salut du Canada (6 juin 2012)

C’est pourquoi notre gouvernement a été fier d’adopter la mesure législative qui enchâsse dans la loi notre aversion pour ces pratiques, et qui donne aux responsables de l’application de la loi le pouvoir d’empêcher que nombre d’entre elles se produisent en sol canadien.

Cependant, des actes cruels sont trop souvent perpétrés dans l’ombre, loin des autorités. Et les membres des communautés culturelles qui dénoncent ces pratiques risquent d’être ostracisés, ou pire encore, s’ils parlent.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va établir une ligne d’aide permettant aux Canadiens d’alerter la GRC dans les cas soupçonnés de la mutilation génitale des femmes, les soi-disant crimes d’honneur, la polygamie et le mariage précoce et forcé.**

- ✓ **Et nous allons donner aux équipes intégrées de la GRC à Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver le mandat d’enquêter également sur les cas.**

À RISQUE

Notre gouvernement conservateur s'engage à assurer la sécurité des rues et des communautés pour le bien des Canadiens et de leurs familles. Depuis 2006, nous avons présenté et adopté plus de 60 mesures législatives majeures afin de garder des criminels derrière les barreaux, de protéger les enfants, de faire passer les droits des victimes avant ceux des criminels et de lutter contre les drogues, les armes et les gangs. Le résultat est que nos rues sont plus sûres, nos enfants sont mieux protégés et les victimes sont là où elles doivent être – au cœur de notre système de justice pénale.

Les Libéraux et le NPD ne partagent pas notre vision. Ils trouvent des excuses aux criminels et pensent que l'incarcération – pour des raisons de sécurité publique, ou même comme punition – est rarement justifiée. La principale priorité des Libéraux est de modifier la loi pour permettre la vente de marijuana à l'épicerie du coin, la rendant plus accessible à nos enfants. S'ils en ont la chance, les Libéraux et le NPD vont :

- **Éliminer les peines minimales exécutoires pour les récidivistes violents.**
- **Stopper notre *Loi sur les peines de prison à vie purgées en entier*, qui élimine la possibilité de libération conditionnelle des criminels les plus brutaux et les plus violents.**
- **Créer de soi-disant sites d'injection « supervisée » dans nos communautés, apportant des drogues dures dans nos quartiers et près de nos enfants.**
- **Légaliser la marijuana et la prostitution, et la criminalité souterraine qu'elles créent.**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR
POUR DES COMMUNAUTÉS FORTES

Pour renforcer les communautés canadiennes, un gouvernement conservateur réélu va :

- ✓ **Poursuivre nos investissements historiques dans l'infrastructure publique**
- ✓ **Offrir un allégement fiscal aux membres des clubs philanthropiques**
- ✓ **Continuer à soutenir le système de santé public universel**
- ✓ **Financer la recherche de pointe sur la santé**
- ✓ **Soutenir la conservation et le développement économique au Canada rural**
- ✓ **Continuer à renforcer la citoyenneté canadienne**
- ✓ **Imposer un moratoire sur les nominations au Sénat**

Notre gouvernement conservateur partage la fierté de tous les Canadiens de vivre dans le meilleur pays du monde. Nous nous engageons à bâtir un avenir d'espoir et de possibilités pour nos enfants et petits-enfants.

Nous savons qu'une économie forte représente les fondations de communautés fortes et d'un pays fort et prospère. En tant que gouvernement, nous prenons des mesures concrètes pour protéger notre économie et promouvoir une qualité de vie enviable dans toutes les communautés – urbaines et rurales. Nous :

- ✓ **Faisons des investissements historiques dans l'infrastructure communautaire afin de soutenir le développement économique et les activités récréatives locales.**
- ✓ **Offrons de nouvelles ressources significatives pour soutenir les vétérans canadiens blessés ou invalides, et les vétérans qui veulent faire la transition vers la vie civile.**

- ✓ **Encourageons les dons de bienfaisance, les partenariats communautaires et le bénévolat parce que nous savons que les Canadiens sont des gens généreux et que les défis locaux sont souvent mieux relevés par l'action communautaire.**
- ✓ **Célébrons la riche histoire et la riche culture du Canada afin de nous donner un fort sentiment de réussite nationale, de sacrifices partagés et d'aspirations collectives.**
- ✓ **Faisons la promotion des arts, de la culture et du sport afin de créer une vitalité et un développement économique dans nos communautés.**
- ✓ **Apportons un soutien financier sans précédent au système de santé public universel du Canada.**
- ✓ **Soutenons la recherche critique sur des enjeux de santé qui touchent tous les Canadiens comme le cancer, le vieillissement et les maladies du cerveau.**
- ✓ **Formons des partenariats avec la communauté du plein air afin de protéger l'environnement naturel unique de notre pays.**
- ✓ **Prenons des mesures sensées, pratiques et efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.**
- ✓ **Apportons d'importantes réformes pour aider les Premières Nations à participer plus activement à l'économie canadienne.**
- ✓ **Renforçons la citoyenneté canadienne afin de protéger et de réaffirmer sa valeur.**
- ✓ **Protégeons notre démocratie et améliorons nos institutions publiques.**

Ces mesures importantes permettent de protéger notre économie et de créer un Canada plus prospère, plus dynamique et plus uni. Nous sommes fiers de ce que nous accomplissons ensemble. Mais il est possible de faire beaucoup plus.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir les communautés canadiennes en fonction de leurs besoins et priorités uniques.**

Nouveau Plan Chantiers Canada

Vous entendez beaucoup parler d'infrastructure récemment – mais c'est une conversation que notre gouvernement conservateur tient depuis des années. Tout le monde commence enfin à comprendre, reconnaissant qu'une bonne infrastructure est vitale pour notre pays, nos communautés et notre qualité de vie au quotidien.

Ce qui était vrai à l'époque de la Confédération reste vrai aujourd'hui : des investissements ambitieux dans l'infrastructure sont essentiels si nous voulons protéger et stimuler notre économie.

Les investissements dans l'infrastructure sont plus que des routes et des ponts, des ports et des réseaux de transport en commun, des usines de traitement des eaux usées et des centres récréatifs communautaires. Il s'agit de bâtir des communautés saines et prospères. Il s'agit de faciliter la vie des Canadiens quand ils vont travailler, font des affaires, puis rentrent chez eux pour retrouver leur famille. Et il s'agit de créer d'innombrables bons emplois.

Cependant, alors que les autres partis parlent, notre gouvernement agit. Nous avons créé le Fonds de la taxe sur l'essence, l'avons doublé et indexé, et l'avons rendu permanent. Nous avons créé le Plan Chantiers Canada et l'avons élargi et prolongé pour en faire le Nouveau Plan Chantiers Canada.

Si l'on combine cela aux dépenses pour l'infrastructure fédérale et au Fonds pour le transport en commun annoncé dans le Plan d'action économique de 2015, nous faisons des investissements dans l'infrastructure publique qui sont sans précédent dans l'histoire du Canada et qui sont trois fois plus élevés que sous tout gouvernement libéral précédent.

En fait, le Canada est en tête du G7 pour les investissements en infrastructure depuis l'entrée en fonctions de notre gouvernement conservateur. Et nous allons investir plus de 80 milliards de dollars dans l'infrastructure fédérale, provinciale et municipale au cours des dix prochaines années.

Grâce à nos investissements, l'âge moyen des principales infrastructures publiques est passé de 17 ans en 2001 à une estimation de 14,7 ans en 2013. Il est maintenant plus bas que la moyenne historique des 50 dernières années.

Cela n'a aucune importance pour nos adversaires. Ils disent qu'ils vont dépenser encore plus. Mais ce qu'ils ne vous disent pas, c'est comment ils vont payer pour ça. La vraie réponse est qu'ils l'ignorent, et que ça leur est égal. Ils vont augmenter votre fardeau fiscal. Ou alourdir la dette. Ou les deux.

Nous faisons des investissements historiques dans l'infrastructure, mais nous le faisons sans miner notre économie et sans nuire aux familles canadiennes. En fait, nous le faisons en réduisant le fardeau fiscal et en équilibrant les livres.

✓ **Et nous allons continuer à faire ces investissements historiques essentiels dans le cadre de notre Nouveau Plan Chantiers Canada de dix ans, d'une valeur de 84 milliards de dollars, et de nos investissements pour soutenir l'infrastructure communautaire – sans refiler la facture à nos petits-enfants.**

« Des investissements soutenus dans l'infrastructure sont essentiels à la croissance économique à long terme du Canada. Les engagements fédéraux annoncés aujourd'hui aideront les gouvernements à l'échelle du Canada à poursuivre le processus de renouvellement des infrastructures et mettront le Canada sur la voie d'une économie plus concurrentielle à l'échelle mondiale. »

Michael Atkinson, Association canadienne de la construction (21 mars 2013)

Soutenir les vétérans du Canada

Les hommes et les femmes membres des Forces armées canadiennes font notre fierté, jour après jour, et méritent toute la gratitude et tout le soutien que nous pouvons leur offrir. Cependant, ça ne s'arrête pas quand ils quittent le service militaire. Tous les vétérans canadiens méritent d'être traités avec respect et dignité. Alors que les besoins de nos vétérans évoluent, notre réponse à ces besoins doit aussi changer – que ce soit en les aidant à faire la transition vers la vie civile et un travail, ou à naviguer dans le système de santé. Les vétérans ont tout risqué pour nous donner le pays pacifique et prospère que nous connaissons aujourd'hui, et c'est une dette que nous ne paierons jamais assez.

C'est pourquoi notre gouvernement conservateur apporte des améliorations considérables à la Nouvelle Charte des anciens combattants afin d'améliorer les programmes, les prestations et les services offerts aux hommes et aux femmes qui ont porté l'uniforme avec tant de fierté. Ces améliorations sont entre autres :

- ✓ **L'ouverture de cliniques de santé mentale de première ligne partout au pays.**
- ✓ **Une nouvelle Allocation de sécurité du revenu de retraite pour les vétérans de plus de 65 ans.**
- ✓ **Une nouvelle Allocation de secours pour les aidants familiaux.**
- ✓ **Une nouvelle Indemnité pour blessure grave.**
- ✓ **Une Allocation pour déficience permanente nouvelle et améliorée.**
- ✓ **L'amélioration de l'Allocation pour perte de revenus.**

✓ **L'embauche de nouveaux gestionnaires de cas et de personnel additionnel afin d'accélérer les délais de traitement.**

En fait, nous augmentons le montant dépensé par ancien combattant de 35 pour cent – et nous allons continuer à faire des investissements pour améliorer les services de première ligne aux vétérans canadiens.

Nous offrons aussi une aide accrue aux vétérans qui font la transition vers le travail dans la vie civile et à ceux qui souffrent d'invalidités subies pendant leur service au Canada.

Mais nous pouvons faire plus.

L'Allocation pour perte de revenus est un montant mensuel imposable versé aux vétérans blessés qui participent à un programme de réadaptation ou qui ne peuvent pas exercer un emploi lucratif convenable en raison de la nature de leurs blessures, afin d'assurer que leur revenu est d'au moins 75 pour cent de leur solde brute avant leur libération. Pour le moment, 1 860 vétérans touchent cette prestation.

Tout revenu extérieur gagné par un ancien combattant qui ne peut pas trouver un emploi convenable quand il a terminé un programme de réadaptation est actuellement récupéré dollar pour dollar – ce qui dissuade les vétérans qui, autrement, voudraient trouver un différent type de travail. Cette restriction les prive du défi et de la dignité d'un emploi et prive leurs communautés de leurs compétences et de leurs talents.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va permettre aux vétérans qui touchent l'Allocation pour perte de revenu prolongée de gagner un revenu d'emploi pouvant s'élever à 10 000 $ par année sans incidence sur leur allocation.**

La Carte d'états de service – la NDI 75 – est remise aux membres qui quittent ou ont quitté les Forces armées canadiennes après 10 années de service ou plus. C'est une preuve de leur emploi militaire précédent qui peut être utilisée comme preuve de service auprès du ministère des Anciens Combattants et des entreprises et fournisseurs de services qui offrent des avantages spéciaux aux anciens militaires.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va créer une nouvelle Carte de vétéran canadien pour tous les membres des Forces armées canadiennes qui terminent une formation de base. Cela permettra de réduire les formalités administratives pour ceux qui recherchent les services de vétérans et de faciliter l'obtention des prestations d'ancien combattant. La Carte de vétéran canadien va aussi servir de pièce d'identité gouvernementale officielle.**

Bénévolat et société civile

Notre gouvernement conservateur a un solide bilan de soutien aux dons de bienfaisance et à l'engagement civique. Nous savons qu'il y a plus pour nos communautés et notre pays que le gouvernement, et c'est pourquoi nous aidons les Canadiens à redonner à leurs communautés et à s'entraider.

Nous avons créé le Super crédit pour premier don de bienfaisance, facilitant les dons d'actions et de biens immobiliers, offrons un allégement fiscal aux pompiers volontaires et aux bénévoles en recherche et sauvetage, et créé les Prix du Premier ministre pour le bénévolat afin de reconnaître les Canadiens qui apportent une précieuse contribution à leur communauté.

Nous allons continuer à soutenir le bénévolat, parce que nous savons que c'est une immense source de force pour le Canada et pour nos communautés.

Ces centaines de milliers de Canadiens donnent des heures innombrables à leurs communautés par leur adhésion à différents clubs philanthropiques. Des Lions aux Elks, en passant par les Chevaliers de Colomb et la Légion royale canadienne, ces organisations dévouées à l'intérêt public sont le pilier de grands centres urbains et de petites municipalités, partout au pays, recueillant des millions de dollars pour des causes valables et offrant des services aux moins fortunés, au pays et à l'étranger. Nous admirons leur tradition d'engagement envers leurs communautés et voulons encourager une nouvelle génération de Canadiens à y participer.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va permettre aux membres de clubs philanthropiques de réclamer leurs frais d'adhésion au titre du Crédit d'impôt pour dons de bienfaisance, soutenant leur esprit civique, d'un océan à l'autre.**

Les Canadiens sont immensément fiers que nous soyons un pays d'immigrants, et ils ont raison. Le fait que tant de gens, dans le monde entier, veulent vivre ici – que tant aspirent à obtenir la citoyenneté canadienne – témoigne du dur travail de générations de Canadiens pour bâtir le meilleur pays du monde sur des valeurs qui résonnent partout dans le monde.

Il n'est pas étonnant qu'une étude reconnue faite cette année indique que le Canada est le pays le plus admiré du monde.

La vérité remarquable de cela est qu'un Canadien sur cinq est né à l'étranger. Peu de pays peuvent dire la même chose. Aucun de nos amis et alliés des pays industrialisés du G7 ne peut en dire autant.

Nombre de ces nouveaux Canadiens entretiennent d'étroits liens sociaux, culturels et économiques avec leur pays d'origine. Ces Canadiens sont nos meilleurs ambassadeurs en cette ère de mondialisation, et le Canada et leurs pays d'origine sont plus forts et meilleurs grâce à leurs efforts.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va reconnaître ces rassembleurs en créant une désignation « Feuille d'érable » pour rendre hommage aux Canadiens extraordinaires qui cultivent ces liens.**

« Je crois vraiment que c'est utile, et je pense que ça reconnaît les avantages que les clubs apportent à la société dans son ensemble en donnant un répit aux bénévoles. »

David Hetherington, président, Club Rotary de Toronto (23 août 2015)

Commémorer le patrimoine et la culture du Canada

En période de grand changement, les leçons du passé guident souvent notre progression vers l'avenir.

Notre gouvernement considère que la célébration de l'histoire du Canada et le souvenir de la mémoire des personnes et des événements qui ont fait de ce pays ce qu'il est aujourd'hui sont une façon importante de réaffirmer et nous réengager envers les principes qui nous animent en tant que Canadiens.

De nos grandes institutions nationales aux plus petites sociétés historiques, les musées du Canada réalisent la tâche noble et vitale consistant à préserver notre passé collectif. Ce sont les gardiens de notre mémoire nationale, les chambres fortes où nous gardons nos souvenirs nationaux en sécurité.

Parallèlement, les Canadiens continuent à faire des découvertes sur notre histoire, notamment la découverte, l'an dernier, du NSM Erebus. Nos musées, grands et petits, et les explorateurs modernes d'aujourd'hui qui continuent à dévoiler les secrets de notre passé, doivent avoir notre soutien continu – tout comme les communautés canadiennes, partout au pays, qui se préparent à célébrer notre histoire alors que nous approchons du 150e anniversaire de la Confédération.

Notre gouvernement conservateur a un plan ambitieux pour célébrer Canada 150.

- ✓ **Nous allons investir 150 millions de dollars par l'intermédiaire du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150 afin de soutenir jusqu'à 1 800 projets, partout au pays, qui offrent des avantages communautaires et culturels aux Canadiens.**

✓ **Nous allons allouer 210 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds Canada 150 afin de soutenir les initiatives communautaires qui laissent un héritage pour l'avenir.**

John G. Diefenbaker a défendu sans relâche la liberté et les droits de la personne, et fut un puissant pionnier de la défense du Nord canadien et des peuples nordiques. Élu une première fois à la Chambre des communes en 1940, il est devenu en 1957 le 13e Premier ministre du Canada.

En tant que Premier ministre, M. Diefenbaker a créé l'historique Déclaration canadienne des droits, qui a enchâssé dans la loi des droits fondamentaux, dont la liberté d'expression et de religion, la liberté de réunion et d'association, l'égalité de tous, le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne et à la propriété, la garantie d'un traitement juste et équitable au sein de notre système de justice – des valeurs qui continuent à définir le Canada et les Canadiens à ce jour.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va rendre hommage à cet important personnage de notre histoire, et assurer que sa contribution à notre vie et à notre identité nationale n'est pas oubliée et est comprise par les futures générations en achetant la maison d'enfance de John G. Diefenbaker et en en faisant un lieu historique national, administré par Parcs Canada.**

Le Fonds du Canada pour l'investissement en culture, exploité par le ministère du Patrimoine canadien, aide les organisations d'arts professionnelles sans but lucratif à recueillir de l'argent pour créer ou améliorer des fonds de dotation en allouant, dollar pour dollar, des montants égaux aux dons privés. En donnant aux groupes d'arts l'aide dont ils ont besoin pour diversifier leurs sources de revenu et la stabilité pour planifier leur avenir, ce programme soutient la durabilité à long terme des arts dans nos communautés.

« La beauté de cet incitatif est qu'il aide les musées à être plus actifs avec leur communauté afin de créer des liens durables, d'encourager la philanthropie. Et c'est positif. Pour obtenir ces 15 millions de dollars, les musées devront recueillir 15 millions. »

Association des musées canadiens (6 septembre 2015)

Nos musées locaux jouent un rôle tout aussi important dans nos communautés, en particulier à l'approche des célébrations de Canada 150.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va créer un programme d'incitatifs aux fonds de dotation similaire pour les musées locaux afin d'assurer que des institutions vitales ont un soutien, aujourd'hui et à l'avenir.**

Promouvoir les arts, la culture et le sport

Les arts et la culture aident à définir qui nous sommes en tant que Canadiens. Ils expriment la diversité du Canada et renforcent notre identité nationale.

Ce sont aussi d'importants moteurs économiques dans des communautés partout au pays. Le secteur des arts et de la culture emploie plus de 640 000 Canadiens et apporte près de 450 milliards de dollars par année à notre économie.

Notre gouvernement conservateur est fier de soutenir la création, la présentation, la publication et la commercialisation des arts et de la culture. En fait, nous sommes le seul pays du G7 qui n'a pas réduit le financement direct aux artistes pendant la reprise après la récession économique mondiale.

Nous avons plutôt établi un financement permanent pour plusieurs programmes et organisations artistiques et culturels clés, notamment :

- ✓ **Rendre permanent le financement fédéral du Conseil des Arts du Canada.**
- ✓ **Établir le financement continu du Fonds du Canada pour l'investissement en culture et du Fonds du Canada pour les espaces culturels.**
- ✓ **Offrir un soutien permanent au Fonds du livre du Canada et au Fonds de la musique du Canada.**

Ces investissements soutiennent la promotion des arts et de la culture et contribuent considérablement à l'économie canadienne.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir le milieu artistique et culturel et sa contribution incommensurable à notre pays.**

Nos langues nationales font partie du passé, du présent et de l'avenir du Canada. Notre dualité linguistique est l'une des choses qui distinguent le Canada.

Notre gouvernement conservateur reconnaît que les communautés francophones et anglophones contribuent à la vitalité culturelle, sociale et économique du Canada.

C'est pourquoi, en 2013, nous avons lancé la nouvelle Feuille de route quinquennale pour les langues officielles, d'une valeur de 1,1 milliard de dollars, l'investissement le plus exhaustif dans nos langues nationales de l'histoire du pays. La Feuille de route repose sur trois piliers – l'éducation, l'immigration et les communautés – afin de continuer à améliorer la force et la vigueur des communautés linguistiques minoritaires du Canada.

Notre engagement envers les langues nationales du Canada est inébranlable.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à exécuter notre historique Feuille de route quinquennale pour les langues officielles et à soutenir les communautés linguistiques minoritaires du Canada.**

Le gouverneur général a proclamé que 2015 était l'Année du sport au Canada. Et pour une bonne raison. Le sport nous pousse à rechercher l'excellence. Le sport nous rassemble en tant que Canadiens.

Notre gouvernement conservateur soutient fièrement le sport des jeunes et le sport amateur au Canada.

Nous avons créé et amélioré le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants afin d'aider les parents qui veulent inscrire leurs enfants à des programmes sportifs. De plus, chaque année, nous offrons un soutien considérable – plus de 190 millions de dollars jusqu'à présent – pour financer le développement et l'excellence dans le sport. Cela représente une augmentation du financement d'environ 40 pour cent depuis notre arrivée au pouvoir en 2006.

Et ça marche. Le Canada a remporté un nombre mondial record de médailles d'or aux Jeux olympiques d'hiver de 2010, et nous avons gagné 217 médailles aux récents Jeux panaméricains de Toronto.

À l'approche des Jeux olympiques de 2016 et 2018, il y a une foule de possibilités de continuer à montrer l'excellence du Canada en matière d'athlétisme.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va exécuter son plan visant à augmenter le financement de 20 millions de dollars sur quatre ans pour les futurs olympiens et paralympiens du Canada.**

- ✓ **Nous allons également former un groupe d'experts pour étudier la portée potentielle du Crédit d'impôt pour la condition physique des adultes, afin d'encourager les Canadiens de tous âges à vivre une vie saine et active.**

Soutenir le système de santé public universel

Notre gouvernement conservateur s'engage envers un système de santé public universel et la *Loi canadienne sur la santé*, et le droit des provinces de fournir les soins de santé dans leur juridiction.

Nous augmentons les transferts pour la santé aux provinces et aux territoires à des niveaux historiques. En fait, aucun gouvernement dans l'histoire n'a alloué un financement aussi important au système de santé, qui continue à augmenter.

Contrairement au gouvernement libéral précédent, qui a réduit le financement de la santé après des années de déficits, nous avons augmenté les transferts pour la santé aux provinces et aux territoires de près de 70 pour cent, un record de tous les temps.

Le Transfert canadien en matière de santé devrait augmenter de 32,1 milliards de dollars en 2014-2015 à 40,9 milliards de dollars en 2019-2020. Cela représente un investissement additionnel total projeté de 27 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à soutenir le système de santé public universel du Canada et à augmenter le financement pour la santé des provinces et des territoires.**

Les soins palliatifs sont un important aspect de notre système de santé, qui touche certains enjeux très importants pour les familles canadiennes – apportant confort et dignité aux personnes en fin de vie et à leurs proches par la gestion de la douleur et un soutien émotionnel, spirituel, culturel et psychologique.

Un sondage mené en 2013 a révélé qu'une grande majorité de Canadiens considère que les soins palliatifs sont une priorité importante pour les gouvernements. Notre gouvernement soutient la création d'un système de soins palliatifs plus solide, partout au pays, aidant les professionnels de la santé et les décideurs politiques dans leurs efforts pour élaborer une approche nationale des soins palliatifs, et finançant la formation aux soins palliatifs des travailleurs de la santé de première ligne.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va améliorer ce bilan en finançant plus de travaux de recherche sur la meilleure façon d'offrir des soins palliatifs aux Canadiens. Cette recherche, réalisée conjointement avec l'Association canadienne des soins palliatifs, sera axée sur les anciens combattants, par l'intermédiaire de l'Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans de l'Université Queen's, et sur les Premières Nations, par l'intermédiaire du projet d'amélioration des soins de fin de vie dans les communautés des Premières Nations de l'Université Lakehead.**

La Cour suprême du Canada a statué que les Canadiens qui éprouvent des douleurs et des souffrances extrêmes ont le droit de mettre fin à leurs jours avec l'aide d'un médecin. C'est une question extrêmement sensible et de nombreuses considérations, dont la protection de la liberté de conscience, doivent faire partie de la discussion.

Nous avons formé un groupe d'experts éminents en juillet, qui travaille avec les autorités médicales et des intervenants dans l'affaire de la Cour suprême afin d'aider le gouvernement à formuler une réponse législative à la décision de la Cour. Le groupe devrait remettre son rapport final à la fin de l'automne 2015.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va étudier le rapport afin de déterminer comment répondre à la décision de la Cour suprême. Toute mesure législative sera soumise à un vote libre au Parlement.**

Nous vivons en une période caractérisée par de rapides progrès technologiques. Des percées majeures dans le domaine des examens et des diagnostics médicaux font en sorte que nous avons un accès sans précédent aux données de notre code génétique. La disponibilité de ces données hautement personnelles, combinée à une révolution similaire de notre capacité à stocker, analyser et utiliser ces données, justifie le fait que de nombreux Canadiens s'inquiètent de la sécurité de ces données et de leur utilisation abusive potentielle.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va présenter de nouveau une mesure législative pour modifier la *Loi sur les droits de la personne* afin d'interdire la discrimination en fonction de tests génétiques. Cette mesure législative va aussi modifier la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* afin d'imposer des conditions strictes sur la collecte, l'utilisation et la divulgation de données génétiques.**

De la maladie d'Alzheimer à la SLA, en passant par la maladie de Parkinson à la SP, de l'autisme à l'épilepsie, en passant par l'ESPT, les troubles neurologiques vont toucher des millions de Canadiens au cours de leur vie, mais les mécanismes internes du cerveau demeurent l'un des plus grands mystères de la science.

En 2011, notre gouvernement a créé le Fonds canadien de recherche sur le cerveau, réservant 100 millions de dollars pour soutenir le financement de la Fondation Brain Canada, dollar pour dollar. Le fonds soutient la recherche de pointe sur de nouveaux diagnostics, traitements et remèdes pour les maladies neurologiques.

✓ **Nous allons améliorer notre soutien à l'excellence en recherche et aux familles canadiennes touchées par des maladies cérébrales en renouvelant le Fonds canadien de recherche sur le cerveau à son expiration en 2017, allouant 100 millions de dollars additionnels sur sept ans.**

Trouver un remède au cancer

Le cancer est la principale cause de décès au Canada, et quatre Canadiens sur dix auront une forme de cancer au cours de leur vie. Malheureusement, la plupart des Canadiens ont un être cher qui a été obligé d'affronter cette terrible maladie.

Cependant, le nombre de personnes qui survivent après un diagnostic de cancer ne cesse d'augmenter, grâce au travail assidu et à l'ingéniosité des professionnels et des chercheurs médicaux, au Canada et dans le monde entier.

Notre gouvernement conservateur s'engage à aider les Canadiens dans leur lutte contre le cancer, faisant des investissements considérables dans la recherche au fil des ans, par l'intermédiaire des Instituts de recherche en santé du Canada, qui ont alloué 166 millions de dollars à la recherche sur le cancer en 2012-2013 seulement.

Le Partenariat canadien contre le cancer est un organisme indépendant qui supervise la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer. Ses activités comprennent diverses initiatives relatives au cancer, notamment la prévention, le dépistage, la collecte de données, la recherche, l'établissement de lignes directrices et de normes à l'intention des gouvernements et des professionnels médicaux, et un soutien aux patients et aux survivants.

Notre gouvernement conservateur a créé le Partenariat en 2006 et a renouvelé son soutien initial en 2011.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va renouveler le mandat et le financement du Partenariat canadien contre le cancer en 2017, pour qu'il continue ses importants travaux qui sauvent des vies.**

La Société canadienne du cancer offre un soutien majeur à la recherche sur le cancer depuis sa création il y a 76 ans. Son travail assidu et son soutien financier accélèrent considérablement l'impact de la recherche sur notre compréhension des causes du cancer et des mesures qui peuvent être prises pour réduire son incidence.

La Société a élaboré un plan afin de créer un centre d'excellence national unique à Vancouver, pour soutenir la recherche de pointe sur le cancer. Nous allons le soutenir.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va allouer des fonds d'immobilisations pour soutenir la création du Centre de prévention de la Société canadienne du cancer à Vancouver, conjointement avec les autres paliers de gouvernement et des donateurs privés.**
- ✓ **Nous allons faire des contributions de contrepartie à la Fondation Terry Fox, jusqu'à concurrence de 35 millions de dollars, afin de créer un réseau de centres de recherche, partout au pays.**

« De concert avec la communauté de la lutte contre le cancer, le Partenariat canadien contre le cancer favorise l'adoption d'une approche coordonnée de la réduction du fardeau du cancer pour les Canadiens. Nous remercions le Parti conservateur pour son engagement envers la stratégie nationale de contrôle du cancer. »

Shelly Jamieson, PDG, Partenariat canadien contre le cancer (29 août 2015)

Protéger la Côte Ouest canadienne

La Côte Ouest canadienne est une merveille de beauté et une source d'activité économique dynamique. Notre gouvernement conservateur prend des mesures pour la promouvoir et la protéger, et pour encourager les investissements et la création d'emplois qui font de la Colombie-Britannique un moteur économique majeur de notre pays.

Nous pouvons faire plus pour protéger nos régions côtières et soutenir la sécurité maritime.

Les bateaux abandonnés par leurs propriétaires posent un sérieux défi pour les communautés côtières du Canada. Actuellement, ces bateaux sont retirés par la Garde côtière ou le ministère des Transports s'il y a un risque imminent de dommages environnementaux ou s'ils nuisent à la navigation.

Mais autrement, ils restent là – ou partent à la dérive – et se détériorent, pouvant causer des dommages environnementaux à long terme, mettre d'autres bateaux ou les eaux en danger, et créer une pollution visuelle à certains des plus beaux endroits du Canada. Selon le ministère des Transports du Canada, il existe actuellement 245 bateaux de la sorte dans les eaux côtières canadiennes.

Il est important que les propriétaires de bateaux assument leurs responsabilités. Le député de la Colombie-Britannique John Weston a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui fait de l'abandon d'un bateau une infraction criminelle sujette à des peines de prison et à des amendes pouvant s'élever à 100 000 $.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va s'engager à soutenir le projet de loi du député Weston et réserver des fonds pour couvrir le tiers des coûts de retrait des bateaux abandonnés par leurs prioritaires.**

En 2014, le cas d'un cargo russe en panne, risquant de dériver le long de la Côte Ouest, a été un important rappel de l'importance de la protection des côtes.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va intensifier la protection maritime en augmentant la capacité de remorqueurs sur la Côte Ouest.**

Conservation et développement économique rural

Le Canada est un pays d'une grande beauté et d'une grande richesse naturelle. Notre identité, notre géographie et notre prospérité sont étroitement liées. Grâce à une prudente gestion environnementale, notre patrimoine naturel est une source de plaisir et de fierté pour des générations de familles.

Parallèlement, il offre d'immenses possibilités et gratifications pour d'innombrables Canadiens travailleurs. En fait, les agriculteurs, les propriétaires de terres, les chasseurs et les pêcheurs ont été les premiers à protéger la nature, et restent ses défenseurs les plus fervents. Les stratagèmes gouvernementaux et les activistes célèbres vont et viennent, mais le véritable amour patriotique que les simples citoyens éprouvent pour notre grand pays est éternel.

Pour de nombreux Canadiens – et de nombreux visiteurs – la chasse et la pêche sont plus que des traditions canadiennes de longue date et une façon agréable d'apprécier nos grands espaces. Dans des communautés dans toutes les régions du pays, en particulier dans les régions rurales, ils apportent une contribution vitale à l'économie locale.

En fait, les innombrables chasseurs, pêcheurs et amoureux du plein air qui jouissent du milieu sauvage du Canada ont transformé des industries récréatives en entreprises qui génèrent des milliards de dollars par année. Et pour les hommes et les femmes qui vivent de ces industries, la conservation est essentielle à la prospérité.

C'est pourquoi nous avons créé le Plan de conservation national : pour soutenir les efforts déployés par les Canadiens afin de protéger les terres et les eaux du Canada,

tout en encourageant une biodiversité accrue, pour restaurer les écosystèmes endommagés et protéger les espèces en péril, et pour rapprocher les Canadiens de notre patrimoine naturel, encourageant l'amour du plein air pour les générations futures, ce qui comprend les Canadiens urbains, et entretenant une « communauté de gestionnaires environnementaux » d'un océan à l'autre.

Et c'est pourquoi nous avons créé le Comité consultatif sur la chasse et la pêche : pour assurer que la politique fédérale en matière de conservation est guidée par des Canadiens qui connaissent le mieux et aiment nos terres et nos eaux, des Canadiens dont le mode de vie est bien souvent inextricablement lié à la durabilité de nos efforts de conservation.

Notre gouvernement conservateur s'engage à poursuivre les partenariats avec les gens qui aiment notre pays, qui protègent et préservent ses espaces naturels et la santé de notre environnement, et qui créent des emplois et des possibilités.

À cette fin, si nous sommes réélus, nous allons :

- ✓ **Créer un Programme d'amélioration et de conservation de la faune qui protégera les habitats des espèces visées par les chasseurs et les trappeurs comme l'orignal, le cerf, le dindon sauvage et les oiseaux migrateurs.**
- ✓ **Engager un nouveau financement pour aider Destination Canada à promouvoir la conservation et les industries du patrimoine, en particulier la pêche, la chasse et la motoneige.**
- ✓ **Adopter une nouvelle réglementation sur les oiseaux migrateurs afin de créer des permis de chasse familiaux et d'éliminer d'autres obstacles et irritants inutiles pour les chasseurs, à temps pour la saison de chasse 2017.**

« Nous sommes ravis de l'engagement du Parti conservateur à créer un Fonds de conservation et d'amélioration de la faune. »

Angelo Lombardo, directeur exécutif, Ontario Federation of Anglers and Hunters (4 septembre 2015)

« Nous sommes ravis que ce gouvernement comprenne le rôle immense que joue le tourisme en motoneige pour l'économie hivernale. Ces fonds vont continuer à augmenter l'impact économique de 8 milliards de dollars que la motoneige et les sentiers de classe mondiale apportent à l'économie canadienne. »

Dale Hickox, président, Conseil canadien des organismes de motoneige (4 septembre 2015)

« Nous applaudissons l'engagement du Premier ministre Harper, s'il est réélu, à investir 15 millions de dollars dans la restauration des estuaires dans le détroit de Georgia, la vallée du Bas-Fraser et la rivière Harrison et ses affluents. Ces fonds additionnels vont nous aider à améliorer considérablement la restauration des estuaires par la Fondation, conjointement avec notre projet Salish Sea Marine Survival, axé sur la recherche et la restauration de la pêche au saumon du Pacifique dans le détroit de Georgia. »

Fondation du saumon du Pacifique (21 août 2015)

- ✓ **Assurer qu'il y a un nombre suffisant d'instructeurs sur la sécurité des armes à feu à l'aide des pouvoirs prévus par la *Loi sur la délivrance simple et sécuritaire des permis d'armes à feu*, récemment adoptée.**
- ✓ **Continuer à lutter contre tout effort en coulisses visant à rétablir l'inutile registre des armes d'épaule.**

Dans le cadre des efforts de conservation de notre gouvernement conservateur, nous avons formé un partenariat avec la Fondation du saumon du Pacifique afin d'assurer l'avenir durable de saumon du Pacifique et de son habitat.

C'est un partenariat productif et, si nous sommes réélus, nous allons travailler avec la Fondation du saumon du Pacifique pour :

- ✓ **Restaurer les estuaires de la vallée du Bas-Fraser et de l'île de Vancouver.**
- ✓ **Préserver la basse-rivière Harrison et ses affluents en tant que « bastion » du saumon en terminant l'habitat de frai et de croissance du saumon, en plus d'autres mesures de conservation.**

Les Conservateurs ne croient pas que la conservation et les loisirs doivent être en contradiction. En fait, nous pensons que le Canada est plus fort quand ils sont complémentaires.

Et nous pensons qu'une gestion prudente, dans le contexte d'une éthique de conservation, va assurer que les Canadiens et notre environnement s'épanouissent ensemble pour les générations à venir.

Protéger notre patrimoine naturel

Notre gouvernement conservateur traite en priorité l'augmentation du territoire canadien, terrestre et marin, utilisé à des fins de conservation et pour le plaisir des générations à venir.

Nous avons agrandi la réserve de parc national Nahanni dans les Territoires du Nord-Ouest, maintenant six fois plus vaste.

Nous avons ajouté un territoire faisant près du double de l'île de Vancouver à la liste des aires fédérales protégées, dont la première zone protégée du monde s'étendant des pics montagneux aux fonds marins – l'aire marine et le site du patrimoine haïda Gwaii Haanas – et la plus grande zone d'eau douce protégée du monde – l'aire marine nationale de conservation du Lac-Supérieur.

Nous protégeons plus de 4 500 kilomètres carrés de terre et de mer au Nunavut par la création de trois réserves nationales de la faune.

Nous avons créé trois nouvelles aires marines nationales de conservation, une dans chacun des océans du Canada.

Et nous avons créé et agrandi le parc national urbain de la Rouge. Ce parc est le premier du genre au Canada, et l'un des plus grands parcs urbains du monde – 13 fois la taille de Central Park à New York et 33 fois la taille de Hyde Park à Londres.

Un gouvernement conservateur réélu va améliorer ce bilan de conservation et de préservation par des plans visant à agrandir notre réseau d'espaces sauvages protégés.

- ✓ **Nous allons créer la réserve d'aire marine nationale de conservation du sud du détroit de Georgia entre les terres continentales en Colombie-Britannique et l'île de Vancouver, en consultation avec le gouvernement de la Colombie-Britannique.**

- ✓ **Nous allons réaliser les étapes finales de la création du parc national Thaidene Nene sur le Grand lac des esclaves dans les Territoires du Nord-Ouest.**

- ✓ **Nous allons terminer la protection des récifs d'éponges siliceuses, uniques au monde, au large de la Colombie-Britannique, par la création de la zone de protection marine des récifs d'éponges siliceuses du détroit d'Hécate et du détroit de la Reine-Charlotte.**

Le Canada comprend 17 sites du parimoine mondial exceptionnels, qui représentent certaines des plus grandes réalisations de l'humanité et certains des paysages les plus beaux et les plus importants sur le plan environnemental.

Ces sites vont de la réserve de parc national Nahanni dans les Territoires du Nord-Ouest à l'historique district du Vieux Québec, et présentent le patrimoine canadien d'importance internationale au reste du monde.

La liste indicative des sites du patrimoine mondial du Canada, qui comprend les sites pouvant être considérés par le Comité du patrimoine mondial, ne compte que 7 sites potentiels et n'a pas été mise à jour depuis plus de dix ans.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va faire un appel d'offres pour que les Canadiens et les communautés partout au pays puissent désigner des endroits uniques et exceptionnels afin qu'ils soient considérés comme de futurs sites du patrimoine mondial.**

Lutter contre les changements climatiques

Les Canadiens s'engagent envers une approche efficace des changements climatiques, tout comme nous. Nous soutenons une approche qui bénéficie à l'environnement comme à l'économie. La solution au défi des changements climatiques doit provenir de l'innovation, pas de la privation – par l'intermédiaire de la technologie et de l'ingéniosité canadienne, pas par la fermeture de nos vitales industries des ressources naturelles ou l'imposition de taxes sur le carbone tueuses d'emplois.

Et notre approche fonctionne. Le Canada est devenu un chef de file mondial de l'énergie propre, et nous sommes le premier gouvernement de l'histoire du pays à atteindre une réduction absolue des émissions de gaz à effet de serre par une réglementation sectorielle responsable.

En 2012, le Canada a été le premier gros utilisateur de charbon à interdire la construction de centrales électriques traditionnelles alimentées au charbon.

Et nous avons un objectif ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, avant la Conférence sur le climat des Nations Unies de Paris plus tard cette année.

Mais nous ne pouvons pas y arriver seuls. Le Canada est responsable de moins de 2 pour cent des émissions mondiales. Les solutions aux changements climatiques doivent être mondiales, prises de concert avec nos partenaires internationaux. C'est pourquoi nous faisons des investissements significatifs pour aider les pays en développement à trouver des façons de réduire leurs émissions.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va continuer à équilibrer ce qui est optimal pour le climat avec les besoins de notre économie, reconnaissant l'importance de l'environnement et de notre économie pour tous les Canadiens.**
- ✓ **Nous allons poursuivre notre plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire afin de concevoir de nouvelles technologies plus propres. De plus, notre plan d'allégement fiscal et d'équilibre budgétaire pour renforcer et stimuler l'économie canadienne va créer les conditions pour ce type d'innovations de pointe.**

Soutenir le développement économique et social des Canadiens autochtones

À titre de Premières Nations du Canada, les Canadiens autochtones doivent participer aux succès de notre pays moderne. Nous prenons des mesures pour atteindre cet objectif, mais c'est un processus continu.

Nous pensons que l'avenir repose sur des communautés plus fortes et plus autonomes, par l'amélioration du développement économique, des stratégies de gestion des terres et de l'éducation.

L'opportunité est là. Par exemple, des pénuries de main-d'œuvre menacent nos industries des ressources naturelles, et des Canadiens autochtones hautement qualifiés sont un élément important de la solution. Les Premières Nations devraient pouvoir se garantir un avenir aussi prometteur que les autres Canadiens, et nous prenons des mesures pour que ce soit le cas.

À cette fin, notre gouvernement conservateur prend des mesures significatives pour promouvoir le bien-être économique et social des Premières Nations du Canada. Cela comprend :

- ✓ **L'augmentation des investissements dans l'éducation des Autochtones de 25 pour cent.**
- ✓ **La construction de 41 nouvelles écoles et le financement de plus de 500 autres.**
- ✓ **L'augmentation du financement pour la santé de 31 pour cent.**
- ✓ **L'adoption de la *Loi sur la transparence financière des Premières Nations* afin d'améliorer la responsabilisation et la transparence des gouvernements des Premières Nations.**

Ces mesures concrètes et ces investissements importants améliorent la vie des Premières Nations. Mais nous pouvons faire plus pour aider nos communautés autochtones à prospérer et à s'épanouir.

Certaines Premières Nations ont manifesté leur intérêt pour une mesure législative qui permettrait la propriété privée dans les limites des réserves existantes, tout en maintenant les structures de gouvernance et de politique financière en place.

La Bande indienne de Whispering Pines/Clinton, près de Kamloops et Clinton, en Colombie-Britannique, demande que le gouvernement aille de l'avant avec une mesure législative établissant un régime d'accession à la propriété.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va adopter une mesure législative permettant à cette bande d'aller de l'avant en ce sens. Si d'autres bandes veulent aussi choisir cette option de façon volontaire, nous prendrons des mesures législatives similaires.**

Dans le cadre des excuses historiques du Premier ministre Harper aux anciens élèves des pensionnats indiens, nous avons créé la Commission de vérité et de réconciliation afin d'informer tous les Canadiens sur le système de pensionnats indiens et de faire des recommandations sur la façon d'améliorer le bien-être des peuples autochtones du Canada.

Nous n'avons pas encore le rapport final, mais un gouvernement conservateur réélu va prendre des mesures immédiates pour donner suite à certains des principaux thèmes des recommandations préliminaires, dont :

- ✓ **Demander à la Commission sur la santé mentale du Canada de se concentrer sur la prévention de la toxicomanie et du suicide, en portant une attention particulière aux communautés des Premières Nations.**

- ✓ **Cibler le financement de la recherche sur les soins palliatifs sur les services dans les communautés des Premières Nations.**

« Notre bande non seulement soutient fortement la proposition sur la propriété pour les Premières Nations, mais nous sommes la première qui l'a fait. En tant que chef de ma communauté, je peux vous assurer que cette mesure législative est dirigée par les Premières Nations. »

Michael LeBourdais, chef, Bande indienne de Whispering Pines/Clinton (9 Octobre 2015)

« Cette nouvelle contribution à Indspire par l'intermédiaire du Plan d'action économique de 2015 souligne l'engagement continu du gouvernement du Canada à promouvoir l'éducation des jeunes Autochtones, qui affichent la croissance la plus lente du pays. Le principal obstacle qui empêche les étudiants autochtones de terminer leurs études postsecondaires est un manque de ressources financières. Par ce financement, Indspire va aider à abolir cet obstacle pour des milliers d'étudiants autochtones, partout au pays, leur permettant de terminer leurs études. Comme l'indique notre récent rapport sur les taux d'achèvement des études, 93 % des étudiants financés par Indspire terminent leurs études. »

Roberta Jamieson, présidente et chef de la direction, Indspire (21 avril 2015)

- ✓ **Soutenir l'expansion de la connexion à large bande dans les régions rurales, en se concentrant sur les communautés des Premières Nations, afin de promouvoir le développement économique.**
- ✓ **Augmenter les programmes antigangs pour aider les jeunes à risque qui se tournent vers les gangs urbains.**
- ✓ **Augmenter le financement pour soutenir la préservation et la promotion des langues autochtones traditionnelles.**

Ces politiques pratiques et sensées reposent sur le soutien à l'éducation et à la formation professionnelle des Autochtones prévu dans le Plan d'action économique de 2015, notamment :

- ✓ **Un nouveau financement pour les programmes du marché du travail autochtones comme le Fonds pour les compétences et les partenariats afin d'offrir une formation traditionnelle et une formation professionnelle aux peuples autochtones, en partenariat avec des entreprises.**
- ✓ **Un soutien continu aux bourses d'études postsecondaires pour les Autochtones, en partenariat avec Indspire – un organisme de bienfaisance dirigé par des Autochtones qui aide les étudiants des Premières Nations à faire des études postsecondaires.**

Notre gouvernement conservateur a présenté la *Loi sur le contrôle par les Premières Nations de leurs systèmes d'éducation* afin d'améliorer les résultats scolaires au niveau de la 12e année d'études chez les étudiants des Premières Nations. Cette mesure législative reposait sur un accord historique avec l'Assemblée des Premières Nations et était soutenue par un nouveau financement considérable pour les programmes éducatifs de base, dont les programmes linguistiques et culturels.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu reste déterminé à travailler avec les Premières Nations et les provinces afin d'améliorer les résultats scolaires pour que les étudiants des réserves puissent réaliser leur plein potentiel.**

Renforcer la citoyenneté canadienne

Notre gouvernement a toujours traité en priorité le renforcement et la protection de la valeur de la citoyenneté canadienne, indiquant clairement que la citoyenneté est accompagnée non seulement de droits, mais aussi de responsabilités significatives.

C'est pourquoi nous avons engagé des ressources additionnelles pour aider la GRC et le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à faire enquête sur les cas où des individus ont obtenu la citoyenneté canadienne de façon frauduleuse, ce qui comprend ceux qui n'ont jamais mis les pieds au Canada.

Puis, l'année dernière, nous avons apporté les premières réformes exhaustives à la *Loi sur la citoyenneté* en une génération, accélérant le processus d'obtention de la citoyenneté pour ceux qui la méritent, tout en modernisant les exigences afin d'assurer que les nouveaux citoyens sont pleinement capables de participer à la société canadienne.

Cette mesure législative va aussi permettre au gouvernement de retirer la citoyenneté aux citoyens ayant la double nationalité qui sont reconnus coupables de terrorisme, de haute trahison ou d'espionnage, ou qui prennent les armes contre le Canada, et de simplifier le processus de retrait de la citoyenneté à ceux qui l'ont obtenue sous de faux prétextes.

Grâce à ce processus simplifié, les responsables de Citoyens et Immigration Canada peuvent traiter de tels cas. Cependant, en raison du processus de révocation coûteux prévu dans la loi antérieure, il reste un arriéré à traiter.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va allouer un financement accru à Citoyenneté et Immigration Canada pour traiter cet arriéré en l'espace de deux ans.**

En 2014, 3 121 cérémonies de citoyenneté ont eu lieu partout au Canada, accueillant plus de 262 000 nouveaux citoyens. C'est le plus grand nombre de nouveaux Canadiens accueillis en une seule année dans l'histoire du Canada, et le double du nombre accueilli en 2013. Le Canada a l'un des taux de naturalisation les plus élevés du monde : plus de 85 pour cent des résidents permanents admissibles à la citoyenneté deviennent des Canadiens.

Le serment de citoyenneté est une déclaration solennelle par laquelle les candidats à la citoyenneté s'engagent à respecter les lois canadiennes, tout en assumant leurs devoirs et leurs responsabilités en tant que citoyens canadiens. Le serment reconnaît que la citoyenneté canadienne confère à la fois des droits et des responsabilités.

Une majorité de Canadiens sont d'avis que les nouveaux citoyens doivent être vus et entendus lorsqu'ils se joignent à la famille canadienne. C'est pourquoi en juin dernier, notre gouvernement a présenté un projet de loi exigeant que toutes les personnes qui veulent devenir des citoyens canadiens montrent leur visage quand elles prêtent le serment de citoyenneté. Il est important que quand une personne se joint à la famille canadienne, elle le fasse ouvertement et librement, au lieu de cacher son identité.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va réintroduire et adopter la *Loi sur le serment de citoyenneté* dans les 100 premiers jours de la nouvelle législature. En vertu de la *Loi sur le serment de citoyenneté*, les candidats doivent être vus et entendus quand ils prêtent serment en groupe afin de confirmer leur engagement, en tant que nouveaux citoyens, envers les lois et les valeurs du Canada.**

Protéger la démocratie du Canada

Les Canadiens sont fiers de notre démocratie et de nos institutions démocratiques. Ce sont les fondements de notre système de gouvernement et l'une des raisons de la prospérité et du succès de notre pays. Le Canada a l'un des gouvernements les plus responsables et les plus transparents du monde. Depuis sa fondation, notre Parti cherche sans relâche à améliorer la responsabilisation au gouvernement. Et si nous sommes réélus, nous allons poursuivre nos efforts pour protéger et renforcer la démocratie du Canada.

Un Sénat non élu est tout simplement inacceptable au sein d'une démocratie moderne. Stephen Harper se bat depuis longtemps pour la réforme du Sénat.

Nous avons présenté une mesure législative visant à imposer des mandats limités et à établir un processus démocratique pour l'élection des sénateurs. Cependant, la Cour suprême a bloqué ces réformes en statuant qu'elles doivent être initiées et soutenues par les provinces.

Nous continuons à croire que le Sénat doit être réformé. S'il ne peut pas être réformé, il devrait être aboli. Notre gouvernement conservateur n'a fait aucune nomination au Sénat depuis deux ans et demi. Le résultat est qu'il y a 22 vacances et des économies de 6 millions de dollars pour les contribuables jusqu'à maintenant comparativement à 2010.

✓ **Un gouvernement conservateur réélu va maintenir cette politique. Nous n'allons rien faire de plus pour renforcer un Sénat non élu et non responsable. Nous allons plutôt imposer un moratoire sur les nominations au Sénat jusqu'à ce qu'une réelle réforme soit apportée.**

Cette élection vise à protéger notre fragile économie au sein d'une économie mondiale faible et en difficulté. Les Libéraux et le NPD se concentrent sur d'autres choses, notamment des changements majeurs à la façon dont les gouvernements sont élus. Les Libéraux ont même dit que ce serait l'une de leurs principales priorités s'ils étaient élus.

Les Libéraux et le NPD apporteraient ces changements à notre régime démocratique et les imposeraient aux Canadiens sans les consulter parce que quand on le leur a demandé – comme ce fut le cas en Ontario, en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard – Les Canadiens ont choisi le statu quo.

Nous pensons que notre démocratie à la Westminster sert bien notre pays depuis presque 150 ans, et que toute décision entraînant un changement fondamental doit refléter la volonté clairement exprimée des Canadiens.

- ✓ **Un gouvernement conservateur réélu va présenter une mesure législative pour enchâsser ce principe dans la loi, exigeant que tout gouvernement futur tienne un référendum sur les réformes électorales majeures.**

Notre gouvernement est fermement engagé envers le fédéralisme canadien. Nous sommes le seul parti qui respecte les compétences des provinces, et nous accordons un financement sans précédent aux provinces et aux territoires afin de les aider à assumer leurs responsabilités en matière de soins de santé et d'éducation.

Notre vision du fédéralisme respecte les compétences provinciales tout en reconnaissant que le Québec forme une nation au sein d'un Canada uni. Nous prenons des mesures pour garder le Canada uni tout en protégeant la culture et les valeurs linguistiques du Québec, ayant notamment donné un siège au Québec à l'UNESCO.

- ✓ **Nous savons que les Canadiens ne veulent pas rouvrir la Constitution, et nous non plus. Le Parti conservateur comprend cela mieux que tout autre parti, et nous allons continuer à nous concentrer sur les vraies préoccupations des Canadiens – la création d'emplois et de possibilités et le renforcement de notre économie.**

À RISQUE

Notre gouvernement conservateur sait que la protection de l'économie canadienne et la création d'emplois sont les fondements de communautés fortes et dynamiques. Notre gouvernement se concentre sur la création de possibilités économiques et d'emplois dans les communautés de toutes tailles – des centres urbains majeurs aux villes rurales. Une économie solide rime avec des familles et des communautés solides.

Les Libéraux de Justin et le NPD de Thomas Mulcair accuseraient des déficits, augmenteraient le fardeau fiscal et exposeraient notre économie à l'instabilité qui prévaut ailleurs dans le monde. Cela coûterait de l'argent aux familles et mettrait des emplois en péril. De plus, les Libéraux et le NPD font tous deux des promesses qui nuiraient aux communautés et feraient retourner les familles en arrière. Ils veulent :

- **Accuser des déficits qui nécessiteront des hausses fiscales massives et des compressions majeures dans les programmes clés dont les Canadiens ont besoin comme la santé et l'éducation.**
- **Augmenter le prix de tout ce qu'achètent les familles canadiennes – dont l'essence – en imposant des stratagèmes de tarification du carbone à l'économie canadienne.**
- **Menacer les perspectives économiques du Canada en stoppant le développement responsable des ressources.**
- **Rétablir l'inutile et coûteux registre des armes d'épaule et punir les honnêtes chasseurs au lieu des criminels.**
- **Abolir nos importantes réformes qui renforcent la citoyenneté canadienne et réaffirment les valeurs canadiennes.**

Chiffrer notre plan

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR UNE ÉCONOMIE PLUS FORTE

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Centre de fabrication avancée	6.0	6.0	6.0	6.0
Fonds de démonstration des technologies de fabrication		20.0	20.0	20.0
Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile			100.0	100.0
Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis	60.0	60.0	60.0	60.0
Programme d'expérience des métiers spécialisés	10.0	10.0	10.0	10.0
Prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers	8.0	8.0	8.0	8.0
Fonds Agri-innovation	33.0	33.0	33.0	
Mise en valeur du homard	5.0	5.0	5.0	
Recherche sur la biomasse du homard	1.6	1.6	1.6	
Promotion de la foresterie	3.0	3.0	3.0	3.0
Crédit d'impôt pour l'exploration minière sa	45.0	45.0	45.0	45.0
Crédit d'impôt pour l'exploration minière amélioré	15.0	15.0	15.0	15.0
Initiative Prospérité maritime Québec	19.0	19.0	19.0	
Connexion à large bande en région rurale		20.0	30.0	50.0
Nutrition Nord	8.0	8.0	8.0	8.0
Autoroute Wood Buffalo	0.5	1.0	2.0	6.4
TOTAL	**214.1**	**254.6**	**365.6**	**331.4**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR LES FAMILLES QUI TRAVAILLENT FORT ET LES AÎNÉS

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation		30.0	30.0	30.0
Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire	185.0	740.0	925.0	1480.0
Données sur la spéculation étrangère dans l'immobilier	0.5	0.5	0.5	0.5
Crédit d'impôt pour aînés célibataires	23.0	117.0	214.0	315.0
Régime enregistré d'épargne-invalidité		35.0	40.0	45.0
Régime enregistré d'épargne-études		45.0	47.0	50.0
Crédit d'impôt pour frais d'adoption	4.0	4.0	4.0	4.0
Réforme des prestations de maternité/parentales	2.0	2.0	2.0	2.0
TOTAL	**214.5**	**973.5**	**1262.5**	**1926.5**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR UN CANADA PLUS SÛR

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Projet Kanishka	2.0	2.0	2.0	2.0
Bureau de la liberté de religion	3.0	3.0	3.0	3.0
Mariage d'enfants, précoce et forcé	3.0	3.0	3.0	3.0
Groupe d'action financière - Ukraine	1.5	1.5	1.5	1.5
Fonds de la liberté numérique	3.0	3.0	3.0	3.0
Forces d'opérations spéciales	10.0	15.0	20.0	30.0
Réservistes canadiens		20.0	40.0	105.0
Collège militaire royal de Saint-Jean		4.0	4.0	4.0
NCSM Discovery		10.0	10.0	25.0
Navires de patrouille canadiens - Grands Lacs		10.0	20.0	30.0
Rangers juniors canadiens	2.5	2.5	2.5	2.5
TOTAL	**25.0**	**74.0**	**109.0**	**209.0**

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR DES RUES PLUS SÉCURITAIRES

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Stratégie nationale antidrogue	5.0	5.0	5.0	5.0
Fonds de prévention des gangs de jeunes	2.5	2.5	2.5	2.5
Contrefaçon en ligne	2.5	2.5	2.5	2.5
Habitat for Humanity/CORCAN	3.0	3.0	3.0	3.0
Protection des enfants et des victimes	5.0	5.0	5.0	5.0
Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes	12.0	12.0	12.0	12.0
Équipes intégrées de la GRC et service d'écoute	11.5	11.5	11.5	11.5
TOTAL	**41.5**	**41.5**	**41.5**	**41.5**

Chiffrer notre plan

NOTRE PLAN CONSERVATEUR POUR DES COMMUNAUTÉS FORTES

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Réforme de l'Allocation pour perte de revenus	9.0	9.0	9.0	9.0
Crédit d'impôt pour adhésion aux clubs philanthropiques		30.0	30.0	30.0
Désignation Feuille d'érable	1.0	1.0	1.0	1.0
Maison Diefenbaker	0.3	0.1	0.1	0.1
Programme pour les musées locaux	5.0	5.0	10.0	15.0
Recherche sur les soins palliatifs	3.0	3.0	3.0	3.0
Fonds de recherche Brain Canada		15.0	15.0	15.0
Partenariat canadien contre le cancer		50.0	50.0	50.0
Centre de recherche sur la prévention du cancer en C.-B.	4.0	4.0	4.5	
Institut de recherche Terry Fox	5.0	10.0	10.0	10.0
Fonds pour les bateaux abandonnés	1.0	1.0	1.0	1.0
Capacité des remorqueurs de la Côte Ouest		8.0	10.0	12.0
Programme d'amélioration et de conservation de la faune		5.0	5.0	5.0
Financement du tourisme pour la pêche, la chasse et la motoneige	3.0	3.0	3.0	3.0
Conservation du saumon du Pacifique		5.0	5.0	5.0
Aire marine de conservation du détroit de Georgia	3.5	3.5	3.5	3.5
Programmes linguistiques pour les Autochtones	2.5	2.5	2.5	2.5
Financement « urgent » pour la citoyenneté	5.7	5.7		
TOTAL	**43.0**	**160.8**	**162.6**	**165.1**
TOTAL DES NOUVELLES DÉPENSES DE LA PLATE-FORME	538.1	1504.4	1941.2	2673.5

MISE EN APPLICATION DU PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Programme de garantie de la valeur des quotas		150.0	150.0	150.0
Programme de garantie du revenu		36.0	50.0	69.0
Fonds de commercialisation et de modernisation de la transformation	49.0	70.0	103.0	103.0
Programme Agri-marketing	3.0	3.0	3.0	3.0
TOTAL	**52.0**	**259.0**	**306.0**	**325.0**
TOTAL DES NOUVELLES DÉPENSES	**590.1**	**1763.4**	**2247.2**	**2998.5**

	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Base budgétaire finale	**1700.0**	**2600.0**	**2600.0**	**4800.0**
Éventualités	1000.0	1000.0	2000.0	3000.0
Budget 2015 - Pré-éventualités	2700.0	3600.0	4600.0	7800.0
Nouvelles dépenses de la plate-forme	590.1	1763.4	2247.2	2998.5
Gel des budgets de fonctionnement d'un an	565.0	580.0	595.0	610.0
Surplus de planification	**2674.9**	**2416.6**	**2947.8**	**5411.5**
Éventualités	1000.0	1000.0	2000.0	3000.0
SOLDE BUDGÉTAIRE	**1674.9**	**1416.6**	**947.8**	**2411.5**